Vol. 4 No. 34 • Du 9 au 15 mars 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

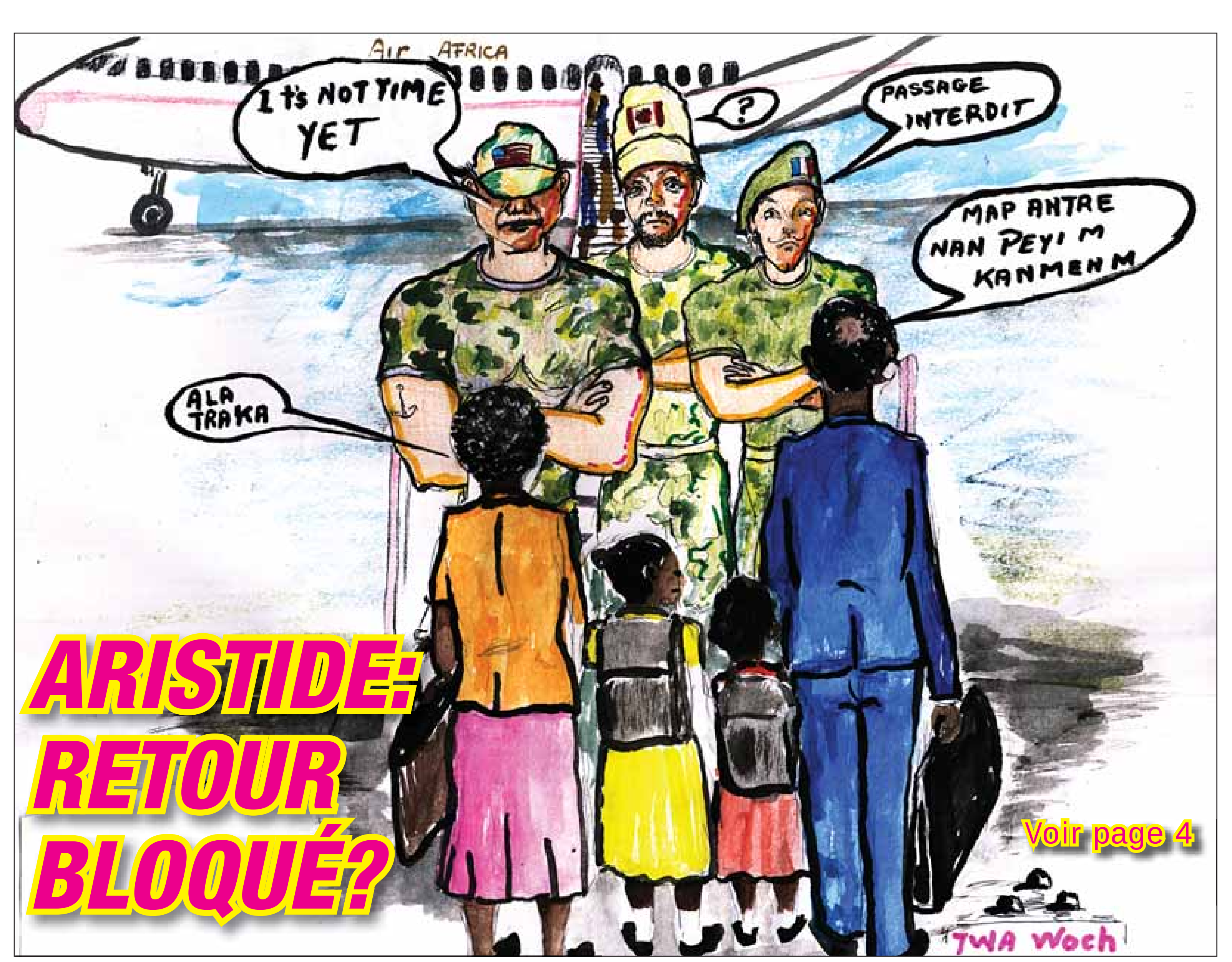
JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Voir page 2

Aux partis politiques et organisations progressistes qui se réclament d'œuvrer pour un projet populaire, nous demandons si le moment n'est pas venu de mettre de coté nos différends sinon nos divergences pour rejoindre une grande mobilisation visant au Boycott de la mascarade du 20 mars.



ARISTIDE: RETOUR BLOQUÉ?

Voir page 4

De passage à Miami le jeudi 3 mars dernier, la candidate à la présidence, Mirlande Hyppolite Manigat s'est prononcée contre le retour du président Aristide avant la mascarade électorale du 20 mars



Liberasyon 4 militan politik Tèt kole òganizasyon popilè yo

Page 6



CIRH: un instrument de domination!

Page 8



Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?

Page 10



Burkina Faso : La jeunesse se soulève !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Face à l'Histoire!

Par Berthony Dupont

Le présent d'un pays ne peut pas être dissocié de son passé vu que l'existence d'une nation ne peut être autre qu'une accumulation continue de faits historiques, appelés à toujours marquer de leurs empreintes toute l'évolution de ce pays.

Il y a de cela deux années, le commissaire Bill Clinton, se présentant en redresseur de tort et promettant un avenir rapidement meilleur au peuple haïtien, avait fait une déclaration fracassante et arrogante en osant nous demander d': « *Oublier le passé pour regarder le futur*». Ainsi : «*Votre avenir sera bien meilleur* », affirmait-il. Malheureusement, personne, parmi les gens les mieux placés, ne lui avait rendu la monnaie de sa pièce en lui faisant la leçon, à savoir que les expériences du passé d'un peuple ne doivent jamais être ignorées encore moins être oubliées.

En effet, le 28 novembre 2010 dernier, deux élections présidentielles ont eu lieu, l'une en Haiti et l'autre en Côte d'Ivoire. Deux élections sous la houlette de la Communauté internationale, soit le consortium Etats-Unis, France et Canada. Deux élections semblables qui illustrent grandement le rôle politique, colonial et dominant des pays impérialistes sur les pays pauvres. On pourrait même dire que le laboratoire impérial a utilisé la même partition pour les deux pays, vu qu'ils sont tous deux sous le fer d'une occupation militaire des Nations Unies.

Les événements tragiques qui se déroulent actuellement dans ce pays frère, la Côte d'Ivoire, méritent que le peuple haïtien tire les conséquences et les enseignements qui s'imposent de façon à mieux connaître le visage de l'impérialisme qui continue à le menacer. Dorénavant le peuple haïtien devrait s'engager à méditer sur ces tactiques, ces méthodes et ces procédés qui pendant si longtemps ont cherché et cherchent encore à jeter la confusion et semer la discorde parmi les peuples.

Comment interpréter les derniers événements qui bouleversent encore la Côte d'Ivoire jusqu'à provoquer une situation anormale et chaotique dans le pays, du seul fait que les pays impérialistes ont choisi qui devrait être président en faisant fi de la Constitution du pays et de tout son passé historique lorsqu'ils veulent imposer un ressortissant étranger, un ancien Haut fonctionnaire de l'ex-Haute Volta, le Burkinabè Alassane Dramane Ouattara pour être président de la Côte d'ivoire.

Ouattara fut un jour recruté, en tant que citoyen voltaïque, au poste d'économiste principal au Fonds monétaire international (FMI) en avril 1968. Comment est-il alors devenu Ivoirien ? A ce jour, il n'existe en effet aucune trace d'un quelconque décret de naturalisation d'Alassane Dramane Ouattara dans les archives nationales ivoiriennes. L'intéressé lui-même par ailleurs, à ce jour, n'a pas encore été à même de produire un tel document. Le 2 décembre 2010, Alassane Ouattara était annoncé, selon les résultats provisoires, vainqueur de l'élection présidentielle ivoirienne avec 54,1 % des voix par la Commission électorale indépendante (CEI). Or, la CEI n'est pas habilitée à prononcer des résultats définitifs, rôle qui revient au Conseil constitutionnel. Ce même jour, le Conseil constitutionnel a invalidé ces résultats et proclamé le président sortant réélu avec 51,45 % des suffrages.

Balayant d'un revers de main l'intervention du Conseil Constitutionnel Ivoirien, Catherine Ashton, représentante de l'Union européenne, et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, ont considéré pour leur part que le vainqueur de l'élection était Alassane Ouattara, même cas de figure pour Haiti. Les présidents français Nicolas Sarkozy et américain Barack Obama se rallient pour porter Gbagbo à s'incliner face aux diktats de l'international. La presse occidentale s'est jetée dans la mêlée avec un appétit féroce pour diaboliser Gbagbo tout en innocentant le candidat impérial.

Cette réalité démontre avec force conviction comment de nos jours, les pays pauvres sont piégés par l'extérieur. Au lieu de résoudre leur crise, ils ne font que l'empirer en utilisant leur influence et leur puissance.

C'est dans ce même genre de climat politique, qu'une atmosphère confuse et tendue règne en Haiti, donnant lieu à un brouhaha compliqué et contradictoire, mettant en évidence l'importance du rôle des puissances impérialistes dans notre pays. Elles ont accouché de ce mardi-gras électoral que la Communauté Internationale veut nous imposer afin de mettre au pouvoir soit Michel Martelly le candidat des Etats-Unis, soit Mirlande Manigat le candidat de la France.

Aucun peuple au monde ne s'est jamais trouvé face à une situation aussi humiliante. Dans ces conditions, quoi de mieux que de faire vibrer les cordes sensibles de notre patriotisme pour défendre notre indépendance et notre souveraineté, les biens les plus précieux d'un peuple.

A ce stade, face au cynisme conjugué des forces réactionnaires et coloniales, ne sommes-nous pas face à l'Histoire ? Nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Nous pouvons éviter, si nous le voulons, cet effondrement spectaculaire du corps national qu'on veut nous infliger.

Aux partis politiques et organisations progressistes qui se réclament d'œuvrer pour un projet populaire tels le Parti Populaire National (PPN), le Parti Fanmi Lavalas, Korega, Skanp, Papda, Sofa, Garr, Modep, Batay Ouvriye, Antèn Ouvriye et tous les autres qui se sentent concernés, nous demandons si le moment n'est pas venu de mettre de coté nos différends sinon nos divergences pour rejoindre une grande mobilisation visant au Boycott de la mascarade du 20 mars.

Nous espérons que ces partis et ces organisations voudront bien répondre à notre appel de façon urgente.

Ce ne peut être qu'un pas en avant très net vers la cristallisation d'une opposition de gauche cohérente à toute forme de pouvoir issu d'élections frauduleuses et anti-populaires que préparent les puissances impérialistes pour notre pays.

Accidents de route à Morne Préval, 5 morts, 58 blessés

Par Jackson Rateau

Le mercredi 2 mars dernier, à Morne Préval, sur la Nationale # 2, localité située entre Miragoâne et la Deuxième plaine de Petit Goâve, deux accidents mortels se sont produits le même jour. Il s'agit en tout premier lieu d'un camion surchargé qui revenait de la commune de Beaumont (Grande Anse), en direction de Port-Au-Prince, faisant panache au contre bas du morne, aux environs de 2hres AM. Quatre passagers sont morts, des dizaines d'autres blessés graves. Le deuxième accident est survenu à 5 heures PM, au même endroit (Morne Préval) lorsqu'une camionnette surchargée, faisant le trajet Carrefour Des Ruisseaux – Petit Goâve, a fait panache au flanc d'un précipice, bilan un mort et des blessées graves. Les deux accidents ont totalisé 5 morts et 58 blessés.

Les instances concernées de l'Etat haïtien (TPTC, CNE), s'occupant du domaine routier, sont elles vraiment dépassées jusqu'à ne pas pouvoir donner une réponse à ce dilemme qui prévaut au niveau du Morne Préval ? C'en est assez. Trop de morts à Morne Préval, sur la présidence de Préval.

Une adolescente violée par un prêtre catholique

Le mercredi 2 mars dernier, une jeune fille de la localité de Carrefour Feuille répondant au nom de Bevelie Belfort a été victime d'un assaut sexuel. La jeune fille âgée de 17 ans qui, semble-t-il, avait souffert d'anémie, a été confiée par ses parents au prêtre responsable de la paroisse de la Caridad pour être amenée à l'hôpital. Le prêtre, un ami de la famille, dont on s'abstient de citer le nom, avait assuré aux parents qu'il allait conduire Bevelie dans un hôpital à l'étranger. Pourtant, c'était tout à fait faux. La jeune fille, trompée par le prêtre pédophile, a été conduite dans un hôtel à Léogane pour être violée. Le prêtre de la paroisse de la Caridad a été menotté par la police qui l'a mis à la disposition de la justice.

Les chefs de comités de quartiers dominicains qui ont chassé les haïtiens, seront interpellés par la justice

Selon une déclaration récente du directeur de l'Immigration dominicaine, Sigfrigo Pared Perez, les dominicains et les chefs de comités de quartiers qui avaient pris la décision anarchique d'expulser de leurs quartiers les compatriotes haïtiens, devront répondre de leurs actes irresponsables et illégaux par devant la justice dominicaine.

« En aucune façon, on ne peut permettre aux citoyens d'assumer le rôle de la justice », a précisé monsieur Pared Perez, ajoutant qu'une enquête leur permettant d'identifier les responsables de ces actes répréhensibles, est en cours.

Mais, le côté hypocrite de l'affaire saute aux yeux lorsqu'on compare cette déclaration de Monsieur Perez à une autre prise de position à savoir que c'est pour la première fois que l'immigration de son pays se trouve dans une situation si chaotique avec plus d'un million de ressortissants haïtiens à gérer.

Une policière de la MINUSTAH est morte dans un accident

Le mardi 1[e] mars dernier, à Mirebalais, bas Plateau Central, Bhagwata Neupane, 26 ans, une policière du bataillon népalais basé à Mirebalais, est décédée à la suite d'un accident mortel. L'agente, en exercice de ses fonctions, a été heurtée de plein fouet par un camion dans la ville de Mirebalais. *« Nous avons perdu un membre de notre famille des Nations Unies. Nos pensés et nos prières accompagnent sa famille et ses amis »,* a déclaré avec tristesse le major général et commandant de la MINUSTAH, Paul Cruz.

Funérailles de Marie Henriette Charles

Par J. Fatal Piard

O vous que j'ai tant aimés, que vos cœurs ne se laissent pas abattre, ne regardez pas la Vie que je finis, voyez celle que je commence.

Saint Augustin

Après avoir reçu les amis et proches au crématorium de Pax Villa située sur la route de l'aéroport au soir du lundi 28 février, c'est à l'église Saint Pierre de Pétion-Ville que les funérailles de Madame Marie Henriette Charles ont été chantées le mardi 1 mars 2011. Madame Charles est la mère de l'ex Premier Ministre et ex candidat à la présidence l'Agronome Jacques Edouard Alexis. Dès 7 heures du matin, les membres de la famille de la défunte se sont réunis dans l'enceinte même de la bâtisse religieuse où la dépouille a été exposée pour recevoir les sympathies des proches et amis venus rendre un dernier hommage à leur chère disparue.

A ces cérémonies de derniers hommages à Madame Marie Henriette Charles qui a vu le jour le 15 mai 1930 pour mettre une fin à ce périple terrestre le mardi 22 février 2011, a pris part le Président René Préval ainsi que le Chef du Gouvernement Monsieur Jean Max Bellerive. Le recteur de l'Université d'Etat d'Haïti Jean Henry Vernet, le haut état major du Pati Louvri Baryè (PLB), le Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation Monsieur Carole Joseph, François Pierre Louis, et l'Ingénieur Robes Pierre sont venus partager leurs afflictions avec l'Agronome Jacques Edouard Alexis.

Plusieurs autres officiels du gouvernement, des sénateurs en fonction ou élus, des femmes et des hommes politiques notamment Madame Mirlande Hyppolite Manigat qui attend l'heure fatidique du 2ème tour, des candidats malheureux aux dernières élections, le docteur Turneb Delpé, Evans Paul, des délégations d'étudiants, d'élèves dont celles du Collège de l'Auditorium de la Bible composaient cette assistance nombreuse.

Dans son homélie de circonstance Monseigneur Dumas qui était entouré de plusieurs autres officiants a fait ressortir le courage impayable de cette femme courageuse qui a su élever ses enfants dans la droiture tout en leur inculquant des principes de grandeur.

Au terme de la cérémonie funèbre, le convoi parti de l'église Saint Pierre a accompagné la dépouille de Madame Marie Henriette Charles jusqu'à son inhumation qui a eu lieu au Parc du Souvenir à Torcelle. En cette circonstance douloureuse toute l'équipe de Haïti Liberté fait par de ses sincères sympathies à l'Agronome Jacques Edouard Alexis ainsi qu'à tous les parents, proches et amis que cette disparition a plongé dans l'affliction.

Que deviendra la MINUSTAH ?



Le peuple haïtien ne demande pas la transformation des forces d'occupation de l'ONU, il exige depuis bien longtemps le départ purement et simplement des soldats de l'ONU sur son territoire

Par Yves Pierre-Louis

Le prochain président du Conseil de sécurité des Nations Unies, le colombien Juan Manuel Santos a déjà fait une proposition sur la transformation de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Cette proposition a été présentée par son ministre des Affaires étrangères, Maria Angéla Holguín au cours du mois de février écoulé et elle sera au centre du débat le 6 Avril prochain lors de la réunion du Conseil. La Colombie a proposé de transformer la MINUSTAH en une mission développement en Haïti en lieu et place d'une force d'occupation militaire.

Le représentant du secrétaire générale des Nations Unies en Haïti et chef civil des forces d'occupation, Edmond Mulet a réagi suite à sa participation à une réunion préparatoire en Colombie la fois dernière. Il a fait savoir, au cours de la prochaine réunion qui devra se tenir ce 6 avril au siège des Nations Unies à New York que le débat portera sur les différences entre une mission de stabilisation et une mission dédiée à la promotion du développement. Il a fait remarquer que le Conseil de sécurité se penchera sur l'adaptation du mandat de chacune de ces missions, tout en rappelant que les budgets pour la sécurité et le développement sont bien délimités par l'ONU et que les pays membres donateurs ne veulent pas voir de duplication. Il est clair pour Edmond Mulet que le Conseil de Sécurité doit savoir que les conditions changent d'un pays à un autre et qu'il doit adapter ses mandats en fonction des objectifs.

Selon Edmond Mulet : *« Le travail de la Minustah doit se concentrer dans la création d'un Etat. Haïti est le pays le plus pauvre de l'hémisphère,*

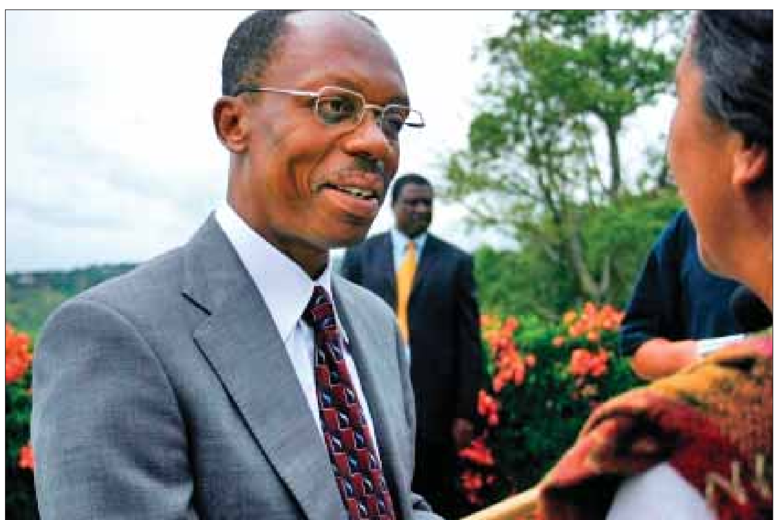
Suite à la page (13)

Aristide: retour bloqué?

Le dossier du retour du président Aristide continue à défrayer la chronique en Haïti et hors du pays. En Haïti après les manifestations à Port-au-Prince, au Cap-Haïtien à Hinche et d'autres villes du pays, les partisans et sympathisants d'Aristide n'ont jamais cessé de s'interroger sur ce dossier, accusant ainsi les Etats-Unis, la France et les forces d'occupation de l'ONU du blocage de ce retour tant attendu dans le pays. Le peuple haïtien en grande majorité est dans l'attente de ce retour qui, à la moindre rumeur, a déjà fait accourir des milliers de gens devant les barrières de l'aéroport pour accueillir Jean Bertrand Aristide. C'est un sujet de débat dans toutes les conversations tant publiques que privées, dans les bureaux publics aussi bien que dans les familles. Les gens ont rejeté d'un revers de main l'accusation gratuite de trouble ou d'agitation que causerait le retour du président Aristide, avant le 20 mars 2011. La question du retour tourne actuellement autour du 20 mars, date retenue pour le second tour de la mascarade du 28 novembre 2010.

De passage à Miami le jeudi 3 mars dernier, la candidate à la présidence, Mirlande Hyppolite Manigat s'est prononcée contre le retour du président Aristide avant le second tour de la mascarade électorale du 28 Novembre 2010, qui aura lieu de 20 mars prochain. *« Comme citoyenne, je préférerais qu'il (Aristide) revienne après les élections. S'il décide de rentrer, je ne suis pas le chef de l'Etat, je n'ai pas l'autorité nécessaire pour bloquer son retour»*, a-t-elle affirmé. Elle a ajouté que le retour de l'ex-président Jean Bertrand Aristide ne provoquerait pas une crise, mais pourrait provoquer de l'agitation allant jusqu'à changer la donne politique. Ce serait mieux pour les votants, si l'ancien chef d'Etat revient en Haïti après le 20 mars. Selon une dépêche de l'Associated Press, la candidate du RDNP et l'épouse de Leslie François Manigat a tenté de courtiser l'électorat Lavalas et les partisans du président Aristide dans les quartiers populaires et bidonvilles du pays tels : Cité Soleil, Bel Air, Solino, Martissant, Lasaline etc

Rappelons que c'est après beaucoup de difficultés et de négociations avec quelques personnes de ces quartiers que sous la haute escorte des agents de la Police Nationale d'Haïti, Mme Manigat est arrivée à entrer dans ces trois zones pro


Jean Bertrand Aristide


Didier Le Bret, l'ambassadeur de la France en Haiti

Aristide, malgré son absence dans le pays depuis plus de sept ans successifs. Le peuple haïtien dans sa plus grande majorité reste attaché à son leader qu'est le docteur Jean Bertrand Aristide.

Malheureusement, la position de Mirlande Manigat n'étonne personne, parce qu'elle suit aveuglément celle exprimée par ces patrons de l'International : les Etats-Unis et la France, deux pays responsables du coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004 contre le président démocratiquement élu, Jean Bertrand Aristide.

Les Etats-Unis voient dans le retour du président Aristide une diversion regrettable au deuxième tour de la farce du 28 Novembre. La France de son côté, à travers son ambassadeur, Didier Le Bret tient les mêmes propos. *« Ce n'est pas une bonne idée. Il ne faut pas ajouter des problèmes aux problèmes. »* En quoi le retour d'Aristide pourrait-il constituer un problème pour le pays ? Le peuple haïtien veut qu'il revienne le plus tôt possible. Cela a déjà été démontré par des manifestations monstres à Port-au-Prince et dans plusieurs autres départements du pays. Comme on le dit souvent en Haïti. *« Le problème c'est l'exclusion et la solution c'est le retour. »*

Rappelons pour l'histoire que la France en tant qu'ancienne puissance coloniale a causé à Haïti des torts inoubliables et incalculables. Elle a laissé mourir le pionnier de l'Indépendance, Toussaint Louverture au Fort de Joux. La France refuse de restituer la somme de 21 Milliards de dollars rançonnés contre la reconnaissance de l'Indépendance. Elle a félicité le retour de l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier en Haïti tout en voulant continuer à maintenir, Jean Bertrand Aristide en exil, alors que le grand écrivain français, chef de l'école romantique, Victor Hugo disait : *« L'exil est impie. »* De même que la déclaration universelle des droits de l'homme, dans son article 9 stipule : *« Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. »*

Pourtant les grandes puissances impérialistes et colonialistes qui ont toujours brandi les principes des droits de l'homme inscrits dans cette déclaration contre les petits pays d'Afrique et d'Amérique latine, encouragent aujourd'hui la violation des droits d'un ancien président d'Haïti. La volonté manifeste pour maintenir le président Jean Bertrand Aristide en exil est une violation de ses droits en tant qu'Haïtien, en lui refusant ainsi de participer dans les affaires politiques de son pays. Quoi qu'on fasse Aristide retournera dans sa terre natale.

Jugement de Duvalier: Haïti envisage la saisine de CPI


Jean-Claude Duvalier et ses militaires macoutes au Palais National

L'ancien ministre de la Justice et de la Sécurité Publique et actuel conseiller du président de facto, René Préval, René Magloire a apporté des éclaircissements sur le dossier du jugement de l'ex-dictateur haïtien, Jean Claude Duvalier, sur la Télévision de Radio Canada. En visite à Montréal la semaine dernière, René Magloire a fait savoir qu'Haïti envisage de porter l'affaire de l'ex-dictateur, Jean Claude Duvalier par devant la Cour Pénale Internationale (CPI) pour crime contre l'humanité. Des plaintes devraient être déposées contre Duvalier dans un mois plus tard. L'ancien ministre de la justice a assuré qu'il n'y aura pas d'impunité concernant l'affaire de l'ex-tyran d'Haïti, de 1971 à 1986, Jean Claude Duvalier : *« La poursuite contre Duvalier va permettre d'abord aux victimes de son régime de retrouver une certaine dignité ce qui pourrait ça va permettre aussi de démontrer en Haïti que l'impunité doit cesser. La dignité du peuple haïtien est au-dessus de tout prix. »*

En ce qui concerne les traités internationaux, relatifs aux droits de l'homme dont Haïti est l'une des signataires qui ne tiennent pas compte du délai de prescription de dix (10) ans évoqué par les avocats de Jean Claude : *« Ces traités permettent de poursuivre Duvalier en justice. »* a-t-il indiqué. Et de plus, les crimes contre l'humanité dont Jean Claude Duvalier a été accusé sont imprescriptibles. Des accusations telles que : détournement des fonds publics, association de malfaiteurs, corruption, vol, assassinat, trafic d'être humain, disparition, tortures, enlèvement suivi de disparition etc. planifiés et exécutés par les sbires du régime des Duvalier relèvent de l'ordre des crimes contre l'humanité.

Au total une vingtaine de plaintes ont été déjà déposées contre l'ex-dictateur Jean Claude Duvalier dont l'affaire est en cours d'instruction par devant le juge Carvès Jean. Des organisations de la défense des droits de l'homme tant nationales qu'internationales ont déjà élevé leur voix pour demander à la justice et au gouvernement haïtiens de tout mettre en œuvre afin d'aboutir à un procès équitable du régime despotique des Duvalier.

C'est dans le même optique que la Plateforme des organisations Haïtiennes des droits de l'homme (POHDH) encourage l'Etat haïtien à créer un tribunal spécial pour juger l'ex-dictateur, Jean-Claude Duvalier pour les crimes commis sur son règne. Elle invite également les autorités judiciaires du pays à profiter de l'appui technique offert par le représentant spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme, concernant la création d'un tribunal pénal spécial, capable de faire un procès juste et équitable contre Jean-Claude Duvalier et ses anciens collaborateurs pour leurs multiples forfaits commis sur le peuple haïtien durant 29 ans.

Selon POHDH, tous les crimes commis par le régime des Duvalier sont qualifiés de : tortures, exécutions sommaires, disparitions, viols emprisonnements arbitraires, exil et autres relèvent de l'ordre de crimes contre l'humanité et n'auraient en aucun cas bénéficié de la prescription de la loi pénale haïtienne. La création d'un tribunal spécial devant juger les atrocités des Duvalier constituera, selon la Plateforme, un sérieux progrès dans la lutte contre l'impunité, et, pour l'établissement d'une société démocratique et un Etat de droit en Haïti.

De jour en jour des voix s'élèvent et des dispositions sont en cours pour le jugement de Jean Claude Duvalier de retour en Haïti le 16 janvier dernier. Des plaintes ont été déposées par les victimes et un juge ayant été saisi, l'affaire suit son cours au niveau de l'instruction. Donc, un jugement contre Jean Claude deviendra en tout état de cause une réalité.

Décevant, affligeant, désespérant

Par Fanfan La Tulipe

Misérable classe politique. Misérable société si vile. Misérables intellectuels qui se taisent dans l'attente des résultats du second tour et qui n'osent pas dénoncer l'inacceptable de peur de ne pas rater le coche d'un ministère ou d'une ambassade lors de la prochaine présidence. Misérables médias occupés à entretenir et encourager des « débats » entre partisans de deux faces de la même médaille d'une idéologie anti-peuple, à part deux ou trois notables exceptions. Misérables « analystes » et commentateurs de la situation haïtienne qui se plaisent à promouvoir le superficiel, l'accessoire plutôt que d'aller au fond des choses, au fond de la réalité politique. Misérable Monsieur-tout-le-monde qui s'acharne à vanter le candidat de son choix ou à dénigrer l'autre d'en face.

Bien avant l'infâme 28 novembre 2010 de la honte et de la fraude électorale sans retenue aucune, candidats mal fagotés, hommes politiques *deloryòm*, partis politiques squelettiques, groupuscules désossés, médias frileux et peureux, société si vile, intellectuels en attente de position bien rémunérée, politiciens, batraciens, amphibiens, vauriens, galopins, gredins, canailles, valetailles, racaille, rats, rates, *rasta, restavèk* et *rastakwè* tous savaient que le président Préval et son CEP de l'indignité préparaient des élections qui favoriseraient Jude Célestin de façon à continuer le prévalisme sans Préval.

Personne aujourd'hui ne peut avoir le culot (ni la culotte) de dire qu'il ne savait pas qu'il allait en être ainsi. Personne. Et pourtant, ils ont été trente-quatre *olibrius* à solliciter de se mesurer au poulain du pouvoir. Parmi eux, le CEP en a choisi dix-neuf, dix-neuf «heureux» zélus qui sont donc allés aux urnes. Aux urnes, citoyens! Aux armes citoyens, formez vos bataillons d'électeurs ! Le jour du grand délire est arrivé. Contre nous, de la tyrannie prévalocélestine l'étendard magouilleur est levé. Marchons, marchons, le suivant, *kiyès ki te la avan*, jetons bulletins sur bulletins. Qu'un sang citoyen abreuve nos sillons creusés à la sueur de nos furies présidentielles et parlementaires !

On sait ce qui advint le 28 novembre. Sauf Jude Célestin, candidats et candidates, goujats et goujates, scélérats et scélérates, malfrats et malfrates, fanatiques et lunatiques, désoeuvrés et *aryennafè*, tous crièrent au scandale, à la fraude, au bourrage des urnes, aux voleurs des droits et devoirs du citoyen, aux manœuvres d'intimidation grossières pour que ne s'exprimât pas la «volonté populaire», enfin, enfin, *serafen pye fen*. Manifestement, il n'y avait pas eu d'élections. Le désordre avait été tellement massif et généralisé qu'une annulation de la mascarade électorale s'imposait d'emblée. Mais tel n'était pas le projet de la présidence qui s'accrocha célestinement et frauduleusement au processus en cours.

Rapidement, Martelly lança un *sweet* appel à l'annulation du vote que Mirlande Manigat accepta et qui fut suivi par un Groupe des Douze apôtres de la vertu et de l'honneur, lors d'une historique rencontre au Karibe Convention Center. Mais la communauté internationale veillait au grain et aux graines de discorde. Mimi et Mama n'étaient pas deux *pitimi san gadò*. Le soir du 28 de la gargotte électorale, ils reçurent un appel du commandeur Edmond Mulet qui leur intima l'ordre de dégager le terrain de l'annulation de façon à ne pas brouiller son jeu, celui de Washington, celui de Bill Clinton.

Le 7 décembre, le CEP décacheta les résultats du «premier tour» en mettant Jude en deuxième position. Le sang de Martelly le *sansal*, ne fit qu'un tour dans ses veines. Il lâcha dans les rues la composante lumpen de son électorat qui gueula, incendia, kraza et brisa. Mulet et l'ambassadeur américain applaudirent non pas à la casse mais au sang vif de leur poulain Mickey. Préval craignant de se faire embarquer nuitamment vers l'Afrique du Sud via la République Centrafricaine, se vit forcé de faire appel à l'OEA. Cette organisation peu respectable atterrit sur la piste de l'aéroport des coups bas présidentiels, donna un cours accéléré aux «tabulateurs» qui, vifs comme l'éclair, tabulèrent les bons résultats.

Le 30 janvier, Madame Hillary fit un petit tour de piste et passa un bon savon aux gars du CEP. Aux trois candidats, elle brandit sans aucun doute la carotte des dollars d'une main, et de l'autre le bâton qui bat aussi bien les chiens grimauds que les chiens noirs. Tous les caniches après quelques petites voltiges retombèrent sur leurs pattes, marchèrent à quatre pattes et firent pattes de velours. Hillary leur graissa la patte tout en faisant l'onction du saint chrême sur le front de son élu et laissa des instructions aux comparses du CEP. Ainsi, elle remit les pendules à l'heure de Martelly, à l'heure de l'obscénité faite homme, à l'heure de l'immoralité faite loi électorale, puisque le CEP coincé dans la diagonale du *blan* (enfin, de la blanche) publiait le 3 février (à minuit) les «résultats définitifs» du «premier tour» (de prestidigitation) ne faisant état d'aucun pourcentage des votes obtenus par l'un et l'autre des deux figurants de ce théâtre de marionnettes vite repris en main par la communauté internationale.

Depuis donc le 28 novembre 2010, ce n'est que verbiage, bavardage, dérapage, vagabondage et dévergondage. Ce n'est qu'inconstitutionnalité, illégalité et immoralité. Et pourtant, il faut entendre gesticuler à la radio les partisans des deux élus qui «s'affronteront» au «deuxième tour», alors que les dés sont déjà pipés. Les tabulateurs qui avaient si vite appris leurs leçons et qui en un tour tabulatoire avait fait passer Martelly de la troisième place au deuxième rang n'auront aucune difficulté à le hisser en première place. Une fois de plus on verra bien comment souvent «l'élève est plus fort que le maître».



Martelly lança un sweet appel à l'annulation du vote que Mirlande Manigat accepta et qui fut suivi par un Groupe des Douze apôtres de la vertu et de l'honneur, lors d'une historique rencontre au Karibe Convention Center

Les «fanatiques» des deux candidats rivalisent d'excès de langage et de prises de position à l'emporte-pièce, défendant leur homme ou leur femme, du bec, des ongles et des dents, comme si les élections du 28 novembre et la pagaille qui s'en est suivie étaient de bonne guerre, que tout le processus s'était déroulé dans un cadre de pleine démocratie, de légalité et de légitimité électorales. Les détracteurs de Sweet Micky font état de son immoralité, de son obscénité morbide et de ses tendances exhibitionnistes «fessardes» alors que ses admirateurs parlent d'un entrepreneur qui a réussi, d'un novateur (sic) qui fera changement par rapport aux intellos et politiciens qui au fil des ans n'ont fait que descendre leur pantalon politique, alors que Micky viendra mettre Haïti sur les rails d'un développement moderne.

Les détracteurs de Madame Myrlande lui reprochent de n'avoir rien foutu du haut de sa chaire de constitutionaliste et d'avoir trahi en 2006 un électorat qui s'était échiné à faire d'elle une sénatrice de l'Ouest. En effet, se pliant aux habitudes macho-patriarcales de son mari, elle s'était retirée de la partie sans même s'excuser, criant aux falsificateurs d'élections au détriment de son onctueux et verbeux époux. Ses fanatiques voient en elle une personne mature, pleine d'expérience, une intellectuelle, une femme de poids, de loi, et de bon aloi, plus en mesure de se colleter à l'internationale que ce freluquet et paltoquet de Micky.

Mis à part une poignée de progressistes dont l'équipe de ce journal, il ne se trouve quasiment personne dans les médias, dans l'intelligentsia de pointe, encore moins parmi les politiciens au dos épluché, les sempiternels *dokale*, à s'élever contre ce *tchak*, cette bouillabaisse, ce *bouyi-vide* politique en cours depuis le 28 novembre passé. Où sont donc passés ces intellectuels du Collectif NON qui ont fait tant de tapage en 2003-2004 au nom de la démocratie, de la Constitution et patati et patata et pataplouf. Les intervenants, à radio ou dans les journaux font comme si on était en pleine légitimité et légalité alors que les résultats du «premier tour» de ce qui n'a jamais été des élections (parce que truquées) n'ont pas été signés par quatre des huit membres du CEP croupion. En plus, aucun résultat n'a été publié au journal officiel Le Moniteur, et jusqu'à présent le grand public n'est pas au courant des pourcentages de vote attribués aux deux lauréats de la promotion des médiocrités politiques en lice lors des zélections bidon du 28 novembre.

Même les membres du Groupe des Douze et quelques autres aboyeurs isolés réclamant l'annulation pure et simple de la madigrature électorale ne sont pas tous d'accord qu'il faille nommer un autre CEP. Parmi ces Douze on parle d'une demi- douzaine qui seraient de farouches admirateurs de feu le président Sténio Vincent. A ce titre, ils savent qu'en politique, il faut savoir tout embrasser, même le cul d'un cochon. Alors, en catimini, ils flairent le postérieur de Micky, prêts à faire un *ti ba* si la fin (et leur faim) doit enfin justifier les moyens.

Même lorsque des candidats appartenant au groupe des Douze, je veux parler d'Alexis, Anacacis, Baker, Céant, Cristallin, Chavannes Jeune et Léon Jeune ont cru bon d'affirmer publiquement qu'ils ne soutiennent aucune des deux marionnettes sélectionnées pour « le second tour », même lorsque les candidats Jean-Henry Céant et Yves Cristalin ont déposé une plainte conjointe contre MM Dorsainvil et Opont pour « *violation de leurs droits politiques* », ceci reste à voir. Car de la date de déposition de cette plainte au 20 mars, date du scrutin du «second tour», beaucoup de choses peuvent arriver : ainsi on sait que *money talks*, ainsi on peut toujours se demander si le cul d'un cochon *grimèl* n'est pas plus attrayant que celui d'un cochon *peyi*, *oun dal bagay* qui peuvent causer le retrait des plaintes pour « *violations de leurs droits politiques* » du jour au lendemain. On ne sait jamais, «le mal existe», surtout en Haïti. Ne dit-on pas qu'une rumeur circule à l'effet que sur des portables Digicel, quelques malchanceux auraient entendu la voix d'un zonbi leur parler, ce qui aurait entraîné leur mort raide au même moment ? Alors, qui dit que le mal n'existe pas ?

Un ex-Premier ministre, traître au président Aristide et collabo de la dernière heure en 2004, est actuellement en attente d'embrassade croupionale espérant décrocher un poste digne de sa trahison. Faisant preuve d'une honteuse pudeur, il a préféré se tenir tout juste en réserve et en marge du cul de Micky (je n'ose dire: ou de Mirlande Manigat) : « *J'ai une position que je ne peux pas dévoiler pour le moment* », a-t-il eu à déclarer, sans honte, sans sentiment, sans état d'âme. En quête d'argent sans doute, l'animal attend de voir qui l'arrosera le plus abondamment pour acheter sa prostitution. Ah ces «lamentables insectes petits-bourgeois» incapables de verticalité ayant toujours été des invertébrés politiques !

N'est-ce pas décevant, affligeant et désespérant ?

Nòt pou laprès KADAV

Komite Ekzekitif **Kolektif Aksyon pou Defann Anplwaye Viktim (KADAV),** nan tèt kole ak **Kolektif Anplwaye Linyon (KAL),** nan okazyon 8 mas 2011 lan ki se fèt tout **FANM** alawonnbadè koube yo byen ba pou yo di Ayibobo Lonè ak Respè pou Kouray tout **FANM** nan Mas Popilè yo ki te viktim lòt **Tè Tranble** koudeta kidnapin 29 fevriye 2004 yo, men ki pa janm lage batay la pou yo jwenn **Jistis** ak **Raparasyon**.

KADAV ak KAL pwofite okazyon 8 mas 2011 la pou l swete tout **FANM** sa a yo **Kouray** detan l di yo pa lage batay pou yo ka jwenn **Jistis ak Reparasyon** pou yo ka viv nan diyite tankou **MOUN.** Konsa, **Kadav** ak **Kal** ap fè sonje **Mas 2004-Mas 2011** fè 7 lane men longè depi anplwaye Jounal Linyon ki te viktim **Tè Tranble** koudeta kidnapin 29 fevriye 2004 la ap sibi imilyasyon anba grif zentèlektyèl Kolektif Non espesyalman yon Fiyèt Lalo san zantray yo bay pou larenn Malgali Comeau Denis (bout di).

Mas 2004-Mas 2011 fè 7 lane men longè depi larenn Magali Komo ki te « sekretè » d Eta Kominikasyon peyi Lafrans te voye yon Tonton Makout yo bay pou koumandan Lyonèl Twouyo vin poze sele sou pòt Jounal Linyon. Lyonèl Twouyo sa a ki rele tèt li zentèlektyèl te pran yon kamyon chaje kou Legba ak Asayan Gi Filip yo pou l te vin choute 75 anplwaye yo pou l te ka poze sele sou pòt Jounal la sou baz yon « **Fèmti Pwovizwa** ».

Mas 2004, Mas 2011, fè 7 lane men longè depi zentèlektyèl GNB Zagoloray ap sèvi ak Leta pou yo fè zak briganday revokasyon **Pwovizwa** gwo ponyèt pou imilye **FANM** nan Jounal Linyon ki pa GNB e ki pap janm GNB menm jan ak yo.

Mas 2004, Mas 2011, fè 7 lane men longè depi sa yo bay pou Malgali Comeau Denis a yo di ki se yon « *fanm* » ap **KRACHE** sou **FANM** Jounal Linyon yo pou fè anbasad blan meriken ak blan franse plezi. Pou jis jounen jodi a, youn yo bay pou **Marie Laurence Jocelyn Lassègue** yo ta vle fè konprann ki se yon « *fanm* » tou e ki toujou konprann li ka kraponnen moun serye nan fè kwè l ap defann dwa fanm, mete ak yon abègwè yo bay pou Edwin Félix ap sèvi ak pozisyon yo nan Leta a pou yo kontinye **KRACHE** sou **FANM** ki nan Jounal Linyon yo menm jan ak sa yo bay pou Malgali Comeau Denis an te fè sa.

Mas 2004-Mas 2011, 7 lane men longè depi « *minis* » monte « *minis* » desann, « *minis* » vini « *minis* » ale, « *minis* » tounen, « *minis* » tonbe, « *minis* » leve, « *minis* » koupe, « *minis* » rache, Fèmti Pwovizwa Fiyèt Lalo yo bay pou larenn Magali Komo ak Tonton Makout yo bay pou Lyonèl Twouyo a fèk kare avi. Nan menm tan sa a, **FANM** ki nan Jounal Linyon yo ap soufri anba grif mizè grangou touni ak lòt kalte kalamite ak soufrans sosyete esklizyon sa a te pare pou yo.

Nan lokazyon 8 mas 2011 lan ki fè **Fèmti Pwovizwa** larenn Magali Komo ak koumandan Lyonèl Twouyo a 7 lane, **KADAV** ak **KAL** ap di tout lòt **FANM** ki te viktim tè tranble revokasyon Koudeta kidnapin 29 fevriye 2004 ak plan madichon Newoliberal la **Kouray**. **KADAV** ak **KAL** kwè **Tè Tranble** 12 janvye a ak GNB Zagoloray ak gouvèlman Lespwa/Linite Preval/ Bèllerive la se senkant kòb ak de gouden.

Nan Lokazyon 8 mas 2011 la, **KADAV** ak **KALap** di tout **FANM** ki te viktim **Tè Tranble** revokasyon koudeta Kidnapin 29 fevriye 2004 la **Kouray** nan **Kenbe Fèm** pou nou pa neglije sèvi ak gwo **Zam Mobilizasyon** sa a nou gen nan men yo a pou fòse otorite Zagoloray yo respekte Dwa nou kòm sa dwa. **Kouray** pou n **Batay** pou Leta pa rete tout tan anba grif GNB Zagoloray ak lòt Abolotcho pou yo fè abi ak revokasyon gwo ponyèt sou tout moun ki pa GNB menm jan ak yo.

Kouray paske Laviktwa se pou FANM ki kwè nan Batay, ki pa pè Batay e ki konn Batay
Viv Lit FANM nan Mas Popilè yo
Viv Lit Anplwaye revoke yo.
Viv Lit pèp Ayisyen an.
ABA zentèlektyèl Zagoloray GNB
ABA Kadejak fanm GNB sou Dwa FANM nan Mas Popilè yo
Pou Komite a :

Marie GEROME
Sekretèz
Pòtoprens jou ki 8 mas 2011 lan

Liberasyon 4 militan politik yo


Liberasyon militan yo, vandredi 4 mas pase a, Oxygene David (agoch) ak Fritz Gerald Charles

Vandredi 4 Mas pase a, 4 militan politik Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo : Fritz Gerald Charles, Oxygène David, Jude Jean Pierre ak Maréus Alex te jwenn liberasyon yo, aprè 24 jou yo te pase nan penitansye nasyonal. Se te aprè anpil mobilizasyon divès sektè nan peyi a, rejim defakto René Préval la te oblije libere 4 militan sa yo k ap batay non sèlman kont revokasyon abitrè ak ilegal nan antrepriz piblik yo, fòse Leta peye yo 36 mwa lajan yo dwe yo depi plis pase 3 lane, dedomaje 10 mil manman ak papa pitit politik neyoliberal gwo peyi enperyalis yo ak restavèk yo nan gouvènman peyi Ayiti ki revoke nan antrepriz piblik yo, tankou : Teleko, ONA, APN, SMCRS, Achiv Nasyonal, OAVCT elatriye, men k ap goumen tou kont aplikasyon politik neyoliberal la k ap pote chomaj ak revokasyon abitrè, k ap goumen pou kondisyon lavi mas yo chanje ak bon jan chanjman nan sosyete ayisyen an, k ap goumen kont maskarad elektoral 28 Novanm lan ak dezyèm tou a k ap fasilite entènasyonal la mete yon prezidan popetwèl nan palè a, k ap goumen kont okipasyon fòs Loni yo sou bout tè papa Dessalines lan k ap touye pèp ayisyen an ak Kolera, k ap piye richès peyi a epi plen pòch yo ak ti lajan èd yo di y ap bay Ayiti. Se pou rezon sa yo, rejim defakto René Préval la te arete 4 militan sa yo 7 fevriye pase a, menm jou manda pèp la te ba li a te fini.

Jou liberasyon 4 militan yo, vandredi 4 mas la nan aprèmidi, plizyè dizèn militan Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo te desann devan Penitansye nasyonal la, ki chita nan mitan kapital la, pou t al akeyi 4 kanmarad yo. Aprè yon bon bout tan, yo te rete ap tann, yo wè ajan APENA yo pa t ankò vle mete kanmarad yo deyò. Militan yo te koumanse ap poze kesyon pou mande sa k pase konsa, yo te koumanse ak chofe pou te lanse yon pingga bay ajan penitansye yo, pou yo te kapab mete kamarad yo deyò. Se konsa yonn nan ajan APENA yo ki te ansivil (mayo gri ak pantalon abako), san okenn idantifikasyon sou li, te koumanse bourade militan yo, militan yo bò kote pa yo, te pwoteste kont endividi sa a, li te kouri antre anndan penitansye a, kote l t al mete inifòm sou li, epi li sòti ak yon gwo baton nan men l pou l vin bat militan yo. Li te sòti kouwè yon chyen ki gen raj, li bourade militan yo, li pike yo, li sezi kamera yon jounalis fotograf, ki rele Lionel Lafortune, ki te ak badj li devan li. Lè militan yo mande l pou l remèt kamera a, li te deklare *: « Na al pran l nan Komisarya Pòtoprens lan »*. Jouk jounen jodi a endividi a kenbe kamera l nan men l.

Tèt Kole Oganizasyon popilè yo kondane ak tout fòs li zak agresyon, entimidasyon ajan APENA sa a ki fè pati Polis Nasyonal Dayiti a (PNH) te fè sou militan òganizasyon an, anjeneral e sou jounalis fotograf la anpatikilye. Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo mande wo kòmannman Lapolis la, ki genyen nan tèt li, Mario Andresol pran tout dispozisyon disiplinè lalwa kont endividi malonèt sa a, yo deja idantifye.

Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo fè konnen, arestasyon gwo ponyèt, zak represyon ak entimidasyon pap fè militan li yo pè, pap kraponnen yo, y ap kontinye batay la kont maskarad dezyèm tou seleksyon 20 mas la, kont okipasyon fòs Loni yo sou bout tè papa Dessalines nan, kont plan lanmò neyoliberal la k ap pote chomaj, grangou, mizè elatriye.

Pèp Dominiken ap pouse do ayisyen nan katye yo


Michel Martelly ak prezidan dominiken an Leonel Fernandez

Lendi 28 fevriye 2011, nan lokalite ki rele San Jose de Las Minas, jan domiken yo te anonse y ap fè semèn pase a, abitan nan zòn sa te pouse do ayisyen k ap viv nan katye sa a.

Daprè sa prezidan komite katye zòn nan, Jose Casuegra, chèf operasyon sa a fè konnen yo te pouse do mete deyò plis pase 100 ayisyen. Alòske te gentan gen anpil moun ki te deja kouri kite katye a. Men gen 150 etidyan ayisyen ki abite nan menm zòn sa ki pa gen okenn pwoblèm poutèt bon konduit yo.

Nan Aveni Dumit kote ayisyen yo te panse al chèche refij, Alejandro Rodriguez yon lòt chèf komite katye a di yo deja pare pou chase yo menmjan an.

Se sivil dominiken k ap fè operasyon sa, men otorite yo pa di anyen. Kandida pou laprezidans, Michel Martelly te fè yon chita koze ak prezidan dominiken an Leonel Fernandez, eske l te gen kouraj pou mete pwoblèm sa a sou tab diskisyon an ?

L'échec de la reconstruction en Haïti

Par Roger Annis

Le premier anniversaire du tremblement de terre dévastateur qui a frappé Haïti a donné lieu, au Canada, à de nombreuses révélations des médias sur l'échec des secours internationaux. Des rapports ont démontré que de nombreuses barrières empêchent que soient acheminées l'aide et les moyens de reconstruction, pourtant désespérément nécessaires un an plus tard.

Beaucoup de Canadiennes et de Canadiens continuent à poser des gestes de solidarité avec les victimes de la tragédie. Cependant, alors que le gouvernement canadien avait promis beaucoup, il a, dans les faits, accompli très peu.

Il justifie constamment une politique de secours que beaucoup de travailleurs volontaires, d'organisations de défense des droits de la personne et d'autres observateurs considèrent comme extrêmement inadéquate. Pendant ce temps, le Canada continue à intervenir de manière destructive dans les affaires politiques intérieures d'Haïti.

Plus de promesses que d'aide réelle

Ottawa n'a déboursé qu'une infime partie des fonds qu'il prétend dépenser en Haïti. Il dit qu'il aura dépensé « un milliard de dollars » en Haïti entre 2006 et 2012, un montant que les médias ont également cité. Les montants réels sont loin du compte. (i)

*Au cours des deux mois qui ont suivi le tremblement de terre du 12 janvier, le Canada a donné quelque 150 millions de dollars aux agences de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et à des organisations non gouvernementales (ONG) pour des secours d'urgence.

*Lors de la Conférence internationale des donateurs pour un nouvel avenir en Haïti, tenue à New York le 31 mars dernier, le Canada s'est engagé à donner 325 millions de dollars à Haïti pour 2010-2011 et 75 millions pour 2012 et les années subséquentes. Un montant de 113 millions avait été promis pour l'année 2010 au titre de « rétablissement et développement », ce qui incluait 34 millions pour l'allégement de la dette. Ce dernier montant a été payé mais moins de la moitié du reste du montant a été déboursé.

*Dans un communiqué de presse émis le 12 juillet, la ministre de la Coopération internationale, Beverley Oda, ne faisait référence qu'à deux projets que le Canada avait financé à ce jour - les 150 millions de dollars versés avant la Conférence internationale des donateurs pour des dépenses humanitaires et les 34 millions pour l'allégement de la dette.

* Un montant de 7 millions a été versé aux agences internationales de santé pour le traitement du choléra, à la suite de l'apparition de l'épidémie en octobre.

*Les deux plus gros montants qui aient été alloués à autre chose que le maintien de l'ordre sont 19 millions pour le Programme alimentaire mondial et 19 millions pour la construction d'un hôpital dans la ville des Gonaïves. L'hôpital, promis depuis plusieurs années, n'est toujours qu'un terrain vague à l'extérieur des Gonaïves où un panneau annonce un « futur » hôpital qui sera financé par le Canada.

Ces promesses de dépenses chevauchent le budget d'aide préséisme du Canada, d'un montant de 555 millions de dollars pour la période 2006-2011. Beaucoup d'entre elles ne sont rien de plus que les sommes déjà prévues dans le budget existant, présentées dans un nouvel enrobage.

Le gouvernement affirme que sa priorité en Haïti est de financer la « sécurité », c'est-à-dire former et équiper la police et construire des prisons. Depuis le séisme, le Canada a annoncé un budget d'au moins 58 millions de dollars dans ce but, ce qui inclut la construction d'un centre de formation et d'un nouveau quartier général pour la Police nationale d'Haïti.

Mis à part le fait qu'on peut difficilement prétendre que le soutien accordé à une force policière et un système judiciaire répressifs et dysfonctionnels constituent des « secours post-séisme », même ce budget prioritaire ne s'est pas concrétisé. Selon un rapport publié le 20 janvier par le quotidien montréalais La Presse, trois des six projets de « sécurité » annoncés par le gouvernement en 2010 ont maintenant été annulés ou remis à plus tard.

Le 11 janvier, la ministre Oda annonçait plusieurs nouvelles dépenses, pour un total de 93 millions de dollars, dont « un projet ( ) qui permettra d'offrir gratuitement des services de santé de base à trois millions de personnes, ( ) la reconstruction de l'École des sages-femmes d'Haïti, ( ) l'ajout d'une maternité de 30 lits, d'un service de pédiatrie ( ) ». (ii) De manière très typique, les détails concernant ces projets se font rares ; seuls le temps et des recherches acharnées auprès de sources d'information inadéquates nous diront lesquels se sont concrétisés.

Soutien à la répression et à la fraude électorale

L'envoi rapide de 2 000 soldats et marins au cours des jours qui ont suivi le séisme a été - et de loin - la réaction la plus significative du gouvernement fédéral face au tremblement de terre en Haïti. Ces soldats et marins ont apporté une aide rudimentaire dans les régions



La ministre de la Coopération internationale, Beverley Oda et Michaelle Jean

de Leogâne et de Jacmel et ont été rappelés à peine six semaines plus tard, leur mission déclarée d'assurer la « sécurité » dans la période post-séisme en Haïti étant considérée comme accomplie. (iii)

Assurer la « sécurité » en Haïti est l'expression voilée qu'utilise une puissance étrangère pour empêcher un retour aux politiques de justice sociale qui ont guidé le dernier gouvernement souverain et librement élu d'Haïti, dirigé par le président Jean-Bertrand Aristide de 2000 à 2004. Ce gouvernement a été renversé par une intervention militaire étrangère à laquelle le Canada a pris part.

Les élections frauduleuses du 28 novembre 2010 démontrent que les politiques interventionnistes qui ont mené au coup d'État de 2004 sont toujours très présentes en Haïti. Ces élections, que Bill Quigley, procureur des États-Unis et directeur juridique du Center for Constitutional Rights, (iv) a récemment qualifiées de « spectacle de marionnettes », visaient expressément à choisir un président et un corps législatif redevables aux États-Unis et à d'autres intérêts capitalistes internationaux. La population haïtienne n'a participé au vote que dans une proportion de 22 % ; le parti politique le plus populaire du pays, le parti Fanmi Lavalas du président Aristide en exil, a été officiellement interdit de participation.

L'Organisation des États américains (OEA), soutenue par la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a alors exigé du gouvernement haïtien qu'il tienne un deuxième tour (maintenant prévu pour le mois de mars) où le candidat déclaré deuxième dans la course à la présidence serait remplacé par le candidat qui s'était classé troisième. L'OEA a clairement fait savoir que le prix à payer serait très élevé pour Haïti si elle refusait de se conformer à ce diktat.

Lors d'un débat d'urgence tenu le 13 décembre par le Parlement du Canada sur les élections en Haïti, tous les partis on exprimé leur appui à ce que le vote frauduleux fasse l'objet d'un second tour d'élection.

Les services d'immigration canadiens refusent près de la moitié des demandeurs haïtiens

Immédiatement après le séisme, la communauté haïtienne et d'autres parties intéressées ont revendiqué à de multiples reprises que le gouvernement canadien traite rapidement les demandes de résidence temporaire ou permanente des victimes du tremblement de terre dont des proches résidaient déjà au Canada. Un programme spécial d'immigration a été mis sur pied à cet effet ; il a pris fin le 31 août.

Le journal Ottawa Citizen rapportait le 10 février que 49 % des 4 800 demandes de résidence permanente avaient été rejetées alors que le pourcentage global d'acceptation des demandes de résidence permanente au Canada en 2009-2010 était de 81 %. Concernant un autre volet du programme spécial - les visas temporaires - le nombre de ces visas accordés à des Haïtiens a, en fait, baissé à la suite du séisme : de 4 400 en 2009 à 3 100 en 2010.

Un autre programme de réunification a eu beaucoup plus de succès. L'Opération Cigogne a réussi à accélérer l'adoption d'orphelins haïtiens par des parents potentiels au Canada. La plupart de ces parents ne sont pas d'origine haïtienne.

Marjorie Villefranche, de la Maison d'Haïti, un centre communautaire de Montréal, a déclaré au Citizen qu'un pourcentage élevé d'Haïtiens était refusé parce que les fonctionnaires fédéraux font peu de concessions face à la situation en Haïti. « *Ils ont agi comme s'il n'y avait jamais eu de tremblement de terre.* (...) *Il y a eu un véritable manque d'humanité* » dans la façon dont le programme a été géré, accuse-t-elle.

La Presse rapportait le 4 novembre que le gouvernement du Québec avait reçu 8 354 demandes de réunification des familles. De ces demandes, 2 400 ont été acceptées et envoyées à Ottawa pour approbation finale. Seules 18 avaient été approuvées au moment de la publication de l'article.

L'ex-gouverneure générale ne mâche pas ses mots

Parmi les personnes qui ont critiqué l'aide internationale avec le plus de virulence, on retrouve Michaëlle Jean, l'ex-gouverneure générale du Canada, née en Haïti. En novembre dernier, madame Jean a été nommée envoyée spéciale de l'UNESCO pour Haïti.« *À mesure que le temps passe, ce qui était au départ un désastre naturel est en train de devenir le reflet scandaleux de la communauté internationale* », affirme Michaëlle Jean dans une lettre publique datée du 11 janvier et coécrite avec Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO.

« *Les engagements solennels n'ont pas été tenus. Seule une part infime des sommes promises a été versée. Surtout, les retards accumulés laissent la population haïtienne avec de lourds sentiments d'abandon et de frustration.* »

La lettre a été publiée dans les principaux journaux, y compris au Canada dans le Globe and Mail.

Michaëlle Jean s'est rendue en Haïti le 12 janvier et a appelé à un changement de politique radical. Ses préoccupations ont été largement reprises par la télévision et les bulletins de nouvelles au cours de sa visite en Haïti. « *Il est temps que les sommes d'argent qui ont été promises, que tous ces moyens, commencent à se concrétiser et à apporter des changements, et il faut s'assurer que la population soit impliquée* », a-t-elle déclaré à Tom Walters, de CTV.

Les opinions critiques de Michaëlle Jean sont partagées par beaucoup d'autres personnes bien placées pour savoir ce qui se passe. Robert Fox, directeur exécutif d'Oxfam Canada, affirme que la reconstruction massive d'Haïti aurait déjà dû commencer et que le gouvernement et les agences internationales agissent trop lentement et s'enlisent dans la bureaucratie. Dans le Ottawa Citizen du 12 janvier, il écrit que la reconstruction « *n'a pas encore commencé* ».

À l'occasion du premier anniversaire du séisme, les collègues de Fox à Oxfam États-Unis ont produit

Suite à la page (14)





Haïti : « ce n'est pas une très bonne idée ! »





De qui se moque-t-on ? Aristide serait un problème ! Alors que Duvalier, qui est rentré impunément dans le pays, n'en est pas un !

Par Jean-Marie GAUTHIER

Voilà qui est un comble ! Aujourd'hui, à la veille des élections (quelles élections et pour qui ?) imposées par la communauté internationale pour le second tour en Haïti, s'interroger et se placer du côté du peuple Haïtien, de tout le peuple sans exclusive, « ce n'est pas une bonne idée ! ». C'est en tout cas ce qu'a déclaré la France en s'alignant sur la position des USA pour refuser le retour au pays de Jean-Bertrand ARISTIDE, pourtant tellement attendu par son peuple. Il y aurait un problème à son retour « et il ne faudrait pas ajouter des problèmes aux problèmes ! » On est sous le choc, au pays des Droits de l'Homme, face à de telles déclarations.

De qui se moque-t-on ? Aristide serait un problème ! Alors que Duvalier, qui est rentré impunément dans le pays, n'en est pas un ! La France en se positionnant ainsi ne s'honore en aucune façon, bien au contraire. Elle se maintient dans la droite ligne de l'impérialisme dont elle a toujours fait preuve !

Tambour battant les élections vont être organisées en Haïti selon les plans de la communauté internationale, avec mandat des instances du pays, sous la bénédiction de l'élite haïtienne qui seule aura les cartes électorales, et avec l'appui des médias du monde entier qui claironnent ce qui leur est dicté.

On est assommé par un tel comportement criant d'injustice et qui pourtant a pignon sur rue ! Depuis toujours le peuple Haïtien réclame le retour de son leader, et plus encore aujourd'hui. Mais personne n'en parle à l'étranger. Et le comble c'est que les 80 % de la population haïtienne sont totalement ignorés aujourd'hui, privés de bulletin de vote, comptés pour rien sur la scène internationale ! Alors qu'ailleurs, dans d'autres pays où cette même population se bat, elle est écoutée, soutenue, appuyée.

Qu'on nous permette d'emprunter et de marcher sur les traces d'Aimé Césaire, dans son discours sur le colonialisme : « Il y a en Haïti tout un peuple écrasé, et qu'en France on accepte ! Une élite corrompue mais la tête levée, et qu'en France on accepte ! Il y a en Haïti des milliers de pauvres mais dignes gens debout, et qu'on feint d'ignorer ! » Jusqu'à quand ?

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
Au Lycée Professionnel de Blanchet
BASSE-TERRE (Guadeloupe)
4.3.11

CIRH: Un instrument de domination

Par Yves Pierre-Louis

Le coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004 et le séisme du 12 janvier 2010 ont élargi la voie pour la communauté internationale de s'imposer en Haïti. Le premier juin 2004, soit trois (3) mois après le coup d'Etat contre le président Aristide, des forces d'occupation de l'organisations des Nations Unies, débarquèrent en Haïti, sous le label de Minustah, Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti, dont leur commandement militaire est dirigé depuis lors par le Brésil. Et jusqu'à aujourd'hui, elles sont là sur le territoire national pour protéger les intérêts des puissances impérialistes, américaine et européenne, et leurs multinationales. Tandis qu'elles apportent pour le peuple le choléra, l'humiliation, l'ingérence, l'arrogance, la mort, la violation des droits de l'homme entre autres. Pendant sept longues années, elles ont systématiquement terrorisé les masses pauvres des quartiers populaires et bidonvilles du pays avec la complicité des gouvernements du président René Préval et le silence complice également de la classe politique traditionnelle.

Le 21 Avril 2010, trois (3) mois après le tremblement de terre du 12 janvier de cette même année, une commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti a été formée sous la direction de la communauté internationale. Elle a pour sigle CIRH et est dirigée par deux co-président : l'ancien président des Etats-Unis, Bill Clinton et le Premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive. Selon l'arrêté présidentiel portant sur l'organisation et le fonctionnement de la CIRH, en son article 9 : *« La mission de la CIRH est d'assurer la planification stratégique, la coordination et la mise en "uvre de ressources provenant des bailleurs bilatéraux et multilatéraux, d'organisations Non gouvernementales et du secteur des affaires en offrant toute la transparence et la responsabilité* [requises]. *La CIRH oeuvrera à optimiser les investissements et contributions de ces entités. »*

De avril 2010 au février 2011, la CIRH a eu cinq réunions et très peu de réalisations. A l'hôtel Karibe Convention Center, le lundi 28 février dernier se tenait leur cinquième réunion qui a suscité des débats houleux et honteux au cours desquels les Etats-Unis et la France défendaient ouvertement leurs intérêts, au grand dam du peuple haïtien. A la fin de cette réunion 13 projets pour un montant évalué à 255 millions de dollars ont été approuvés. Au cours de cette rencontre qui a duré environ 8 heures de temps, plusieurs autres projets importants, mais incomplets ont été reportés pour la prochaine réunion qui aura probablement lieu le 8 avril prochain.

Selon l'agence en ligne, AlterPresse, lors du vote, 2 membres dont un représentant d'une grande institution financière internationale se sont abstenus. D'autres représentants ont relevé des anomalies au niveau des projets, des domaines et des aires d'intervention. Ils ont insisté sur la nécessité d'une plus large coordination pour des projets à concevoir et à mettre en œuvre. Dans cette totale confusion la Norvège a exprimé des réserves sur la méthode travail considérée peu productive.

La France quant à elle, a protesté vivement contre la procédure utilisée pour retenir une firme qui mettra en place un bureau nommé *Performance and Anti-corruption office (PAO)*. La firme sélectionnée par les dirigeants est celle de la multinationale américaine nommée *Price Waterhouse and Coopers* . Delà on doit comprendre le jeu d'intérêt des grandes puissances impérialistes et colonialistes. Elles sont là en Haïti pour ne défendre que leurs intérêts et non pour venir en aide au peuple haïtien. Au sein de cet instrument de domination qu'est la CIRH, les intérêts d'Haïti et du peuple haïtien sont relégués au dernier rang.



L'ancien président des Etats-Unis, Bill Clinton et le Premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive

C'est dans cet ordre d'idées que l'ex-représentant de l'OEA en Haïti, Ricardo Seitenfus a déclaré : *« L'aide d'urgence est efficace, mais lorsqu'elle devient structurelle, lorsqu'elle se substitue à l'Etat dans toutes ses missions on aboutit à une déresponsabilisation collective. S'il existe une preuve de l'échec de l'aide internationale, c'est Haïti. Le pays en est devenu la Mecque. Le séisme du 12 janvier, puis l'épidémie de Choléra ne font qu'accentuer ce phénomène. La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille. La fatigue d'Haïti commence à poindre. »* Pourtant, le dit représentant du gouvernement haïtien au sein de la CIRH, Jean Max Bellerive, l'actuel Premier ministre de facto, sans scrupule et sans objectivité aucune, voyait dans cet outil de mise sous tutelle, dans la perspective de la reconstruction d'Haïti, « un atout » pour la souveraineté d'Haïti.

A la fin de cette rencontre, seuls deux bailleurs de fonds ont répondu à la main tendue du gouvernement Préval/Bellerive pour apporter l'obole : l'Espagne et le Japon. Ils ont déjà offert leur aumône qui va continuer à enrichir les plus riches d'ici et d'ailleurs, pendant que les victimes du 12 janvier continueront de croupir sous des tentes sur les places publiques. En cette occasion le Premier ministre haïtien, a remercié les deux pays donateurs en ses termes : *« Nous félicitons les gouvernements du Japon et d'Espagne pour* [leur] *générosité et leur engagement continu en Haïti. Nous faisons des progrès dans de nombreux domaines essentiels : enlèvements des débris, construction d'hôpitaux et création d'emplois, mais les Haïtiens ont encore à attendre avant de voir des améliorations tangibles dans leur vie quotidienne. Nous devons tirer partie de l'élan positif qui s'est développé récemment et travailler plus fort que jamais pour remplir la mission de cette commission, aider le peuple haïtien à se relever et à reconstruire. Les projets approuvés aujourd'hui sont un excellent départ, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires. »*

Bill Clinton, pour sa part a abondé dans le même sens que son coéquipier : *« Pendant que la CIRH continue à approuver une liste de projets qui nous rapprochent de notre objectif, nous avons besoin du soutien de la communauté internationale et de ses donateurs afin d'opérationnaliser les projets et assurer un changement tangible et durable dans la vie du peuple haïtien. »* Le mandat de la dite commission arrivera à terme en octobre 2011, plus d'un million de victimes toujours sous des tentes, les décombres jonchent toujours les chaussées. Le lundi 28 février 2011, dans une déclaration publique, la Plateforme des organisations haïtiennes des droits de l'homme (POHDH) a déclaré qu'après 10 mois de la mise en place de la CIRH, la situation des victimes du séisme ne s'est pas améliorée ; elles vivent encore sous des tentes dans des conditions infrahumaines au mépris de leurs droits et de leur dignité. Quand les différents endroits touchés par la catastrophe soient encore sous les décombres. Ce sont des preuves évidentes qui démontrent que en plus de l'échec des forces d'occupation de l'ONU, l'autre instrument de domination de l'International, la CIRH a complètement échoué dans sa prétendue mission qui était de créer les conditions pour les déplacés et coordonner le processus de la reconstruction, relève la POHDH : *« La CIRH (Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti) est co-présidée par l'ex-président des Etats-Unis M. Bill Clinton et l'actuel Premier Ministre haïtien M. Jean Max Bellerive. Depuis lors, la reconstruction d'Haïti est au cœur des interventions et fait l'objet de plusieurs rencontres, que ce soit à Montréal, en République Dominicaine, à New York, à Port-au-Prince, et les Bailleurs de fonds s'étaient engagés à débloquer des fonds suffisants pour reconstruire Haïti. 10 mois après la mise en place de la dite commission, sur le montant total promis par les bailleurs, environ 30% seulement de cette somme sont déjà versés en grande partie à travers des ONG. Alors que, un an après, les véritables victimes du tremblement de terre vivent encore sous des tentes dans des conditions infrahumaines au mépris de leurs droits et de leur dignité dans les camps. La capitale est encore sous les décombres. A la veille de sa réunion à Port-au-Prince, ce lundi 28 février 2011, la CIRH annonçait que 400 millions de dollars seraient nécessaires pour enlever les décombres, une somme qui jusqu'à présent n'est pas encore disponible. C'est la preuve que la CIRH a complètement échoué dans sa mission première qui est de créer les conditions pour les déplacés et coordonner le processus de la reconstruction.»* a-t-on écrit.

Rappelons que le 14 décembre 2010, en République Dominicaine, que 9 des 12 membres de la représentation d'Haïti à la CIRH : (Joseph Bernadel, Lucien Bernard, Jean Marie Bourjolly, Jean Renald Clérismé, Lucien Francoeur, Claude Jeudy, Gary Lissade, Suze Percu Pilippini et Georges Henry-Fils) ont adressé un mémorandum aux deux co-présidents de cette commission. Ils y exprimaient leurs frustrations d'avoir été mis à l'écart dans la prise des décisions. Les 9 signataires de cette correspondance ont écrit : *« Nous les 12 membres haïtiens de la CIRH ici présents à cette réunion, au regard de l'expérience que nous avons accumulée au sein de ladite commission depuis sa création, nous nous sentons dans*

Suite à la page (14)

As Election Boycott Takes Shape:

World Intellectuals and Activists Call to Annul Elections

by Kim Ives

This year's Carnaval "*is not really taking,*" explains Yves Pierre-Louis, an organizer with the Heads Together of Popular Organizations (Tèt Kole Oganizasyon Popilè), a broad front of Haitian grassroots groups.

Crowds have been thin and enthusiasm weak during the current Mardi Gras celebration (which culminates Mar. 8) due to a lack of government funding and a malaise which hangs over the country where more than one million earthquake victims remain homeless in growingly tattered IDP camps and where "*a mockery of an election, which will result in the 'selection' of one of two arch-reactionaries to be President, is being shoved down our throat by the so-called international community,*" he said.

The run-off, between former First Lady Mirlande Manigat and former *konpa* singer Michel "Sweet Micky" Martelly is scheduled to take place on Mar. 20, and the two candidates are crisscrossing Haiti with campaign rallies in towns, large and small.

There is only one small problem: the election is illegal under Haiti's Constitution and Electoral Law. Only four of the eight-member Provisional Electoral Council (CEP) have voted to proceed with the second round, one short of the five necessary. Furthermore, the first round results have not been published in the journal of record, *Le Moniteur,* and President Préval has not officially convoked Haitians to vote, both constitutional requirements.

"*In this election, it is the United Nations [UN] and Organization of American States [OAS], both acting on Washington's behalf, who are convoking the people to vote for the candidates whom they have designated,*" Pierre-Louis said. (Last month, the OAS forced the CEP – legally, the "*final arbiter*" of Haitian elections - to replace Jude Célestin, the candidate of President René Préval's party, with Martelly in the run-off.)

In response, Tèt Kole and a number of other organizations and parties are organizing a demonstration in the capital on Mar. 15 to call for a boycott of the elections and exiled former President Jean-Bertrand Aristide's return.

Meanwhile, four other presidential candidates - Jean Henri Céant, Yves Cristallin, Jacques Edouard Alexis, and Charles Henri Baker - have called for annulment of the elections, whose first round was severely marred by massive and widespread voter fraud, violence and disenfranchisement. "*We want the annulment, pure and simple, of the shameful Nov. 28 election,*" Cristallin said.

Last week, The Guardian (UK) published an open letter signed by prominent figures like author and linguist Noam Chomsky, Slovenian philosopher Slavoj Žižek, actor Danny Glover, British Pakistani intellectual Tariq Ali, and former U.S. Attorney General Ramsey Clark, among others. The letter, which calls for new elections and Aristide's return, was published simultaneously in French in last week's *Haïti Liberté.* Since that time, a number of other well-known and well-respected figures have signed on to the letter, including Haitian-American novelist Edwidge Danticat, Uruguayan author and historian Eduardo Galeano, British parliamentarian John McDonnell, and philosopher Cornel West.

Below we reproduce the complete letter in English along with the updated list of signers.



Mirlande Manigat (left) and Michel Martelly are scheduled to run-off in an illegal Mar. 20 election. Popular organizations, presidential candidates, and prominent voices worldwide are calling for new elections

Over the next few years, much of Haiti will be reb uilt and much of its economy restructured. In response to last year's earthquake an unprecedented amount of money has been promised for reconstruction. It's more important than ever before that Haiti be governed by an administration that reflects the true will and interests of its people, rather than the concerns of foreign governments and corporations.

In 2004, the U.S., France and Canada, in alliance with members of Haiti's business community and demobilised soldiers of the Haitian army, overthrew the last Haitian government to enjoy genuine popular support; the party that led this government, Fanmi Lavalas, was elected with around 75% of the vote. This past November, these same powers imposed and funded an illegitimate electoral process in Haiti, one that blocked the participation of Fanmi Lavalas. Only 23% of Haitian voters participated, scarcely a third of the proportion who voted in the last presidential election.

In recent weeks, the U.S. and its proxies have brazenly interfered in the interpretation of this election's first round of results. The flawed November vote was not only inconclusive and unrepresentative, its outcome was also unlawful. If the second round of these elections goes ahead as planned on 20 March, it is now sure to result in the unconstitutional selection of a president with closer ties to the powers that sponsored and manipulated them than to the people meant to participate in them.

At the same time, the powers that dominate Haiti have facilitated the return of former dictator Jean-Claude Duvalier while discouraging the return of twice-elected president (and Fanmi Lavalas leader) Jean-Bertrand Aristide. These powers, with their allies in the Haitian business community, have made it clear that they seek to delay Aristide's return until after 20 March. They will only allow Aristide to return after a suitably pliant new government has been installed, to preside over the imminent reconstruction process.

We the undersigned call on the Haitian government to make the security arrangements that will enable Aristide's immediate return, and we call on the international community to support rather than undermine these efforts. We call on the Haitian government to cancel the second round vote scheduled for 20 March and to organise a new round of elections, without exclusions or interference, to take place as soon as possible.

Signed:

Marie Célie Agnant, writer
Tariq Ali, writer
Andaiye, Red Thread, Guyana
Roger Annis, Canada Haiti Action Network
Reginald Antoine, PEVEP
Molefi Kete Asante, President, Molefi Kete Asante Institute for Afrocentric Studies
Alain Badiou, Ecole Normale Supérieure (Paris)
Brian Becker, National Coordination, ANSWER Coalition
Emile Wilnes Brumer, Mas Popilè Site Solèy
Jean-Claude Cajou, community activist
Sara Callaway, Women of Colour/Global Women's Strike, UK
Yves Camille, Haiti Liberté
Noam Chomsky, MIT
Ramsey Clark, former U.S. Attorney General
Brian Concannon, Institute for Justice and Democracy in Haiti
Dan Coughlin, Executive Director, Manhattan Neighborhood Network
Edwidge Danticat, author
Ezili Dantò, Haitian Lawyers Leadership Network
Mike Davis, UC Riverside
Castro Desroches, SUNY
Rea Dol, SODUPEP
Berthony Dupont, Haiti Liberté
Ben Dupuy, Haiti Progrès & Parti Populaire National
Darren Ell, Montreal-Haiti Solidarity Committee
Joe Emersberger, writer
Yves Engler, writer
Anthony Fenton, journalist
Weiner Kerns Fleurimond, Haiti Liberté
Pierre L. Florestal, Fanmi Lavalas - NY
Daniel Florival, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo
Sara Flounders, International Action Center
Laura Flynn, Aristide Foundation for Democracy board
Eduardo Galeano, historian and journalist, Uruguay
Danny Glover, actor & activist, Board Chair, TransAfrica Forum
Leah Gordon, photographer & curator
Manu Goswami, NYU
Greg Grandin, NYU
Thomas Griffin, lawyer
Prince Guetjens, writer
Bishop Thomas Gumbleton
Peter Hallward, Kingston University London
Georges Honorat, Haiti Progrès
Kim Ives, Haiti Liberté
Selma James, Global Women's Strike, UK
Dr. G. Carlo Jean, educator
Marlène Jean-Noel, Fanmi Lavalas Baz NY
Tony Jean-Thénor, Veye Yo
Frantz Jerome, Coalition Against Occupation and Sham Elections
Evelt Jeudi, Fanmi Lavalas Miami
Jude Geffrard Joseph, Radio Pa Nou, Brooklyn
Mario Joseph, Office of International Lawyers (BAI)
Farah Juste, representative of Fanmi Lavalas for Florida & the Bahamas
Michelle Karshan, Aristide Foundation for Democracy
Katharine Kean, film-maker
Ira Kurzban, Counsel for the Republic of Haiti from 1991-2004
Pierre Labossière, Haiti Action Committee
Ray Laforest, International Support Haiti Network
Frantz Latour, Haiti Liberté
Andrew Leak, University College London
Didier Leblanc, Haiti Liberté
Jacques Elie Leblanc, Haiti Liberté
Maude Leblanc, Haiti Progrès
Richard Ledes, film director
Nicole Lee, President, TransAfrica Forum
Jack Lieberman, Haiti Solidarity Committee, Miami
Nina López, Legal Action for Women, UK
Gardy Lumas, PEVEP
Isabel Macdonald, journalist
Albert Maysles, film-maker
John McDonnell, Member of Parliament, UK
Yves Mésidor, Mas Popilè Site Solèy
Johnny Michel, Mas Popilè Site Solèy
Melinda Miles, Let Haiti Live
Georges Mompremier, Fanmi Lavalas Baz NY
Fednel Monchery, Jeunesse pour la République (JPR)
Joia S. Mukherjee, Chief Medical Officer, Partners In Health
Nick Nesbitt, Princeton University
Harry Numa, community activist
Vanel Louis Paul, Mas Popilè Site Solèy
Gladys Timmer Phillpotts, Fanmi Lavalas Baz St. Francis
Fritzner Pierre, radio host of Dyalog Popilè
Wadner Pierre, Haitianalysis.com
Yves Pierre-Louis, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo
Kevin Pina, Haiti Information Project
Margaret Prescod, Women of Colour/Global Women's Strike, USA
Jackson Rateau, Haiti Liberté
Jane Regan, journalist
Roosevelt René, engineer
Claude Ribbé, author and filmmaker
Corey Robin, Brooklyn College & CUNY
William Robinson, UCSB
Nicolas Rossier, film-maker
Robert Roth, Haiti Action Committee
Jean Saint-Vil, writer
Alina Sixto, Radio Fanmi Lavalas New York
Ashley Smith, International Socialist Review
Mark Snyder, International Action Ties
Jeb Sprague, UCSB
Irwin Stotzky, University of Miami Law School
Lucie Tondreau, community activist
Eddy Toussaint "Tontongi", Revi Tanbou
Harold Valentin, Oganizasyon Jen Salomon (OJESA)
Dave Welsh, San Francisco Labor Council
Cornel West, Princeton University
Burt Wides, former counsel to Haiti's constitutional government; Special Counsel to President Carter for oversight of all U.S. Intelligence Agencies
Cécile Winter, Collectif politique sida en Afrique
Slavoj Žižek, University of Ljubljana

LIBYE : RÉVOLT
GUERRE CIVILE
MILIT

Par Grégoire Lalieu, Michel Collon

Depuis trois semaines, des affrontements opposent les troupes fidèles au colonel Kadhafi à des forces d'opposition, issues de l'est du pays. Après Ben Ali et Moubarak, Kadhafi sera-t-il le prochain dirigeant à tomber ? Ce qui se passe en Libye est-il semblable aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte ? Comment comprendre les frasques et les retournements de veste du colonel ? Pourquoi l'Otan se prépare-t-elle à la guerre ? Comment expliquer la différence entre un bon Arabe et un mauvais Arabe ? Dans ce nouveau chapitre de notre série Comprendre le monde musulman, Mohamed Hassan répond aux questions d'Investig'Action...

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Après la Tunisie et l'Egypte, la révolution arabe aurait-elle gagné la Libye ?

Mohamed Hassan : Ce qui se passe actuellement en Libye est différent. En Tunisie et en Egypte, le manque de liberté était flagrant. Mais ce sont les conditions sociales déplorables qui ont véritablement poussé les jeunes à la révolte. Tunisiens et Egyptiens n'avaient aucune possibilité d'entrevoir un avenir.

En Libye, le régime de Mouammar Kadhafi est corrompu, monopolise une grande partie des richesses et a toujours réprimé sévèrement toute contestation. Mais les conditions sociales des Libyens sont meilleures que dans les pays voisins. L'espérance de vie en Libye est plus importante que dans le reste de l'Afrique. Les systèmes de santé et d'éducation sont convenables. La Libye est d'ailleurs l'un des premiers pays africains à avoir éradiqué la malaria. Même s'il y a de fortes inégalités dans la répartition des richesses, le PIB par habitant est d'environ 11.000 dollars. Un des plus élevés du monde arabe. Vous ne retrouvez donc pas en Libye les mêmes conditions objectives qui ont conduit aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Comment expliquez-vous alors ce qui se passe en Libye ?

Mohamed Hassan : Pour bien comprendre les événements actuels, nous devons les replacer dans leur contexte historique. La Libye était autrefois une province ottomane. En 1835, la France s'empara de l'Algérie. Par ailleurs, le gouverneur égyptien Mohamed Ali, sous tutelle de l'Empire ottoman, menait une politique de plus en plus indépendante. Avec, d'une part, les Français en Algérie et, d'autre part, Mohamed Ali en Egypte, les Ottomans craignaient de perdre le contrôle de la région : ils envoyèrent leurs troupes en Libye.

A cette époque, la confrérie des Senoussis exerçait une influence très forte dans le pays. Elle avait été fondée par Sayid Mohammed Ibn Ali as Senoussi, un Algérien qui, après avoir étudié dans son pays et au Maroc, alla prêcher sa vision de l'islam en Tunisie et en Libye. Au début du 19ème siècle, Senoussi commençait à faire de nombreux adeptes, mais n'était pas bien perçu par certaines autorités religieuses ottomanes qu'il critiquait dans ses prêches. Après un passage en Egypte et à la Mecque, Senoussi décida de s'exiler définitivement en Cyrénaïque, dans l'est de la Libye.

Sa confrérie s'y développa et organisa la vie dans la région, y percevant des taxes, résolvant les conflits entre les tribus, etc. Elle possédait même sa propre armée et proposait ses services pour escorter les caravanes de commerçants passant par là. Finalement, cette confrérie des Senoussis devint le gouvernement de fait de la Cyrénaïque, étendant même son influence jusque dans le nord du Tchad. Mais ensuite, les puissances coloniales européennes s'implantèrent en Afrique, divisant la partie sub-saharienne du continent. Cela eut un impact négatif pour les Senoussis. L'invasion de la Libye par l'Italie entama aussi sérieusement l'hégémonie de la confrérie dans la région.

Grégoire Lalieu & Michel Collon En 2008, l'Italie a versé des compensations à la Libye pour les crimes coloniaux. La colonisation avait-elle été à ce point terrible ? Ou bien Berlusconi voulait se faire bien voir pour conclure des accords commerciaux avec Kadhafi?

Mohamed Hassan : La colonisation de la Libye fut atroce. Au début du 20ème siècle, un groupe fasciste commença à diffuser une propagande prétendant que l'Italie, vaincue par l'armée éthiopienne à la bataille d'Adoua en 1896, devait rétablir la primauté de l'homme blanc sur le continent noir. Il fallait laver la grande nation civilisée de l'affront infligé par les barbares. Cette propagande affirmait que la Libye était un pays sauvage, habité par quelques nomades arriérés et qu'il conviendrait aux Italiens de s'installer dans cette région agréable, avec son paysage de carte postale.

L'invasion de la Libye déboucha sur la guerre italo-turque de 1911, un conflit particulièrement sanglant qui se solda par la victoire de l'Italie un an plus tard. Cependant, la puissance européenne ne contrôlait que la région de la Tripolitaine et devait faire face à une résistance tenace dans le reste du pays, particulièrement dans la Cyrénaïque. Le clan des Senoussis y appuyait Omar Al-Mokhtar qui dirigea une lutte de guérilla remarquable, dans les forêts, les grottes et les montagnes. Il infligea de sérieux dégâts à l'armée italienne pourtant mieux équipée et supérieure en nombre.

Finalement, au début des années trente, l'Italie de Mussolini prit des mesures radicales pour éliminer la résistance. La répression devint extrêmement féroce et l'un de ses principaux bouchers, le général Rodolfo Graziani écrivit : « *Les soldats italiens étaient convaincus qu'ils étaient investis d'une mission noble et civilisatrice. (…) Ils se devaient de remplir ce devoir humain quel qu'en fût le prix.* (…) *Si les Libyens ne se convainquent pas du bien-fondé de ce qui leur est proposé, alors les Italiens devront mener une lutte continuelle contre eux et pourront détruire tout le peuple libyen pour parvenir à la paix, la paix des cimetières…* ».

En 2008, Silvio Berlusconi a payé des compensations à la Libye pour ces crimes coloniaux. C'était bien sûr une démarche intéressée : Berlusconi voulait se faire bien voir de Kadhafi pour conclure des partenariats économiques. Néanmoins, on peut dire que le peuple libyen a terriblement souffert du colonialisme. Et parler de génocide ne serait pas exagéré.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Comment la Libye gagna-t-elle son indépendance ?

Mohamed Hassan : Pendant que les colons italiens réprimaient la résistance en Cyrénaïque, le chef des Senoussis, Idriss, s'exila en Egypte pour négocier avec les Britanniques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire colonial européen fut progressivement démantelé et la Libye devint indépendante en 1951. Appuyé par la Grande-Bretagne, Idriss prit le pouvoir. Pourtant, une partie de la bourgeoisie libyenne, influencée par le nationalisme arabe qui se développait au Caire, souhaitait que la Libye soit rattachée à l'Egypte. Mais les puissances impérialistes ne voulaient pas voir se développer une grande nation arabe. Elles appuyèrent donc sur l'indépendance de la Libye en y plaçant leur marionnette, Idriss.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Le roi Idriss répondit-il aux attentes ?

Mohamed Hassan : Tout à fait. A l'indépendance, les trois régions qui constituent la Libye - la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque - se sont retrouvées unifiées dans un système fédéral. Mais il faut savoir que le territoire libyen est trois fois plus grand que la France. A cause du manque d'infrastructures, les limites de ce territoire n'ont pu être clairement définies qu'après l'invention de l'avion. Et en 1951, le pays ne comptait qu'un million d'habitants. De plus, les trois régions nouvellement unifiées avaient une culture et une histoire très différentes. Enfin, le pays manquait de routes permettant aux régions de communiquer. En fait, la Libye était à un stade très arriéré, ce n'était pas une véritable nation.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Pouvez-vous préciser ce concept?

Mohamed Hassan : L'Etat-nation est un concept lié à l'apparition de la bourgeoisie et du capitalisme. En Europe, durant le Moyen-âge, la bourgeoisie capitaliste souhaitait développer son commerce sur une échelle aussi large que possible, mais était freinée par toutes les contraintes du système féodal. Les territoires étaient morcelés en de nombreuses petites entités, ce qui imposait aux commerçants de payer un grand nombre de taxes pour livrer une marchandise d'un endroit à un autre. Sans compter les divers privilèges dont il fallait s'acquitter auprès des seigneurs féodaux. Toutes ces entraves ont été supprimées par les révolutions bourgeoises capitalistes qui ont permis la création d'Etats-nations avec de grands marchés nationaux sans entraves.

Mais la nation libyenne a été créée alors qu'elle était encore à un stade précapitaliste. Elle manquait d'infrastructures, une grande partie de la population était nomade et impossible à contrôler, les divisions étaient très fortes au sein de la société, l'esclavage était encore pratiqué… De plus, le roi Idriss n'avait aucun projet pour développer le pays. Il était totalement dépendant des aides US et britanniques.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Pourquoi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le soutenaient-ils ? Le pétrole ?

Mohamed Hassan : En 1951, le pétrole libyen n'avait pas encore été découvert. Mais les Anglo-Saxons avaient des bases militaires dans ce pays qui occupe une position stratégique pour le contrôle de la mer Rouge et de la Méditerranée.

Ce n'est qu'en 1954 qu'un riche Texan, Nelson Bunker Hunt, découvrit le pétrole libyen. A l'époque, le pétrole arabe se vendait aux alentours de 90 cents le baril. Mais le pétrole libyen était acheté à 30 cents le baril tellement ce pays était arriéré. C'était peut-être le plus misérable d'Afrique.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : De l'argent rentrait pourtant grâce au pétrole. A quoi servait-il ?

Mohamed Hassan : Le roi Idriss et son clan, les Senoussis, s'enrichissaient personnellement. Ils redistribuaient également une partie des revenus pétroliers aux chefs des autres tribus pour apaiser les tensions. Une petite élite s'est développée grâce au commerce du pétrole et quelques infrastructures ont été construites, principalement sur la côte méditerranéenne, la partie la plus intéressante pour commercer avec l'extérieur. Mais les zones rurales dans le cœur du pays restaient extrêmement pauvres et des tas de miséreux s'amassaient dans des bidonvilles autour des cités. Cela a continué jusqu'en 1969, quand trois officiers ont renversé le roi. Parmi eux, Kadhafi.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Comment se fait-il que la révolution soit venue d'officiers de l'armée ?

Mohamed Hassan : Dans un pays profondément marqué par les divisions tribales, l'armée était en fait la seule institution nationale. La Libye n'existait pas en tant que telle sauf à travers cette armée. A côté de ça, les Senoussis du roi Idriss possédaient leur propre milice. Mais dans l'armée nationale, les jeunes Libyens issus des différentes régions et tribus pouvaient se retrouver.

Kadhafi a d'abord évolué au sein d'un groupe nassériste, mais lorsqu'il a compris que cette formation ne serait pas capable de renverser la monarchie, il s'est engagé dans l'armée. Les trois officiers qui ont destitué le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. Gamal Abdel Nasser était lui-même un officier de l'armée égyptienne qui renversa le roi Farouk. Inspiré par le socialisme, Nasser s'opposait à l'ingérence des puissances néocoloniales et prônait l'unité du monde arabe. Il nationalisa d'ailleurs le canal de Suez, jusque là géré par la France et la Grande-Bretagne, s'attirant les foudres et les bombardements de l'Occident en 1956.

Le panarabisme révolutionnaire de Nasser avait eu un effet important en Libye, notamment dans l'armée et sur Kadhafi. Les officiers libyens auteurs du coup d'Etat de 1969 suivirent le même agenda que Nasser.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Quels furent les effets de la révolution en Libye ?

Mohamed Hassan : Kadhafi avait deux options. Soit laisser le pétrole libyen aux mains des compagnies occidentales comme l'avait fait le roi Idriss. Là, la Libye serait alors devenue comme ces monarchies pétrolières du Golfe où l'esclavage est encore pratiqué, où les femmes n'ont aucun droit et où des architectes européens peuvent s'éclater à construire des tours farfelues avec des budgets astronomiques qui proviennent en fait des richesses des peuples arabes. Soit suivre une voie indépendante des puissances néocoloniales. Kadhafi a choisi cette deuxième option, il a nationalisé le pétrole libyen, provoquant la colère des impérialistes.

Dans les années 50, une blague circulait à la Maison Blanche, au sein de l'administration Eisenhower qui se développa ensuite en véritable théorie politique sous Reagan. Comment distinguer les bons des mauvais Arabes ? Un bon Arabe fait ce que les Etats-Unis lui disent. En échange, il reçoit des avions, est autorisé à déposer son argent en Suisse, et invité à Washington, etc. Eisenhower et Reagan nommaient ces bons Arabes : les rois d'Arabie Saoudite et de Jordanie, les cheikhs et émirs du Koweït et du Golfe, le Shah d'Iran, le roi du Maroc et bien-sûr, le roi Idriss de Libye. Les mauvais Arabes ? Ceux qui n'obéissaient pas à Washington : Nasser, Kadhafi, Saddam plus tard…

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Tout de même, Kadhafi n'est pas très…

Mohamed Hassan : Kadhafi n'est pas un mauvais Arabe parce qu'il fait tirer sur la foule. On fait la même chose en Arabie Saoudite ou au Bahreïn et les dirigeants de ces pays reçoivent tous les honneurs de l'Occident. Kadhafi est un mauvais Arabe parce qu'il a nationalisé le pétrole libyen que les compagnies occidentales considéraient - jusqu'à la révolution de 69 - comme leur appartenant. Ce faisant, Kadhafi a apporté des changements positifs en Libye, au niveau des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de la condition des femmes, etc.

Bon, Kadhafi renverse la monarchie, nationalise le pétrole, s'oppose aux puissances impériales et apporte des changements positifs en Libye. Pourtant, quarante ans plus tard, c'est un dictateur corrompu, qui réprime l'opposition et qui ouvre à nouveau les portes du pays aux compagnies occidentales. Comment expliquer ce changement ?

Dès le départ, Kadhafi s'est opposé aux grandes puissances coloniales et a généreusement soutenu divers mouvements de libération dans le monde. Je trouve qu'il a été très bien pour ça. Mais pour être complet, il faut aussi préciser que le colonel était anticommuniste. En 1971 par exemple, il fit dérouter vers l Soudan un avion transportant des dissident communistes soudanais qui furent aussitô exécutés par le président Nimeyri.

En fait, Kadhafi n'a jamais été un gran visionnaire. Sa révolution était une révolutio de nationaliste bourgeois et il a instauré e Libye un capitalisme d'Etat. Pour comprendr comment son régime est parti à la dérive, nou devons analyser le contexte qui n'a pas jou en sa faveur, mais aussi les erreurs person nelles du colonel.

Tout d'abord, nous avons vu que Kad hafi était parti de rien en Libye. Le pays éta très arriéré. Il n'y avait donc pas de gens édu qués ou une forte classe ouvrière pour ap puyer la révolution. La plupart des personne ayant reçu une éducation faisaient partie d l'élite qui bradait les richesses libyennes au puissances néocoloniales. Evidemment, ce gens n'allaient pas soutenir la révolution et l plupart d'entre eux quittèrent le pays pour or ganiser l'opposition à l'étranger.

De plus, les officiers libyens qui on renversé le roi Idriss étaient très influencé par Nasser. L'Egypte et la Libye prévoyaien d'ailleurs de nouer un partenariat stratégique Mais la mort de Nasser en 1970 fit tomber l projet à l'eau et l'Egypte devint un pays contre révolutionnaire, aligné sur l'Ouest. Le nouvea président égyptien, Anouar al-Sadate, se rap procha des Etats-Unis, libéralisa progressive ment l'économie et s'allia avec Israël. Un bre conflit éclata même avec la Libye en 1977 Imaginez la situation dans laquelle se trouva Kadhafi : le pays qui l'avait inspiré et ave lequel il devait conclure une alliance capital devenait soudainement son ennemi !

Un autre élément contextuel a joué e défaveur de la révolution libyenne : la baiss importante du cours du pétrole dans les an nées 80. En 1973, dans le cadre de la guerr israélo-arabe, les pays producteurs de pétrol décidèrent d'un embargo, faisant grimper e flèche le prix du baril. Cet embargo provoqu le premier grand transfert de richesses du Nor vers le Sud. Mais dans les années 80, eut lie ce qu'on pourrait appeler une contre-révo lution pétrolière orchestrée par Reagan et le Saoudiens. L'Arabie Saoudite augmenta consi dérablement sa production de pétrole et inond



Intervenir en Libye permettrait donc à Barack Obama de briser ce mouvement révolutionnaire et d'éviter qu'il ne s'étende au reste du monde arabe et à l'Afrique



Pour l'occident Kadhafi est un mauvais Arabe parce qu'il a nationalisé le pétrole libyen que les compagnies occidentales considéraient - jusqu'à la révolution de 69 - comme leur appartenant.



Manifestation des p



Des jeunes décidés à défendre leur pays su Kad



...artisans de Kadhafi



...ite à l'appel lancé par le guide Mouammar ...hafi

...TE POPULAIRE, ... OU AGRESSION ...AIRE?

le marché, provoquant une chute radicale des prix. Le baril passa de 35 dollars le baril à 8 dollars.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : L'Arabie Saoudite ne se tirait-elle pas une balle dans le pied ?

Mohamed Hassan : Cela eut en effet un impact négatif sur l'économie saoudienne. Mais le pétrole n'est pas le plus important pour l'Arabie Saoudite. Sa relation avec les Etats-Unis prime avant tout, car c'est le soutien de Washington qui permet à la dynastie saoudienne de se maintenir au pouvoir.

Ce raz-de-marée pétrolier eut des conséquences catastrophiques pour de nombreux pays producteurs de pétrole qui s'endettèrent. Et tout cela se produisit dix années seulement après la montée au pouvoir de Kadhafi. Le dirigeant libyen, parti de rien, voyait en plus les seuls moyens dont il disposait pour construire quelque chose, fondre comme neige au soleil avec la chute des cours du pétrole.

Notez également que cette contre-révolution pétrolière accéléra la chute de l'URSS, alors empêtrée en Afghanistan. Avec la disparition du bloc soviétique, la Libye perdait son principal soutien politique et se retrouva très isolée sur la scène internationale. Isolement d'autant plus grand que l'administration Reagan avait placé la Libye sur la liste des Etats-terroristes et imposé toute une série de sanctions.

Grégoire Lalieu & Michel Collon: Qu'en est-il des erreurs commises par Kadhafi?

Mohamed Hassan : Comme je l'ai dit, ce n'était pas un grand visionnaire. La théorie développée autour de son livre vert est un mélange d'anti-impérialisme, d'islamisme, de nationalisme, de capitalisme d'Etat et d'autres choses encore. Outre son manque de vision politique, Kadhafi a d'abord commis une grave erreur en attaquant le Tchad dans les années 70. Le Tchad est le cinquième plus grand pays d'Afrique et le colonel, considérant sans doute que la Libye était trop petite pour ses ambitions mégalomaniaques, a annexé la bande d'Aozou. Il est vrai qu'historiquement, la confrérie des Senoussis exerçait son influence jusque dans cette région. Et en 1935, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, voulut acheter Mussolini en lui proposant la bande d'Aozou. Mais finalement, Mussolini se rapprocha d'Hitler et l'accord resta lettre morte.

Kadhafi a néanmoins voulu annexer ce territoire et s'est livré à une lutte d'influence avec Paris dans cette ancienne colonie française. Finalement, les Etats-Unis, la France, l'Egypte, le Soudan et d'autres forces réactionnaires de la région, ont soutenu l'armée tchadienne qui mit en déroute les troupes libyennes. Des milliers de soldats et d'importantes quantités d'armes furent capturés. Le président du Tchad, Hissène Habré, vendit ces soldats à l'administration Reagan. Et la CIA les utilisa comme mercenaires au Kenya et en Amérique latine.

Mais la plus grande erreur de la révolution libyenne est d'avoir tout misé sur les ressources pétrolières. En effet, les ressources humaines sont la plus grande richesse d'un pays. Vous ne pouvez pas réussir une révolution si vous ne développez pas l'harmonie nationale, la justice sociale et une juste répartition des richesses.

Or, le colonel n'a jamais supprimé les discriminations ancestrales en Libye. Comment mobiliser la population si vous ne montrez pas aux Libyens que, quelque soit leur appartenance ethnique ou tribale, tous sont égaux et peuvent œuvrer ensemble pour le bien de la nation ? La majorité de la population libyenne est arabe, parle la même langue et partage la même religion. La diversité ethnique n'est pas très importante. Il était possible d'abolir les discriminations pour mobiliser la population.

Kadhafi a également été incapable d'éduquer le peuple libyen sur les enjeux de la révolution. Il n'a pas élevé le niveau de conscience politique de ses citoyens et n'a pas développé de parti pour appuyer la révolution.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Pourtant, dans la foulée de son livre vert de 1975, il instaure des comités populaires, sorte de démocratie directe.

Mohamed Hassan : Cette tentative de démocratie directe était influencée par des concepts marxistes-léninistes. Mais ces comités populaires en Libye ne s'appuyaient sur aucune analyse politique, aucune idéologie claire. Ce fut un échec. Kadhafi n'a pas non plus développé de parti politique pour appuyer sa révolution. Finalement, il s'est coupé du peuple. La révolution libyenne est devenue le projet d'une seule personne. Tout tournait autour de ce leader charismatique déconnecté de la réalité. Et lorsque le fossé se creuse entre un dirigeant et son peuple, la sécurité et la répression viennent combler le vide. Les excès se sont multipliés, la corruption s'est développée de manière importante et les divisions tribales se sont cristallisées.

Aujourd'hui, ces divisions resurgissent dans la crise libyenne. Il y a bien sûr une partie de la jeunesse en Libye qui est fatiguée de la dictature et qui est influencée par les événements en Tunisie et en Egypte. Mais ces sentiments populaires sont instrumentalisés par l'opposition dans l'est du pays qui réclame sa part du gâteau, la répartition des richesses étant très inégale sous le régime de Kadhafi. Bientôt, les véritables contradictions vont apparaître au grand jour.

On ne sait d'ailleurs pas grand-chose sur ce mouvement d'opposition. Qui sont-ils ? Quel est leur programme ? S'ils voulaient vraiment mener une révolution démocratique, pourquoi ont-ils ressorti les drapeaux du roi Idriss, symboles d'un temps où la Cyrénaïque était la province dominante du pays ? Ont-ils demandé leur avis aux autres Libyens ? Peut-on parler de mouvement démocratique lorsque ces opposants massacrent les Noirs de la région ? Si vous faites partie de l'opposition d'un pays, que vous êtes patriotique et que vous souhaitez renverser votre gouvernement, vous tentez cela correctement. Vous ne créez pas une guerre civile dans votre propre pays et vous ne lui faites pas courir le risque d'une balkanisation.



Mohamed Hassan

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Selon vous, il s'agirait donc plus d'une guerre civile résultant des contradictions entre clans libyens ?

Mohamed Hassan : C'est pire, je pense. Il y a déjà eu des contradictions entre les tribus, mais elles n'ont jamais pris une telle ampleur. Ici, les Etats-Unis alimentent ces tensions afin de pouvoir intervenir militairement en Libye. Dès les premiers jours de l'insurrection, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a proposé d'apporter des armes aux opposants. Dans un premier temps, l'opposition organisée sous le Conseil National a refusé toute ingérence des puissances étrangères, car elle savait que cela jetterait le discrédit sur son mouvement. Mais aujourd'hui, certains opposants en appellent à une intervention armée.

Depuis que le conflit a éclaté, le président Obama a dit envisager toutes les options possibles et le sénat US appelle la communauté internationale à décréter une zone de non-vol au-dessus du territoire libyen, ce qui serait un véritable acte de guerre. De plus, le porte-avion nucléaire USS Enterprise, positionné dans le golfe d'Aden pour combattre la piraterie, est remonté jusqu'aux côtes libyennes. Deux navires amphibies, l'USS Kearsage et l'USS Ponce, avec à leur bord plusieurs milliers de marines et des flottes d'hélicoptère de combat, se sont également positionnés dans la Méditerranée.

La semaine passée, Louis Michel, l'ancien commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire de l'Union Européenne, s'est demandé avec force sur un plateau de télévision quel gouvernement aurait le courage de défendre devant son parlement la nécessité d'intervenir militairement en Libye. Mais Louis Michel n'a jamais appelé à une telle intervention en Egypte ou à Bahreïn. Pourquoi ?

Grégoire Lalieu & Michel Collon : La répression n'est-elle pas plus violente en Libye ?

Mohamed Hassan : La répression était très violente en Egypte, mais l'Otan n'a jamais positionné des navires de guerre le long des côtes égyptiennes pour menacer Moubarak. On l'a tout juste appelé à trouver une issue démocratique !

Pour la Libye, il faut être très prudent avec les informations qui nous parviennent. Un jour, on parle de 2.000 morts et le lendemain, le bilan est revu à 300. On a aussi dit dès le début de la crise que Kadhafi avait bombardé son propre peuple, mais l'armée russe, qui surveille la situation par satellite, a officiellement démenti cette information. Si l'Otan se prépare à intervenir militairement en Libye, nous pouvons être sûrs que les médias dominants vont diffuser la propagande de guerre habituelle.

En fait, la même chose s'est passée en Roumanie avec Ceausescu. Le soir du réveillon de Noël 1989, le premier ministre belge Wilfried Martens a fait un discours à la télévision. Il a prétendu que les forces de sécurité de Ceausescu venaient de tuer 12.000 personnes. C'était faux. Les images du fameux charnier de Timisoara ont également fait le tour du monde. Elles étaient censées démontrer la violence aveugle du président roumain. Mais il s'est avéré plus tard que tout cela était une mise en scène : des cadavres avaient été sortis de la morgue et placés dans des fosses pour impressionner les journalistes. On a aussi dit que les communistes avaient empoisonné l'eau, que des mercenaires syriens et palestiniens étaient présents en Roumanie ou bien encore que Ceausescu avait formé des orphelins pour en faire des machines à tuer. C'était de la pure propagande pour déstabiliser le régime.



La théorie développée par Kadhafi autour de son livre vert est un mélange d'anti-impérialisme, d'islamisme, de nationalisme, de capitalisme d'Etat et d'autres choses encore.

Finalement, Ceausescu et sa femme furent tués après un simulacre de procès qui dura 55 minutes. Bien sûr, tout comme Kadhafi, le président roumain n'était pas un enfant de chœur. Mais que s'est-il passé depuis ? La Roumanie est devenue une semi-colonie de l'Europe. La main d'œuvre bon marché y est exploitée. De nombreux services ont été privatisés au profit des compagnies occidentales et sont hors de prix pour une grande partie de la population. Et maintenant, chaque année, des tas de Roumains vont pleurer sur la tombe de Ceausescu. La dictature était une chose terrible, mais depuis que le pays a été économiquement détruit, c'est pire !

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Pourquoi les Etats-Unis voudraient-ils renverser Kadhafi ? Depuis une dizaine d'années, le colonel est devenu à nouveau fréquentable pour l'Occident et a privatisé une grande partie de l'économie libyenne au profit des compagnies occidentales.

Mohamed Hassan : Il faut analyser tous ces événements à la lumière des nouveaux rapports de force dans le monde. Les puissances impérialistes sont en déclin alors que d'autres forces sont en plein essor. Récemment, la Chine a proposé de racheter la dette portugaise ! En Grèce, la population est de plus en plus hostile à cette Union Européenne qu'elle perçoit comme une couverture de l'impérialisme allemand. Les mêmes sentiments se développent dans les pays de l'Est. Par ailleurs, les Etats-Unis ont attaqué l'Irak pour s'emparer du pétrole mais au final, seule une compagnie US en profite, le reste étant exploité par des compagnies malaisiennes et chinoises. Bref, l'impérialisme est en crise.

Par ailleurs, la révolution tunisienne a fortement surpris l'Occident. Et la chute de Moubarak encore plus. Washington tente de récupérer ces mouvements populaires, mais le contrôle lui échappe. En Tunisie, le premier ministre Mohamed Ghannouchi, un pur produit de la dictature Ben Ali, était censé assurer la transition et donner l'illusion d'un changement. Mais la détermination du peuple l'a contraint à démissionner. En Egypte, les Etats-Unis comptent sur l'armée pour maintenir en place un système acceptable. Mais des informations me sont parvenues confirmant que dans les innombrables casernes militaires disséminées à travers le pays, de jeunes officiers s'organisent en comités révolutionnaires par solidarité avec le peuple égyptien. Ils auraient même fait arrêter certains officiers associés au régime de Moubarak.

La région pourrait échapper au contrôle des Etats-Unis. Intervenir en Libye permettrait donc à Washington de briser ce mouvement révolutionnaire et d'éviter qu'il ne s'étende au reste du monde arabe et à l'Afrique. Depuis une semaine, des jeunes se révoltent au Burkina-Faso mais les médias n'en parlent pas. Pas plus que des manifestations en Irak.

L'autre danger pour les Etats-Unis est de voir émerger des gouvernements anti-impérialistes en Tunisie et en Egypte. Dans ce cas, Kadhafi ne serait plus isolé et pourrait revenir sur les accords conclus avec l'Occident. Libye, Egypte et Tunisie pourraient s'unir et former un bloc anti-impérialiste. Avec toutes les ressources dont ils disposent, notamment les importantes réserves de devises étrangères de Kadhafi, ces trois pays pourraient devenir une puissance importante de la région. Probablement plus importante que la Turquie.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Pourtant, Kadhafi avait soutenu Ben Ali lorsque le peuple tunisien s'est révolté.

Mohamed Hassan : Cela montre à quel point il est faible, isolé et déconnecté de la réalité. Mais les rapports de force changeants dans la région pourraient modifier la donne. Kadhafi pourrait changer son fusil d'épaule, ce ne serait pas la première fois.

Grégoire Lalieu & Michel Collon : Comment pourrait évoluer la situation en Libye ?

Mohamed Hassan : Les puissances occidentales et ce soi-disant mouvement d'opposition ont rejeté la proposition de médiation de Chavez. Ce qui laisse entendre qu'ils ne veulent pas d'issue pacifique au conflit. Mais les effets d'une intervention de l'Otan seront désastreux. On a vu ce que cela a donné au Kosovo ou en Afghanistan.

De plus, une agression militaire pourrait favoriser l'entrée en Libye de groupes islamistes qui pourraient s'emparer d'importants arsenaux sur place. Al-Qaïda pourrait s'infiltrer et faire de la Libye un deuxième Irak. Il y a d'ailleurs déjà des groupes armés au Niger que personne ne parvient à contrôler. Leur influence pourrait s'étendre à la Libye, au Tchad, au Mali, à l'Algérie… En fait, en préparant une intervention militaire, l'impérialisme est en train de s'ouvrir les portes de l'enfer !

En conclusion, le peuple libyen mérite mieux que ce mouvement d'opposition qui plonge le pays dans le chaos. Il lui faudrait un véritable mouvement démocratique pour remplacer le régime de Kadhafi et instaurer la justice sociale. En tout cas, les Libyens ne méritent pas une agression militaire. Les forces impérialistes en déroute semblent pourtant préparer une offensive contre-révolutionnaire dans le monde arabe. Attaquer la Libye est leur solution d'urgence. Mais cela leur retomberait sur les pieds.

Mohamed Hassan* *est un spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né à Addis Abeba (Ethiopie), il a participé aux mouvements d'étudiants dans le cadre de la révolution socialiste de 1974 dans son pays. Il a étudié les sciences politiques en Egypte avant de se spécialiser dans l'administration publique à Bruxelles. Diplomate pour son pays d'origine dans les années 90, il a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de L'Irak sous l'occupation (EPO, 2003), il a aussi participé à des ouvrages sur le nationalisme arabe et les mouvements islamiques, et sur le nationalisme flamand. C'est un des meilleurs connaisseurs contemporains du monde arabe et musulman.*

Investig'Action 7 mars 2011

Emilio !

Par Deisy Francis Mexidor

Peu avant la publication de cet entretien, il était encore considéré comme le porte-parole des Dames en blanc et comme le «journaliste indépendant» avec le plus de reportages au profit des médias anti-cubains. Ses révélations mettent à jour la validité de la politique subversive des Etats-Unis contre Cuba. « Bonjour aux auditeurs de Radio Republica. Carlos Serpa Maceira, le directeur de l'Union des journalistes libres de Cuba, vous parle de La Havane…»

La surprise a été grande : Carlos Serpa Maceira, le « journaliste indépendant » qui a fait le plus de reportages pour les médias anticubains en 2009, n'est autre que… Emilio, agent de la Sécurité de l'Etat.

Le ministère de l'Intérieur a décidé de révéler son identité pour illustrer de manière irréfutable le sale boulot des groupuscules de la contre-révolution dans le pays, en montrant qui sont ses principaux agents, au service des administrations successives des Etats-Unis dans leur volonté maladive de renverser la Révolution cubaine. A cette fin, elles dirigent, financent, soutiennent, protègent et encouragent une « dissidence » sans légitimité dans l'île.

Où es-tu né ?

Je suis de Cardenas, de la province de Matanzas. Cardenas est le berceau du leader étudiant José Antonio Echeverria. Et je suis né un 10 octobre, le jour où, en 1868, Carlos Manuel de Céspedes, le Père de la Patrie, engagea depuis l'usine à sucre de La Demajagua la guerre des dix ans, au cri de « l'Indépendance ou la mort ! ». Voilà pourquoi je m'appelle Carlos Manuel.

Mais tu as des affinités particulières avec l'île de la Jeunesse ?

C'est là que je vis et qu'est née ma fille il y a 18 ans. L'île de la Jeunesse est au cœur de mon histoire personnelle.

Dans quel contexte surgit Emilio?

Emilio est mon pseudonyme pour la Sécurité de l'Etat. C'est le nom de mon oncle, qui m'a élevé. J'ai pensé que la meilleure manière d'honorer sa mémoire et la cause qu'il a défendue, était de porter son nom. Mon oncle a combattu à Playa Giron. Emilio, l'agent, s'est mis aux ordres de la Sécurité en 2001.

Avec qui es-tu alors entré en relation ?

Avec le dénommé Comité local pro droits de l'homme, dont le président était Hubert Rodriguez Tudela, qui se trouve aujourd'hui aux Etats-Unis. Je passe ensuite à la Fondation de l'île des Pins des Droits de l'homme et du Développement territorial, un autre groupuscule contre-révolutionnaire qui s'était constitué sur place et dont je deviens une sorte de « porte-parole ». C'est dans cette étape que je commence à fournir mes premiers reportages à Radio Marti.

Après, je suis entré à l'Union des journalistes et des écrivains cubains indépendants, une prétendue agence de presse présentant le même profil que les groupes susmentionnés et dirigée par Fara Armenteros, qui, elle aussi, réside aujourd'hui aux Etats-Unis.

Comment entrez-vous en contact?

Je travaillais comme inspecteur d'Etat. Certains éléments contre-révolutionnaires m'ont contacté, et j'en ai immédiatement informé la Sécurité de l'Etat. C'est à partir de là qu'une mission m'a été confiée.

Comment arrives-tu à La Havane ?

En raison des tâches de plus en plus complexes qui me sont confiées. Mes supérieurs me demandent de partir pour la capitale. Et c'est là que j'ai eu le plus de contact avec la contre-révolution.

A partir de ton expérience, que penses-tu de ladite «opposition» ou de la « dissidence » intérieure?

La contre-révolution a vendu son âme au Diable. Ce sont des mercenaires, dépourvus de tout patriotisme et de toute conviction. Ce qui les intéresse, ce sont les dollars : ils font leur petite campagne et ils en gagnent des dollars. Un des meilleurs exemples est celui de Jorge Luis Garcia Pérez (Antunez), autour de qui, on a fait beaucoup de battage à l'étranger.

Il prétend qu'il va convoquer une marche contre-révolutionnaire n'importe où à Cuba et, automatiquement, il reçoit de l'argent. D'ici, ils informent que la « manifestation » a rassemblé 150 à 200 personnes – ce qui est absolument faux parce que, quand il a fait quelque chose, il est sorti avec deux ou trois provocateurs –. Et que fait Antunez de cet argent ? Mener la grande vie.

Il y a les cas de Martha Beatriz Roque Cabello, qui reçoit des sommes considérables – et on sait bien qui est Martha Beatriz –, d'Elizardo Sanchez, de Juan Carlos Gonzalez Leyva, ce dernier étant le secrétaire exécutif du prétendu « Conseil des rapporteurs sur les droits de l'homme à Cuba ».

Gonzalez Leyva a fait du mercenariat le moyen d'obtenir des faveurs personnelles. Par exemple, il a aidé plusieurs femmes avec qui il a eu des relations à sortir de Cuba en les faisant entrer au Programme des réfugiés de la SINA. Il est allé raconter à des organisations contre-révolutionnaires de Miami qu'il lui fallait de l'argent pour alimenter les cartes téléphoniques des prisonniers, il en reçoit et le garde pour lui.

Il est clair que ces prétendus dissidents ne sont animés par aucune éthique. Pour eux, ce qui compte, c'est l'argent. Bon nombre de ceux qui sont liés à ces groupes sont allés jusqu'à réclamer l'intensification du blocus contre notre patrie.



Carlos Serpa, ex-"Emilio"

Ils m'ont proposé un jour d'écrire sur un blog qu'ils allaient administrer et dont ils m'ont même révélé le nom : El Guayacan cubano. Ils m'ont précisé qu'il devait être semblable à celui de la contre-révolutionnaire Yoani Sanchez et m'ont fait valoir qu'en y participant, je pourrais bien gagner ma vie.

Et comment ce blog était-il censé fonctionner ?

Ils m'ont expliqué que le blog demanderait des dons à ses lecteurs, ils ont bien précisé : « Nous, on administre le blog El Guayacan cubano, et toi, tu demandes à tes lecteurs de t'envoyer de l'argent pour assurer ta subsistance.

L'administrateur du blog est Enrique Blanco, un contre-révolutionnaire, résidant à Porto Rico. Il appartient à un projet dénommé Operation Liborio, et qui est censé financer ladite opposition depuis l'extérieur.

Il a fait paraître des informations sur le blog sous ma signature. Par exemple, si je ne peux pas assister à telle ou telle activité, et il s'agit presque toujours des activités des Dames en blanc, il les appelle directement et rédige l'information.

Puisque nous parlons d'information, est-il difficile d'organiser une campagne médiatique contre Cuba ?

Je peux inventer ici même une nouvelle et elle est immédiatement diffusée, sans contrôle ni vérification. Pas du tout. Dans mon cas, il me suffit de joindre Radio Marti, et ils me rappellent immédiatement. Je peux inventer une nouvelle ici même, et ils la diffusent sans rien confirmer ni vérifier.

Il n'y a pas longtemps, j'ai moi-même monté tout un cirque autour du procès d'une contre-révolutionnaire. J'ai dit qu'en sortant de chez moi, je passais devant le siège du Tribunal provincial révolutionnaire de La Havane et que j'avais vu un grand déploiement d'agents de la sécurité de l'Etat, que j'avais pu observer aussi la présence de représentants de la presse étrangère, qui ne m'avaient pas vu…



Carlos Serpa, ici avec les Dames en blanc, avait à sa charge la transmission à Radio Martí de fausses informations sur l'actualité à Cuba.



Carlos Serpa, agent de la Sécurité de l'État, reçoit des manifestations de tendresse de la part des élèves et professeurs de l'Université de La Havane. Photo Ismael Francisco

J'ai ajouté quelques « ornements » à mon histoire : les agents de la Sécurité m'avaient reconnu et m'avaient forcé, sous la menace, à monter dans une voiture pour me conduire à un commissariat tout proche.

Lorsque j'ai appelé Radio Marti, la personne qui m'a répondu au téléphone m'a prévenu : « quand tu parles de menaces, il faut que tu précises lesquelles… » J'ai répondu que oui, tout à fait, qu'elle ne s'inquiète pas, et à partir de là j'ai écrit ma « nouvelle.

Radio Marti ne confirme rien. Pour ces gens-là, tout est bon pourvu que Cuba soit dénigrée. Dès que j'ai eu fini de transmettre mon rapport, ils m'ont dit que celui-ci serait diffusé dans les bulletins d'information.

Dans les campagnes médiatiques contre Cuba, le scénario nous vient toujours de l'extérieur. Tout n'est que mensonge, de fausses histoires d'arrestation, des incidents montés de toutes pièces.

Quelles sont les organisations qui se prêtent le mieux à l'orchestration de ces campagnes à l'étranger ?

En toute certitude, la Société interaméricaine de presse (SIP) et Reporters sans frontières (RSF). Ces deux organisations sont prêtes vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept à fomenter n'importe quelle campagne médiatique contre notre pays.

Comment fonctionne le Programme des réfugiés de la SINA?

Le Programme de réfugiés du Bureau des intérêts des Etats-Unis a pour objectif de démontrer qu'un certain nombre de personnes quittent Cuba pour cause de persécution politique, et c'est justement ce qui motive la plupart des agents de la contre-révolution à faire leur « boulot » à l'intérieur de l'île.

Ils doivent fournir à la Section des réfugiés la preuve qu'ils sont harcelés par le gouvernement cubain, ils inventent des « arguments » pour décrocher un visa.

La manipulation du terme de « réfugié » est manifeste, à en juger par la quantité de visas délivrés à ce titre chaque année. La plupart de ces individus obtiennent la résidence aux Etats-Unis et viennent ensuite à Cuba en visite, sans être importunés ni arrêtés, ni par la police ni par la Sécurité de l'Etat. Pour les réfugiés, les vrais, d'autres pays, la situation est tout à fait différente…

En mars 2010, les Dames en blanc ont monté des provocations. L'une d'elles, appartenant au groupe de soutien, m'a dit dès le premier jour : « Serpa, j'ai besoin de ton aide ; il me faut des preuves car je vais avoir mon entretien au service des Réfugiés la semaine prochaine. Il lui fallait son « aval » politique. Il leur faut des photos, par exemple, où on les voit défiler dans les rues, parce que le programme a besoin, entre autres choses, de nouvelles qui sortent sur Internet. Laissez-moi vous dire que n'importe quelle femme se présente au fameux entretien avec des photos, et pour la SINA, c'est un argument de poids…

Il n'y a pas que la SINA qui aide les groupuscules de la contre-révolution. Que pouvez-vous nous dire des autres ambassades ?

Ici, à La Havane, un groupe sélect d'ambassades de l'Union européenne soutient ouvertement la subversion, et je peux citer quelques cas. A l'ambassade de Pologne, le diplomate Jacek Padee, en charge des affaires politiques, assistait fréquemment à des activités de ce type.

Avant que ne s'achève sa mission ici, M. Padee est venu me trouver personnellement pour récupérer

Suite à la page (16)

La République d'Haïti et le Cauchemar International

Par Castro Desroches

Via le Sri Lanka, la Minhusta, avait amené l'an dernier le choléra en Haïti. Plus de 4500 certificats de décès ont été déjà distribués. Cette année, courtoisie de l'OEA, c'est le sida politique qui est à l'ordre du jour avec la réintégration dans la course présidentielle de Michel Martelly, l'individu le plus crapuleux que ce pays ait jamais produit. Les puissances amies sont sûres, cette fois, de pouvoir imposer un gouvernement totalement acquis à leur cause et d'administrer ainsi une médecine de cheval à Haïti. Plus que jamais, c'est le thème du grand malaise qui domine l'actualité nationale. Haïti est à l'article de la mort. « Un seul remède efficace : ne pas être malade » titre le Nouvelliste tandis que M. Ricardo Senteifus, représentant sortant de l'OEA en Haïti reconnaît avec justesse qu'« *Il faut faire attention pour qu'il n'y ait pas trop de médecins au chevet du malade* ». Même le président Préval s'est vu obligé de faire un petit voyage de santé à l'étranger. La servilité vis-à-vis des diktats internationaux, n'a jamais tué personne mais à quoi bon prendre des risques ?

A défaut de reconstruction économique, la Communauté Internationale voudrait réaliser un miracle politique en Haïti : accoucher au forceps un gouvernement « légitime » après le viol des principes les plus élémentaires de la démocratie participative. Sera-t-il possible de construire un gouvernement « constitutionnel » sur les décombres de la mascarade électorale du 28 novembre ? On ne peut pas accuser les grandes puissances de ne pas faire d'effort en Haïti, mais c'est un effort dans le mal.

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 restera gravé dans les mémoires comme la plus grande tragédie humanitaire nationale. Toutefois, certains technocrates de haut vol, avaient voulu y voir une « opportunité ». Opportunité de repartir à zéro et d'avoir des milliards à « gérer ». Pourtant, les conseils bénévoles de l'ancien Premier ministre de facto Gérard Latortue sur la nécessité de mettre sur pied un « Plan Marshall » pour Haïti ont été complètement ignorés. Temporisation. « Ô temps, suspends ton vol ». Il faut donner du temps au temps. Le pays est au bord du coma mais les caméras de la presse internationale sont parties depuis belle lurette vers des cieux plus animés. A Port-au-Prince, capitale de la douleur, le dénuement total est entré dans le quotidien. Les grands amis attendent le dénouement de la sélection du 20 Mars pour redémarrer la « révolution économique » entamée sous Baby Doc. Quatorze mois après le séisme, les promesses mirifiques de reconstruction se sont vite transformées en attentisme cynique et une forme bâtarde de Malthusianisme économique. En attendant les lendemains qui chantent (Sweet Micky ?), on combat la misère en laissant mourir les miséreux. Encore une fois, Haïti demeure le cimetière des bonnes intentions internationales.

Pourtant, l'avènement de Barack Obama à la Maison Blanche avait suscité une lueur d'espoir parmi les Haïtiens. Force est de constater que dans la République étoilée, c'est « business as usual ». Toujours la politique du « big stick ». On affiche beaucoup de bâtons et très peu de carottes. Sauce républicaine ou sauce démocrate ? Le même goût amer pour les affamés du monde. C'est l'option préférentielle pour les riches. Ceux que la presse américaine, elle-même, appelle MRE : l'élite la plus répugnante. La misère du plus grand nombre est une source intarissable de profits pour la lumpen-bourgeoisie haïtienne. Plus ça va mal, mieux ça vaut.

A quelques jours de la date fatidique du 20 mars, la campagne électorale bat son trop-plein d'animation musicale. Guerre des sons et des sondages. On ne sait plus quoi croire. « Devan devan nèt », clame Manigat mais Micky reste « bandé à l'arrière ».

En politique, il faut savoir tout embrasser, disait le président Vincent. Six candidats malheureux aux élections de novembre ont embrassé en cachette « la cause » de Micky. Mais, ils en sont complètement embarrassés. Ils ont si honte, qu'ils ont préféré garder l'anonymat. « J'ai une position que je ne peux pas dévoiler pour le moment » a déclaré avec pudeur Yvon Neptune. La seule chose qui est claire dans le ciel sombre de la politicaillerie actuelle, c'est que M. Neptune n'est pas un lunatique. Il comprend parfaitement le caractère compromettant de cette « position ». Pour éviter les rumeurs malhonnêtes qui ont la tête dure dans ce pays, sept candidats appartenant au groupe des douze (Alexis, Anacacis, Baker, Céant, Cristallin, Chavannes Jeune et Léon Jeune) ont dû réaffirmer publiquement qu'ils ne soutiennent aucun des deux candidats sélectionnés pour « le second tour».

Un peu partout, les électeurs blasés mais piqués par la curiosité, se mobilisent pour participer à l'ambiance festive. Tu m'aimes ? Moi non plus. A Jacmel, Claude Etienne, partisan de Manigat participe à un meeting de Micky. A Emily Troutman de l'AFP, il confie : « Je suis ici pour me détendre, boire quelques bières et fumer quelques cigarettes. » Les plus jeunes rejettent Michel Martelly et réclament Sweet Micky. Président ? Peut-être. Musicien de palais ? Tout à fait. A défaut de pouvoir manger, on pourra danser et boire de la bière dominicaine Presidente.

Chute libre dans les sondages. Martelly trébuche dans les promesses creuses et les bas-fonds des propos obscènes. Cohabitation impossible entre Michel Martelly et Sweet Micky. Micky menace de faire un malheur, s'il n'est pas élu. « Nous ferons la même petite chose ». Incitation à la violence ? Les locaux du RDNP seront-ils en danger après le 20 Mars ? Le bonhomme est irrémédiablement « loco » et dangereux. Il ne sait plus où donner de la tête de Mussolini. Les acolytes « éclairés » n'ont plus de bouche pour parler. Partisans et sympathisants de la presse parlée se taisent. Il ne faudrait pas ruiner cette opportunité « inique » de devenir Ministre de la Désinformation et de la Zombification, Ministre de la Désalphabétisation ou Ministre des Affaires Inutiles. Silence de cimetière. La presse est pourrie. On entend voler les mouches autour de Micky. Les vrais bulletins de nouvelles se retrouvent au dépotoir de Truitiers.

Citation ancienne mais célèbre du professeur Leslie Manigat : « C'est mon âge qui fait mon avantage. » Et alors ? En tant que « jeunesse » à tout faire, Michel Martelly présente lui aussi des atouts intéressants. Particulièrement pour les diplomates en quête d'exotisme et de sensations fortes. Le scandale est tel que les yeux commencent enfin à se dessiller. Le momentum a changé de camp. Mirlande Manigat regagne du terrain. A Cité Manigat, Martissant, le cri semble spontané : donne-moi ma maman. Je réclame ma maman. Cri du cœur ? Cri des tripes ? Manigances ? La formule est trouvée et partout où elle passe, c'est l'étalage du discours désuet, maternaliste et caritatif : « *Le rôle d'une mère c'est de donner de la nourriture à ses enfants, de les envoyer à l'école, de leur donner du travail, de la sécurité..* » Toutefois, Sweet Micky, connu également sous le sobriquet de Ti Simone, ne veut pas rater l'ambulance de la maternité. Selon un article de RadioKiskeya.com, il revendique également le titre de « mère » des Haïtiens.



La campagne électorale bat son trop-plein d'animation musicale. « Devan devan nèt », clame Manigat mais Micky reste « bandé à l'arrière».

Le suspense est à son comble. Triomphe total de la surenchère. Concours de promesses démagogiques. Sécurité et création massive d'emplois. Résurrection de l'Armée défunte. Ascension vertigineuse de l'espérance de vie. Combat armé contre le choléra et contre tous les rats qui peuplent les édifices publics. Relocalisation des sans-abris qui vivent sous les tentes. Entente entre victimes et bourreaux. Satisfaction de toutes les attentes du peuple haïtien. Lutte contre la tentation totalitaire. Combat contre le crime et la corruption, à commencer par Michel Martelly. Paix des cœurs, pédicure, manucure, coiffure. Des écoles en veux-tu en voilà. Martelly promet « l'érection » de plus de 500 universités au cours de son mandat de 5 ans. Sous son gouvernement, l'éducation morale va enfin pénétrer toutes les couches de l'arrière-pays. Du Pic Macaya à la Plaine du Cul-de-Sac. Autrement, Sweet Micky, va-t-il passer à l'opposition au gouvernement de Michel Martelly ? Risque de coup d'éclat en parachute de la Droite. Voilà Le FRAPH qui sort du Garage et Michel François qui réclame à tue-tête son titre de Sweet Micky. Voilà Cédras avec sa mâchoire affreuse de Charles Oscar. Richard Morse ne sait plus qui soutenir : Sweet Micky ou Michel Martelly ? Louis-Jodel Chamblain tue le temps en attendant de réclamer la tête de Baby Doc pour se proclamer Président à vie. Défilé carnavalesque avec en tête le Général Cadet Jacques. Laisser-frapper au Tabou Combo : Shoubou soutient Micky, Fanfan Ti Botte veut marcher avec Manigat. Combat épique entre les deux faces de la médaille d'argent. Cacophonie finale. Confusion totale entre fiction et cauchemar. Réveil brutal à la réalité.

La validation de la candidature de Michel Martelly par le CEP et son transfert forcé au second tour des élections pestilentielles constituent un avilissement national. Aucun Haïtien digne de ce nom ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de répugnance et d'horreur, face à la « stupéfiante » émergence d'un personnage aussi pervers. Comme il l'a annoncé lui-même à Fort-Liberté, M. Martelly devrait pouvoir retourner à ce qu'il fait de mieux, jusqu'à ce qu'il y ait dans ce pays des lois contre l'obscénité morbide et la pornographie tapageuse de ceux qu'on appelle de manière abusive des « musiciens ». Toutefois, cette grande souillure rejaillira à jamais sur les souteneurs internationaux qui travaillent jour et nuit pour transformer Haïti en bordel et juguler le peu qui reste de la geste de 1804.

Que deviendra la MINUSTAH ?

Suite de la page (3)

ce dont les gens ont besoin, ce sont des emplois et cela requiert des investissements. Le manque d'un cadastre qui transforme n'importe qu'elle location ou achat de terrains en une longue contestation devant les tribunaux, le fait qu'il n'existe pas de registres de naissances et de décès, ni de tribunaux de commerce impose la question: qui, avec un peu de bon sens, viendra investir dans ce pays ? ce bien qu'Haïti possède une main-d'œuvre importante et 1,700 kilomètre de belles côtes, »

Donc rappelons que, les forces d'occupation de l'ONU en Haïti, la Minustah comptent 12,300 militaires et policiers, sans compter les employés civils, en provenance de plus de 20 pays. Elles se sont établies en Haïti depuis le premier Juin 2004, par une résolution du Conseil de Sécurité suite au Coup d'Etat/kidnapping contre le président Jean Bertrand Aristide, le 29 février 2004. Le Conseil de Sécurité qui est un organe d'exécution de l'ONU est composé de 15 sièges, dont 10 d'entre eux sont occupés par des groupes régionaux élus pour deux ans, cinq sont élus chaque année. Les cinq autres sièges sont réservés aux membres permanents, qui détiennent un droit de veto et qui ne sont autres que : les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France, la Russie et la Chine.

Edmond Mulet est le représentant de l'ONU le plus décrié actuellement en Haïti par la population pour son arrogance et son ingérence dans les affaires politiques internes. Il traite les dirigeants comme ses employés et il n'a aucun respect pour le peuple haïtien. Depuis l'enclenchement du processus électoral de 2010, il a fréquemment pris la place des autorités haïtiennes pour imposer son autorité, dicter ses lois et dire qui fait, quoi et quand ?

Le peuple haïtien ne demande pas la transformation des forces d'occupation de l'ONU, il exige depuis bien longtemps le départ purement et simplement des soldats de l'ONU sur son territoire. Haïti est un pays souverain et indépendant, elle doit sauvegarder sa souveraineté et son indépendance.

L'impérialisme est l'ennemi des peuples : le cas de la Libye

Par Mohamed BELAALI

Profitant de la révolte du peuple libyen contre le régime de Kadhafi devenu despotique et anachronique, l'impérialisme américain et son caniche européen tentent par tous les moyens d'intervenir en Libye pour installer un régime qui servira leurs intérêts. Leur volonté de pomper, à l'instar d'un vampire, le pétrole Libyen est sans limite. Le peuple libyen serait alors privé de sa révolution, de sa richesse et connaîtrait une situation aussi tragique que celle que subit actuellement le peuple irakien ou afghan par exemple. Les crimes et les ravages de l'impérialisme en Irak, pour ne citer que ce pays, donnent la mesure de la cruauté et de la barbarie dont le capitalisme est capable. Une intervention américaine en Libye risque de briser également cet immense espoir soulevé par la révolution tunisienne et égyptienne dans les masses arabes opprimées pour une société meilleure débarrassée de la domination impérialiste et de ses serviteurs locaux. L'histoire nous a toujours enseigné que l'impérialisme est l'ennemi des peuples.

La Libye est un pays riche en pétrole et en gaz naturel. Selon l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), le pays produit 1,79 million de barils par jour d'or noir et de gaz naturel et exporte 1 million de barils/jour. La Libye possède des réserves de brut parmi les plus importantes du monde (44 milliards de barils). La Libye produit un pétrole d'une rare qualité (brut léger à faible teneur en soufre) dont le rendement au raffinage est très élevé donc recherché sur le marché.

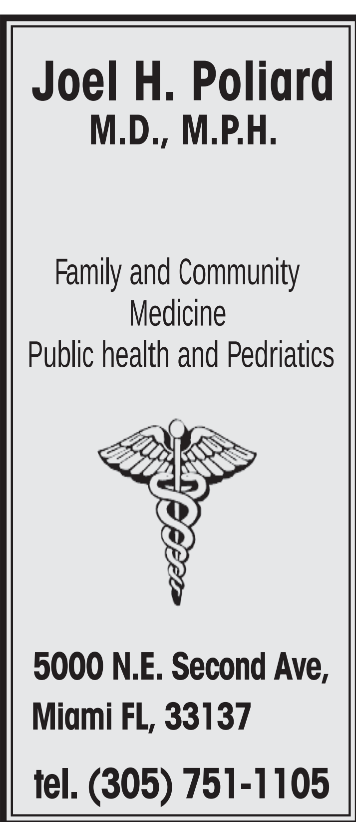
Cette précieuse énergie est encore indispensable au fonctionnement de la civilisation capitaliste et contribue à l'accumulation du capital au niveau planétaire. L'impérialisme américain se prépare très sérieusement à intervenir dans un pays aussi stratégique que la Libye qui est au cœur de la méditerranée et coincé entre la Tunisie en pleine révolution et l'Égypte dont l'issue de la révolution reste imprévisible. En s'installant en Libye, les États-Unis pourront plus facilement détourner les objectifs d'émancipation de la tutelle impérialiste de la révolution tunisienne et égyptienne.

Hillary Clinton a déclaré publiquement que les États-Unis ont des contacts directs avec les insurgés libyens et que toutes les options pour éliminer Kadhafi du pouvoir restent ouvertes. Mais l'administration d'Obama ne se contente pas seulement de produire des déclarations menaçantes, elle a envoyé au large des côtes libyennes des forces navales et aériennes. Washington examine également la possibilité d'établir ce que les militaires appellent « no-fly zones » (zone d'exclusion aérienne) dans le ciel libyen. Le prétexte humanitaire est lui aussi invoqué, une fois de plus, pour préparer une éventuelle intervention militaire. « L'humanitaire et la guerre sont deux moyens contradictoires mais complémentaires. Il est difficile de distinguer clairement l'humanitaire du militaire tellement les deux instruments sont imbriqués l'un dans l'autre. On fait la guerre au nom de l'humanitaire et on invoque l'humanitaire pour justifier la guerre. Mais l'humanitaire reste souvent subordonné au militaire »(1). Le 28 février 2011, Hillary Clinton déclarait « Nous croyons qu'il y aura des besoins pour aider à des interventions humanitaires, nous savons également qu'il va y avoir probablement malheureusement des besoins pour des missions de sauvetage ».

L'histoire du peuple libyen est riche en luttes glorieuses contre l'invasion étrangère. Omar Al Mokhtar (1862/1931) ce « lion du désert », pendu par les italiens, incarnait cet esprit de résistance à l'occupant étranger. Le peuple libyen qui mène aujourd'hui un combat contre un régime qui l'a longtemps effacé, même s'il a accompli de réels progrès dans le passé, doit s'inspirer de cette grande figure de la résistance et s'opposer de toutes ses forces à l'impérialisme. C'est au peuple libyen et à lui seul, qui a déjà donné généreusement des martyrs par centaines, que revient l'immense tâche de faire triompher la révolution libyenne, partie intégrante de la révolution arabe en marche.

Révolutionnaires, progressistes et démocrates, il est de notre devoir de soutenir les masses arabes en lutte et de dénoncer partout l'impérialisme, ennemi de tous les peuples.

Le grand soir 4 mars 2011



Suite de la page (8)

l'obligation d'exprimer ce qui suit dans le cadre de l'analyse du plan stratégique inscrit à notre ordre du jour. Les douze membres de la partie haïtienne ici présents se sentent complètement débranchés de la vie de la CIRH. En réalité, les membres haïtiens du Conseil ne remplissent qu'un rôle de figurant qui consiste à entériner les décisions arrêtées par le directeur et le comité exécutif. »

De ce fait, en plus du mépris de plus de 62% de la population haïtienne représentée par la paysannerie, les membres mêmes de cette commission ont été écartés par le secrétariat dans l'exécution des projets. C'est une preuve de plus qui prouve que la CIRH est un instrument de domination, d'exploitation, de mise sous tutelle d'Haïti par les grandes puissances impérialistes. Outre la POHDH, d'autres organisations populaires, progressistes et conséquentes dénoncent également le projet macabre de la communauté internationale de transformer Haïti en un véritable dépotoir où l'on déverse toutes sortes de déchets, d'experts et autres. Dans la perspective du changement réel d'Haïti, le peuple haïtien finira bien par se réveiller de la léthargie où on l'a enfoncé depuis des années.

L'échec de la reconstruction en Haïti

Suite de la page (7)

un rapport extrêmement critique sur les secours. (v)

La réaction internationale à l'épidémie de choléra en Haïti a également provoqué beaucoup de critiques. À la fin décembre, Unni Karunakara, président du Conseil international de Médecins sans frontières, a déclaré : « *La réponse inadéquate apportée à la lutte contre le choléra en Haïti* (…) *dresse un réquisitoire accablant contre le système international de l'aide humanitaire dont les rouages ont été minutieusement huilés au cours des 15 dernières années.* »

Une meilleure année en perspective ?

La plupart des hauts fonctionnaires de l'ONU et plusieurs ONG présentent un point de vue bien différent de leur travail. Le 12 janvier, Nigel Fisher, coordonnateur de l'action humanitaire de l'ONU en Haïti, a déclaré à la radio anglaise de Radio-Canada que l'aide et la reconstruction vont aussi bien qu'on pouvait s'y attendre. « *J'ai été ici la majeure partie de l'année et j'ai pu voir des changements - des décombres ont été déblayés, des enfants sont de retour à l'école. Notre but était de construire 30 000 abris transitoires au cours de l'année dernière et nous avons dépassé cet objectif. L'année dernière, les ressources se sont concentrées en grande partie sur l'aide humanitaire. Les ressources allouées au développement ont été plus lentes à drainer.* »

Lorsqu'on lui a demandé quelles étaient ses attentes pour 2011, Fisher a déclaré : « *Nous avons besoin d'une meilleure année.* » Faisant allusion à la crise électorale, il a jouté : « *Nous avons besoin de stabilité politique. Ce qui continue de nous inquiéter, c'est combien de temps la crise actuelle va se poursuivre.* »

Fisher et ses collègues du régime d'occupation militaire d'Haïti de la MINUSTAH (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) ont soutenu les élections frauduleuses tenues le 28 novembre et ont fait la sourde oreille aux multiples appels pour annuler le vote et repartir à zéro à une date ultérieure.

David Morley, président et directeur général de Save The Children Canada, a présenté un point de vue aussi positif. « *Je pense que les secours ont très bien fonctionné* », a-t-il dit aux auditeurs de l'émission de CBC Cross Country Checkup, le 16 janvier. Il a affirmé que les camps de déplacés internes en Haïti sont « *en bonnes conditions* ».

« *Tous les camps que j'ai visités* (…) *disposent de soins de santé, les écoles commencent à être mises en place et il y a de l'eau.* »

Cela va à l'encontre de rapports provenant de journalistes et d'autres observateurs, tant haïtiens qu'étrangers. Ils font état de conditions très difficiles dans la plupart des camps. L'hygiène publique, l'eau potable, les écoles pour les enfants et les perspectives d'emploi se font rares. La police haïtienne et la police internationale se sont montrées incapables de protéger de la violence sexuelle les femmes qui résident dans ces camps - ou n'ont pas eu la volonté de le faire.

Même si elle se prétend « non politique » dans son travail, la Croix-Rouge canadienne est une autre de ces agences qui soutiennent que le monde fait de son mieux en Haïti.

Il s'agit de l'agence qui reçoit le plus de dons individuels de la part des Canadiennes et Canadiens de même que des « fonds de contrepartie » (vi) du gouvernement du Canada, quelque 200 millions de dollars au total. Les Sociétés de la Croix-Rouge à travers le monde ont dépensé moins de 25 % du montant de 1,2 milliard de dollars qu'elles ont reçu. (vii)

Quelle est la raison de cette indifférence face à l'urgence de la crise haïtienne ? Nul doute que cette indifférence reflète le point de vue cynique d'Ottawa, de Washington et des capitales alliées : les désirs et les intérêts du peuple haïtien - tels qu'exprimés, par exemple, dans la revendication populaire pour le retour d'exil de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide - peuvent être ignorés en toute impunité. Mais ils sont en train de jouer la même partie qu'ils viennent tout juste de perdre en Égypte, un pays d'une très grande importance stratégique pour eux : l'idée erronée qu'un peuple acculé à des conditions désespérées ne trouvera pas le moyen d'affirmer ses droits et sa dignité.

Roger Annis est coordinateur du Réseau de solidarité Canada-Haïti et rédacteur de son site web www.canadahaitiaction.ca.

Notes

(i) Les chiffres sur l'aide du Canada à Haïti sont tirés de deux sources : le Bureau de l'envoyé spécial de l'ONU en Haïti et différentes annonces du gouvernement canadien et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

(ii) http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/ACDI-CIDA.nsf/fra/NAT-111122552-NFQ

(iii) Voir "Exaggerated Claims: Assessing the Canadian Military's Haiti Earthquake Response."

(iv) Organisation nationale vouée à la promotion et à la défense des droits garantis par la Constitution des États-Unis et par la Déclaration universelle des droits de l'homme

(v) http://www.oxfamamerica.org/publications/haiti-progress-report-2010

(vi) Programme en vertu duquel le gouvernement du Canada verse un dollar pour chaque dollar versé par une personne

(vii) Bureau de l'envoyé spécial de l'ONU en Haïti, "Overall Financing: Key Facts," décembre 2010

L'aut'journal 25 février 2011





New York Hunger and Senior Groups Receive Historic $2 Million Grant

USDA Funds Nonprofits to Collaborate on NYC Hunger Reduction Plan

On Feb. 23, U.S. Agriculture Secretary Tom Vilsack announced a series of new initiatives aimed at helping communities increase food access by promoting coordination and partnerships between public, private and nonprofit partners. The U.S. Department of Agriculture will be investing $4.98 million in grants to 14 communities in eight states, including New York City, to reduce hunger and improve the nutrition of low-income Americans.

A collaboration of New York City's leading non-profit and governmental public anti-hunger, nutrition, and aging organizations were granted $2 million. The partnership includes the AARP Foundation, City Harvest, the Council of Senior Centers and Services of New York City, Food Bank For NYC, the Metropolitan Council on Jewish Poverty, the New York City Coalition Against Hunger, the City Department for the Aging, and Public Health Solutions through the United Way of New York City.

The grant will be used to implement a set of strategies spanning the next two years – based on a comprehensive plan adopted in 2006 by 75 citywide, faith-based, and neighborhood groups. The goal is to significantly reduce hunger and improve nutrition throughout the city, including the formation of a New York City Food Policy Council to connect the non-profit, public, and private sectors. This project will work towards the creation of a hunger-free community in all five boroughs, with a particular focus on aiding the especially vulnerable population of households with children, working poor, and senior citizens.

The thirteen grantees outside New York are located in New Jersey, California, Arizona, Pennsylvania, Texas, Washington and Maryland. The grants fund the development and implementation of plans to help communities expand access to healthy food through increased participation in federal nutrition programs and other creative initiatives that meet a community's unique needs.

In 2009, over 50 million individuals in the United States, 16.6% of the total population, lived in food insecure households. Children and seniors are especially vulnerable throughout New York City, approximately one out of every five residents (1.5 million people) lives below the federal poverty level (approximately $18,300 annually for a family of three).

"*Too many New Yorkers simply can't build a better life when they are struggling to feed themselves and their families, which is why United Way puts such an emphasis on reducing hunger in our City,*" said Gordon Campbell, President & CEO of United Way of New York City. "*This grant will help New York continue to be at the forefront of creating and implementing programs and services that work to reduce the number of food insecure households.*"

"*Families in crisis and the elderly are increasingly dealing with hunger as fact of life,*" said William E. Rapfogel, the CEO of Met Council. "*This partnership represents part of the solution for many who need our help.*"

"*This historic public-private partnership will allow non-profit groups build our capacities to help more struggling families receive government nutrition assistance benefits and school breakfasts,*" said Joel Berg, Executive Director of the New York City Coalition Against Hunger. "*It will both fight hunger and bolster our economy.*"

USDA's Food and Nutrition Service (FNS) oversees the administration of 15 nutrition assistance programs, including the Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) and the child nutrition programs, that touch the lives of one in four Americans over the course of a year. These programs work in concert to form a national safety net against hunger. Visit www.fns.usda.gov for information about FNS and nutrition assistance programs.

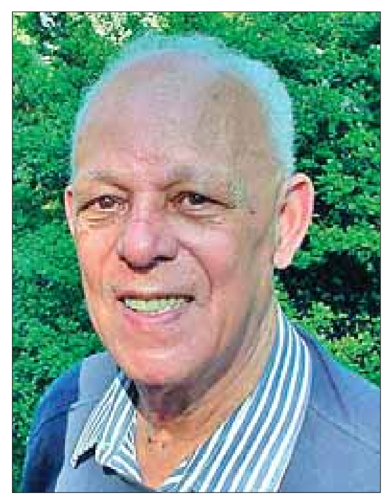
Encore une pensée fraternelle pour Paul Laraque

Par Frantz Latour

Le 8 mars 2007 est une date qui aura marqué l'intelligentsia haïtienne et plus particulièrement cette frange résolument progressiste qui se tient fermement et de façon résolue aux côtés de la lutte du peuple haïtien et de tous les peuples opprimés de la terre. Cette date aura surtout marqué les hommes-arbres musiciens qui ont choisi le camp du socialisme, sans jamais le renier, aux côtés de Paul Laraque parti retrouver, justement le 8 mars 2007 les mânes de ses glorieux prédécesseurs : Jacques Roumain, Jacques Stéphen Alexis, Anthony Lespès, Jean-Jacques Desssalines Ambroise, Adrien Sansaricq, Gérald Brisson pour ne citer que ceux-là.

Le 8 mars 2007 renvoie à une flamme de belle amour humaine, de généreuse amitié, d'incandescent patriotisme s'abreuvant aux sources d'un socialisme véritable encore à parfaire, certes, mais assurément le phare qui doit guider la lutte des peuples, leur servir de boussole, à l'instar de l'héroïque peuple de la glorieuse Cuba de Martí et des frères Castro. La flamme authentiquement haïtienne du merveilleux camarade de combat que fut Paul Laraque. Flamme qui s'est éteinte tout en nous laissant en héritage une clarté d'aurore gardienne de la marche ascendante de tout un peuple, gardienne de grands combats encore à venir et de victoires qu'impatiemment les opprimés attendent de savourer.

Cette date du 8 mars 2007 ne nous avait pas pris par surprise. Paul était malade et on s'attendait à l'inévitable. Pourtant ce départ auréolé de paix vers les terres lointaines de notre mythique Guinée a bien secoué et terrassé plus d'un, car au fond, parents et amis nous nourrissions l'espoir secret que ne se produise pas l'irréparable, que la Vie garde encore parmi nous la belle flamme humaine qui brûlait dans le cœur de Paul, que ce corps certes usé par la maladie mais abritant une belle âme humaniste, une source pure d'infinie générosité humaine reste encore un peu plus longtemps parmi nous.


Paul Laraque

Et l'inévitable est finalement arrivé le 8 mars 2007. Paul Laraque, le père affectueux, l'époux inconsolé de la mort de sa femme le 16 novembre 1998, le frère « *camarade d'enfance et d'exil* » et de tous les combats, l'ami au regard franc, le camarade politique vertical et loyal, le poète à l'écriture empreinte de bonheur et de grande conviction, le poète de l'amour dont les vers incandescents de passion tissaient des mèches de phosphore à sa « *souveraine des sables de l'exil / et des quatre saisons*» nous quittait pour des rivages peut-être meilleurs, vers des terres lunaires d'humanité, là où Morisseau-Leroy nous assure que « *sivilizasyon fin pase depi lontan*». Et pour Paul c'est tant mieux.

Paul, vieux frère de combat, camarade soudé à la lutte séculaire d'un peuple qui avance dans la douleur mais avec foi et détermination, aujourd'hui 8 mars 2011, quatre ans après que tu es parti, nous montons encore la garde autour de ta mémoire, à tout instant, car tu es d'une race supérieure, au sang vif alliant l'ardeur rebelle de Caonabo, la splendeur d'âme et la tendresse poétique de notre regrettée Anacaona, l'indomptable nature de Jean-Jacques Dessalines, le patriotisme à tout crin de Charlemagne Péralte, et l'indéfectible perspective marxiste-socialiste seule garante d'une souveraineté authentique pour notre Haïti, comme nous l'avaient enseigné ces deux grands camarades que furent ton aîné Jacques Roumain gouverneur de notre rosée de peuple et ton contemporain Jacques Stéphen Alexis, le Compère général Soleil.

Je ne saurais évoquer la mémoire de Paul sans associer à mes mots d'amitié et du souvenir l'amoureuse présence de son éternelle Marcelle, sans y associer du même coup toutes les femmes de mon pays, de tous les pays, et dont on célèbre en ce 8 mars qui leur est consacré l'exemplaire courage face à l'adversité, la longanimité à porter et supporter le poids d'une bonne partie de l'humanité et la joyeuse tendresse qui irradie de tout leur être. Et dans le cœur de Paul, Marcelle représentait la quintessence spirituelle de toute cette « *autre moitié du développement* », cette autre moitié généreuse, porteuse de vie, matrice mille fois fécondée pour la perpétuation du genre humain.

En ce 8 mars de célébration universelle, il nous vient à la mémoire que les femmes et l'amour, à travers l'image splendide et souveraine de Marcelle, ont été le socle sur lequel Paul a érigé son imposante « statue de la liberté », liberté couronnée du flambeau de souveraineté, liberté à retrouver au terme d'un long combat en perpétuelle ascension pour que change la vie, pour que changent les rapports humains, pour qu'enfin naisse «l'homme nouveau» du Che et de Frantz Fanon.

Le 8 mars 2007, Paul est parti pour son dernier voyage, porté par la ferveur océane de courants sous-marins jusqu'aux rivages souverains de la terre natale, fidèle à une heureuse trilogie : *Poésie-vérité, Marcelle-l'amour et Haïti-la liberté*. Ce 8 mars 2011, nous le portons encore, vivant au creux de nos meilleurs souvenirs.

Princeton, NJ: Un symposium pour analyser la lutte haïtienne pour la démocratie à travers l'histoire



Le 3 mars, le Programme des études latino-américaines et le Département de français et d'italien à l'université de Princeton ont parrainé une rencontre sur le thème «*Haïti: Retenant la démocratie au 21e siècle*».

Ont pris la parole au symposium: (de gauche à droite sur la photo) Nick Nesbitt, une Professeure de français à Princeton et auteure du livre «*Émancipation universelle: La Révolution haïtienne et le Siècle radical des Lumières*»; Ray Laforest, un syndicaliste haïtien et membre fondateur du Réseau international de soutien à Haïti; Peter Hallward, professeur de philosophie à Kingston University à Londres et auteur du livre célèbre «*Damming the Flood: Haiti, Aristide, and the Politics of Containment*», et Kim Ives, un journaliste de l'hebdomadaire *Haïti Liberté*.

Les intervenants ont analysé la lutte du peuple haïtien pour la démocratie de 1804 jusqu'à aujourd'hui, en examinant la réponse du colonialisme français et de l'impérialisme américain. L'ancien consul américain en Haïti en 1990 et 1991 était dans la salle. Il y a eu un débat intéressant entre lui et les présentateurs.

Emilio !

Suite de la page (12)

les vidéos que j'avais pu filmer en plusieurs points du territoire cubain pour la réalisation d'un documentaire sur le contre-révolutionnaire Orlando Zapata Tamayo. Ces vidéos, il les a envoyées de son ordinateur à Pedro Corso, le directeur de l'Institut de la mémoire historique contre le totalitarisme, un groupe qui a son siège à Miami.

L'ambassade de Hollande fournit régulièrement des ressources à la contre-révolution, notamment en matériel de bureau, mais aussi pour l'accès à Internet.

A l'ambassade de la République tchèque, les groupuscules se voient offrir des médicaments, et les « dissidents » sont invités à fournir des informations sur les « violations » des droits de l'homme. Le fonctionnaire de cette ambassade directement impliqué dans ces agissements est M. Pete Brandel. La représentation de la Suède fait à peu près la même chose.

Le conseiller de l'ambassade d'Allemagne, Volker Pellet, est un complice notoire : il est sorti dans la rue pour soutenir les Dames en blanc dans leurs provocations. Autrement dit, plusieurs ambassades européennes à La Havane se sont prêtées au sale boulot requis par ces actes de mauvaise foi contre notre peuple et notre Révolution.

En ce qui concerne le fonctionnement de la SINA, je peux vous parler des agissements de deux de ses fonctionnaires : Kathleen Duffy et Lowell Dale Lawton

A un des thés littéraires organisés par les Dames en blanc, Laura Pollan, chef de file du groupe, m'a demandé de la filmer en vidéo pendant qu'elle remercierait la Fondation nationale cubano-américaine pour son soutien au groupe.

J'ai donc pris les images et j'en ai parlé à Duffy, qui m'a dit : « J'en ai déjà parlé à mes chefs. » Elle a transféré sur son ordinateur personnel le film que j'avais sur ma clé USB, elle a ouvert un compte sur Youtube à mon nom, et elle y a mis le film.

Pendant les événements de mars, Laura Pollan m'a ordonné de faire passer des messages à cette fonctionnaire, parce que c'est elle qui est censée contrôler les prétendues violations des droits de l'homme.

Quant à Lowell Dale Lawton, il m'a demandé d'évaluer les actions des Dames en blanc, spécialement après les critiques des médias que lui a values sa participation à ces actes de provocation.

Lawton a reçu les photos et les rapports qu'il m'a demandés par courrier électronique. Le lendemain de la marche contre-révolutionnaire organisée à Miami par Gloria Estefan, je suis allé à la SINA et Lawton m'a envoyé chercher dans une de leurs salles d'accès à Internet. Il voulait me voir en tête à tête pour me demander des informations sur ce qui s'était passé dans le cadre de la provocation montée le 25 mars. Il ne fait aucun doute que la question des Dames en blanc a donné lieu à d'énormes manipulations. Elles ont tout l'accès qu'elles veulent à la SINA.

Par ailleurs, elles se sont livrées, jusqu'à ce jour, à toutes ces provocations parce qu'elles se savaient protégées par les forces de police cubaines et les membres du ministère de l'Intérieur. Elles savent que ce qu'elles cherchent, à savoir un quelconque incident tragique, ne sera pas toléré.

Et les fonctionnaires du Bureau des intérêts sont au courant. Ils soutiennent la subversion des Dames en blanc mais aussi de tous les groupuscules.

Maintenant que le gouvernement cubain a pris la décision de libérer les prisonniers contre-révolutionnaires, je crois que leurs actes de provocation ont perdu toute base. Par conséquent, les fonctionnaires de la SINA s'occupent maintenant de faire pression sur quelques-unes des Dames en blanc, dont Laura, pour qu'elles refusent de quitter le pays, et ils montent une campagne de presse pour faire croire au monde que Cuba leur impose l'exil.

Leur politique contre l'île est donc contradictoire : d'une part, ils persistent à répéter que les gens émigrent parce que la Révolution n'a plus de soutien, et de l'autre, ils ne veulent pas que les contre-révolutionnaires qu'ils ont créés et stimulés le fassent, parce qu'ils n'auraient plus d'acteurs à employer pour leurs plans subversifs.

Qui est réellement Laura Pollan?

Laura Pollan a été institutrice. Depuis qu'elle est entrée aux Dames en blanc, elle se donne des grands airs de protagoniste et gagne pas mal d'argent. Il y a même eu des conflits entre elle et les autres Dames en blanc pour ce motif.

Elle est très amie avec Eulalia



Carlos Serpa et sa fille Tita

San Pedro, plus connue sous le nom de Laly, de la FNCA. Cette Eulalia est celle qui envoie les fonds, au nom de la Fondation, pour tous les actes de provocation.

A propos, lorsque j'ai fait mes débuts de « journaliste » pour les Dames en blanc, je parlais beaucoup, dans mes rapports pour Radio Marti, dans d'autres médias et d'autres sites Internet, des appels téléphoniques qu'adressait Eulalia à Laura à tous les thés littéraires, jusqu'au moment où Pollan en personne et une autre femme du groupe, Miriam Leyva, m'ont demandé de ne plus parler ni d'Eulalia ni de la FNCA dans mes articles, parce qu'il s'agissait d'une organisation terroriste et qu'il risquait à tout moment d'en être question à l'émission de télévision « Table ronde ».

Laura est manipulatrice, elle est très habile et a participé à des affaires illicites. Son nom figure sur la liste VIP de la SINA, ce qui lui donne le droit d'y être reçue à toute heure du jour et de la nuit.

Quel est le canal utilisé pour les approvisionnements destinés à la contre-révolution ?

Le principal canal est la Section des intérêts des Etats-Unis, qui viole sans ménagement la Convention de Vienne. Je dirais que 80% de ces approvisionnements passent par les mains des fonctionnaires diplomatiques de la SINA. Les Dames en blanc ont reçu des caisses et des caisses de matériel envoyé de Miami par le contre-révolutionnaire Frank Hernandez Trujillo, du groupe de soutien à la « dissidence ».

La SINA a fourni des ordinateurs portables et d'autres matériels. Chose curieuse, quand ils vous donnent quelque chose il faut signer un reçu, un peu comme pour une livraison normale. Je crois avoir compris que c'est pour que les bénéficiaires remettent ce qui ne leur appartient pas au cas où ils quitteraient le pays. »

Quels sont les principaux terroristes associés à la « dissidence » ?

En plus de la FNCA, il y a Horacio Salvador Garcia Cordero, du « Conseil pour la liberté de Cuba ». Il travaille avec Luis Zuñiga Rey.

Je pense aussi à Angel Pablo Polanco Torrejon, qui s'occupe de promouvoir ici un projet contre-révolutionnaire intitulé Initiative Pro-Changement, sous l'orientation d'Horacio et de Zuñiga.

Pourrais-tu décrire un peu le matériel que reçoit l'«opposition» ayant accès à la SINA?

Ce qui retient le plus mon attention est tout ce qu'ils font pour que la contre-révolution s'exprime sur Internet. Ils ont ouvert trois centres d'accès à Internet : un en haut, au Consulat, dénommé Eleanor Center, et, en plus, le Lincoln Center et le Benjamin Franklin Center. Les centres en question s'intitulent Centres de ressources informatives de la Section des intérêts, et ils sont dirigés par le bureau de presse et de culture de la SINA.

Ils y distribuent de la littérature contre-révolutionnaire. Par exemple, ils reproduisent le Miami Herald à une centaine d'exemplaires et le distribue parmi les contre-révolutionnaires mais aussi parmi les gens qui se présentent pour des démarches migratoires.

Pour moi, la SINA est une sorte d'état-major qui dirige la tactique et la stratégie de l'activité contre-révolutionnaire. C'est dans ces locaux que les contre-révolutionnaires sont préparés et instruits et qu'on leur permet d'imprimer des tracts, des déclarations sur tout et n'importe quoi, de photocopier des textes qui sont ensuite distribués sur place, y compris aux fonctionnaires. »

Et toi, comment accèdes-tu à la SINA ?

Comme d'autres, j'ai été autorisé à y aller tous les mercredis, mais quand je suis devenu le « journaliste » des Dames en blanc, j'ai aussi pu m'y rendre le lundi. Il est arrivé que la SINA m'autorise à entrer et à rédiger mes textes sur place.

Appartiens-tu à une catégorie spéciale pour la Section des intérêts ?

J'ai un visa. Mon aval « contre-révolutionnaire » m'a valu de bénéficier du Programme des réfugiés. Je suis considéré comme « poursuivi » pour mon travail de « journaliste indépendant».

Depuis quelle année ?

Depuis le 16 novembre 2009. A propos, le visa a été demandé par plusieurs ambassades de l'Union européenne de La Havane, et en particulier par Ingemar Cederberg, ex-ministre conseiller de l'ambassade de Suède.

Comment fabrique-t-on un dissident ?

Je suis moi-même un dissident fabriqué. Mon cas illustre la manière dont on peut faire croire à l'étranger qu'il existe ici une solide « opposition » et une prolifération de groupes anti-castristes, comme ils se plaisent à le dire.



Carlos Serpa, correspondant de Radio Martí à Cuba, s'est avéré être un agent de la Sécurité cubaine.

Dans ce petit monde je suis à la fois membre, directeur, porte-parole… de groupes quasiment fantômes, qui existent sur le papier mais dont le peuple ne sait même pas qu'ils existent, parce qu'ils n'ont aucune popularité et encore moins de partisans.

Pour plus de précision, je suis le coordinateur national du projet civique et culturel Julio Tang Texier, financé depuis Miami par le terroriste Angel de Fana Serrano, de « Plantados por la Democracia », qui a fait vingt ans de prison à Cuba pour terrorisme mais qui joue maintenant les pacifistes, les défenseurs des droits de l'homme…

Je suis aussi directeur de la bibliothèque indépendante Ernest Hemingway ; directeur de l'Union des journalistes libres de Cuba, une organisation formée par cinq autres personnes qui, toutes, n'ont d'autre intérêt que de quitter le pays. Cette « Union des journalistes libres » est aussi payée par Miami, plus précisément par le Directoire démocratique cubain (DDC).

J'ai été représentant de la brigade 2506. A ce titre j'ai reçu un téléphone portable et de l'argent pour monter des actes de provocation contre notre patrie. Je reste le correspondant de la revue Miscelaneas de Cuba, éditée en Suisse et dirigée par le contre-révolutionnaire Alexis Gainza.

J'ai été désigné porte-parole et membre de la junte de direction du Front national de résistance et de désobéissance civique à Cuba, dont le support économique provient aussi du DDC, de Femmes anti-répression (MAR) pour Cuba, et d'autres groupes de Miami qui forment l'autoproclamée Assemblée de résistance.

En plus, je suis l'agent de liaison national des présumés gouvernements d'opposition, que dirige depuis Porto Rico Enrique Blanco, celui-là même qui administre mon blog.

Voilà comment on fabrique un « dissident » ou un soi-disant « opposant », qui se cache aujourd'hui derrière la façade du bibliothécaire indépendant, du journaliste indépendant, du défenseur des droits de l'homme, etc…

A quoi attribues-tu la solidité de la Révolution cubaine ?

A cette unité qui existe entre le peuple et sa Révolution. A cette unité autour de notre commandant en chef invaincu, Fidel Castro, et de Raul. A la force des idées que nous avons toujours défendues.

Il m'est arrivé de penser que si je n'ai pas pu combattre dans les rangs de l'Armée rebelle, ou dans la clandestinité contre Batista, ou encore empoigner une arme contre les mercenaires débarqués à Playa Giron, ou être un milicien posté dans sa tranchée pendant la crise d'Octobre, ou partir combattre en Angola ou en Ethiopie, la vie m'a tout de même donné l'occasion, avec cette mission, de prendre place en première ligne de défense de notre peuple.

Sans aucun doute, il y en a qui continuent de nous sous-estimer, mais il y a aussi quelque chose d'évident : les organes de la Sécurité cubaine ont été, restent et resteront où ils doivent être, et au moment propice. Les ennemis de la Révolution, à l'étranger comme dans le pays, n'en finissent pas de tirer les leçons de l'histoire, parce qu'il y aura toujours sur leur chemin, et là où ils s'y attendront le moins, un Emilio.

Un cadeau pour ma fille Tita

Dès que je me suis mis à faire ce travail, elle a perdu beaucoup d'amis. Alors, quand j'ai été informé que mon identité réelle serait rendue publique, je m'en suis réjoui, parce que c'est un beau cadeau pour ma fille Tita. Elle saura que son père n'est pas un traître.

Un jour, elle était encore petite… un contre-révolutionnaire est venu me trouver chez moi, et ma fille s'est mise à écrire à la craie sur une pancarte : « Liberté pour les Cinq Héros ». Le type m'a lancé, éberlué : « Alors, c'est cela que tu enseignes à ta fille ? ». Mes amis sauront aussi que je n'ai jamais viré de bord. D'un autre côté, je regrette qu'on révèle mon identité aujourd'hui, parce que je m'étais taillé une place de choix dans les rangs de la contre-révolution, et j'aurais pu continuer d'être utile.

Granma 28 février 2011

Burkina Faso : La jeunesse se soulève !

Par Harana Pare

La jeunesse se révolte au Burkina-Faso, depuis le début de la semaine qui s'achève, sans que les grands tambours occidentaux ne soufflent mot.

Plus que tout, les révoltes en Afrique du Nord et au Moyen-Orient préoccupent ces grands canaux de la désinformation mondiale qui savent se taire sur les causes réelles et les vrais acteurs de ces contestations populaires que l'on cherche à désarmer et dont on sent des frémissements jusqu'en Afrique noire où les mécontentements se sont accumulés au fil des ans.

C'est déjà le cas au Burkina-Faso où à Koudougou, dans le centre-ouest, le décès d'un jeune dans les locaux de la police a mis le feu aux poudres. Depuis lundi 21 février, la jeunesse est dans un état de révolte électrique dans la ville, où confrontée à la violence de la répression policière qui a fait de nombreux tués par balles dans ses rangs, elle a saccagé et mis le feu au siège du gouvernorat de la province. Sur place, les autorités locales s'employaient toujours à calmer l'inacceptable, par des mensonges et des omissions de responsabilités quant aux brutalités du régime Compaoré. Le bilan s'est alourdi : à ce jour, il est de 5 morts, en plus d'au moins, une centaine de blessés dont certains dans un état grave. La révolte fait tache d'huile. Elle s'étend désormais à Ouagadougou, la capitale ainsi qu'à d'autres villes de provinces comme Poa, Ouahigouya et autres.

Au-delà de tels symptômes éruptifs, la raison profonde de cette contestation de la jeunesse est évidente : depuis 1987, année de l'assassinat brutal de Thomas Sankara et de l'inversion réactionnaire du processus révolutionnaire décapité à gauche de la façon la plus sanglante et crapuleuse, le régime usé jusqu'à l'os par l'incurie, la corruption et toute une série de brutalités sans nom, se maintient malgré tout, grâce à la politique du bâton et de la carotte.

Dans ce contexte, les frustrations de la jeunesse et le délitement social généralisé se sont dangereusement accumulés. La base de cette accumulation est traversée par des courants inouïs d'hostilité souterraine qui, par moment, profitent d'évènement déclencheurs pour remonter à la surface sous forme de révoltes contre le régime qui caporalise l'Etat à son seul profit.



Au Burkina-Faso où à Koudougou, le décès d'un jeune dans les locaux de la police a mis le feu aux poudres. Depuis lundi 21 février, la jeunesse est dans un état de révolte électrique dans la ville

Et c'est le cas ici, où curieusement et sans surprise, les médias dominants français ou occidentaux et les antennes diplomatiques de toutes ces grandes « Démocraties », comme à leurs habitudes, quand il s'agit de défendre des intérêts concrets néocoloniaux et impérialistes, ne voient rien de ce qui se passe dans le pays. Ils sont juste atteints de cécité ou de myopie passagère qui les empêche de regarder en face, là où la vraie nature du régime Compaoré s'est toujours dévoilée. Un régime de tyrannie redoutablement efficace et missionné à défendre les intérêts stratégiques français en Afrique de l'Ouest. Et voilà pourquoi, on lui déroule à l'Elysée, le tapis rouge du sang de nos peuples.

Qu'il affame son peuple ou réprime sa jeunesse, n'est pas le principal ; ce qui importe est qu'il serve les intérêts néocoloniaux jusqu'à l'obsolescence de son pouvoir. En attendant, on se contente d'agiter, sous son nez, des hochets de principes d'ordre humanitariste qu'il sait compléter lui-même, pour faire bonne figure, par une série de mascarades électorales qui sauvent l'essentiel : 24 ans de tyrannie prédatrice, affairiste et protectrices des intérêts néocoloniaux.

Voilà pourquoi l'Occident et ses institutions du capitalisme mondialisé l'encensent, s'activent à le missionner en médiateur dans les crises et guerres civiles africaines que le néocolonialisme provoque et mène localement en sous-mains. Bref, la bonne affaire ! Voilà encore un Africain exceptionnel : une aubaine pour l'Occident mais un danger pour les peuples d'Afrique dont on assassine dans l'impunité les filles et fils gênants pour les intérêts occidentaux.

De ce point de vue, l'exceptionnalité de Blaise Compaoré dans les milieux néocoloniaux en Occident confirme sa stature de prédateur exceptionnel, adoubé par eux et reçu dans leurs loges, comme tant d'autres, en parfait négro-maçon et décorés à souhait de toutes sortes de breloques qui flattent l'infantilisme et perdent la tête et la raison à la fois.

Dans ces conditions, le système répressif qu'il met en branle régulièrement au Burkina-Faso, peut continuer à se déployer en toute impunité jusqu'au jour où il devra des comptes. En attendant, des familles pleurent actuellement, dans la douleur insupportable, la mort de leurs enfants : de jeunes manifestants simplement en colère contre l'avenir indigne et bouché qu'on leur projette.

Suite à la page (18)

Déclaration du Conseil Politique de l'ALBA-TCP concernant la Libye

Le Conseil Politique de l'Alternative Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique -TCP, partage la préoccupation mondiale sur la situation de conflit en Libye, et les pertes subséquentes de vies humaines, et exprime son désir pour que ce peuple frère arabo-africain atteigne une solution pacifique et souveraine au conflit armé en cours dans leur pays, sans ingérence étrangère garantissant ainsi l'intégrité territoriale de ce pays.

Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP appuie l'initiative de paix et d'unité du Président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez de créer une « Commission Humanitaire Internationale pour la Paix et l'Intégrité de la Libye», avec pour objectif d'éviter une agression militaire de l'OTAN et de participer aux efforts que devraient faire la communauté internationale pour aider le peuple libyen.

Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP rejette catégoriquement tout type d' intervention de l'OTAN ou de toute autre puissance étrangère en Libye aussi bien que toute intention d'exploiter, par le truchement de médias et exploitation opportuniste des tragiques moments présent pour justifier une guerre de conquête des ressources énergétiques et aqueuses qui sont le patrimoine du peuple libyen et qui ne peuvent être utilisées pour satisfaire la voracité du capitalisme.

Le Conseil Politique de l'ALBA-TCP fait appel à l'opinion publique internationale et aux mouvements sociaux dans le monde pour se mobiliser dans l'opposition aux plans militaristes et interventionnistes en Libye.

Caracas le 4 mars de l'année deux mille onze.

Condamnation d'un ancien représentant de la CIA en Algérie

L'ancien chef du bureau d'Alger de l'agence de renseignement américaines (CIA), Andrew Marvin Warren, 42 ans, converti à l'islam, a été condamné à 65 mois de prison ferme, après avoir plaidé coupable d'avoir, le 17 février 2008, agressé sexuellement une femme qu'il avait droguée, lors d'une réception à l'ambassade américaine à Alger.

Limogé par la CIA en 2009, il avait commencé par nier les faits, affirmant qu'il avait eu des relations sexuelles consenties avec sa victime. La révélation de cette affaire par les médias américains avait fait du bruit à Alger.



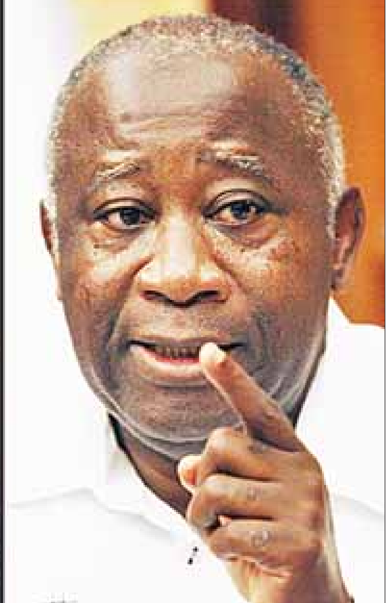
Une peine légère pour cet agent de la CIA, Andrew Marvin Warren, convaincu de viol

Selon la victime, dont l'identité n'a pas été révélée, lors d'une réception organisée par l'ambassade américaine, on lui a fait boire un whisky coca et le lendemain, elle s'est réveillée au domicile de l'agent de la CIA, nue. Elle avait été violée.

Afrique Asie 4 mars 2011

Côte d'Ivoire : la logique de l'absurde





Je mets d'ailleurs au défi la communauté internationale d'exiger de nouvelles élections entre Laurent Gbagbo (à gauche) et Alassane Ouattara pour solder enfin le contentieux électoral et mettre fin à ce « festival de l'absurde » !

Par Pierre Sané

Le scénario du pire, l'intervention armée de l'extérieur, ayant semble-t-il été écartée, voici que se déploie sans peur des contradictions la stratégie de l'absurde. On nous promet un « étouffement économique et financier » de la Côte d'Ivoire.

Interdiction d'exportation du cacao, interdiction faite aux banques de « coopérer » avec le régime de Laurent Gbagbo, interdiction de paiement des salaires des fonctionnaires et des soldats, gel des avoirs d'individus, de sociétés nationales et privées, restrictions de déplacements, autant d'actions à la légalité pour le moins douteuse.

Avec le déroulé de cette stratégie aux intentions clairement néfastes pour l'ensemble du pays et de ses habitants, il est légitime de se demander si cet acharnement résulte du seul contentieux électoral du scrutin présidentiel du 28 novembre 2010. Car si tel était le cas, on attendrait tout simplement la fin de la mission de l'Union africaine dont les recommandations sont supposées être contraignantes. Aux yeux du gouvernement français, « grand ordonnateur » de cette campagne acharnée de sanctions, quelle importance, au fond, que Laurent

Suite à la page (18)

Côte d'Ivoire : la logique de l'absurde

Suite de la page (17)

Gbagbo ou Alassane Ouattara soit le vainqueur du scrutin ? Mais pour Nicolas Sarkozy, qui en a fait une affaire personnelle… qui sait ? Résultat : la diplomatie française en Afrique continue à être piégée par la confusion entre intérêts personnels, réseaux et logique d'Etat.

Les sanctions prises par les pays européens, le Canada et les Etats-Unis visant des individus et des sociétés ivoiriennes (et même les accréditations d'ambassadeurs) s'écrouleront, c'est là mon intime conviction, dès les premiers recours juridiques. Car ces sanctions sont fondées sur le refus de reconnaître le président soit disant « élu » et de se mettre à son service ; or n'importe quel juge guidé par son « âme et conscience » demandera avant toute chose à examiner la Constitution ivoirienne avant de trancher. Et comme cette Constitution n'a jamais été suspendue par aucune des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, elle sera la seule source en droit pour le juge.

A part les mesures prises par la trentaine de pays évoqués ci-dessus, les seules autres actions à l'encontre de la Côte d'Ivoire et des habitants du pays viennent des sept autres pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et d'Alassane Ouattara lui-même.

Le retrait de la signature internationale au niveau de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a eu comme conséquence la suspension des mécanismes de compensation interbancaire et éventuellement la fermeture provisoire de plusieurs banques, empêchant l'accès des clients à leurs comptes bancaires. Nous risquons sous peu d'être confrontés à des violations sérieuses des droits de l'homme qui relèveront de la responsabilité de ces banques si leurs clients n'arrivent pas à soigner des parents malades, alimenter proprement leurs enfants, payer des salaires dans le respect du droit du travail. Il serait judicieux que organisations non gouvernementales et avocats se mobilisent activement et sans tarder pour documenter avec précision tous les cas individuels de violations de droits humains à des fins de poursuites ultérieures devant les juridictions nationales, régionales ou internationales.

L'interdiction temporaire annoncée par Alassane Ouattara de l'exportation de fèves de cacao va quant à elle faire surtout l'affaire des spéculateurs qui ont acheté à terme et qui vont profiter de la flambée des cours. Notamment la société Armajaro du trader Anthony Ward qui a acquis, en juillet 2010, 240 000 de tonnes de cacao soit 20 % de la production ivoirienne et 15 % des stocks mondiaux. Cette société a investi 1 milliard de dollars et en tirera un profit substantiel rien qu'à la suite de cette décision d'Alassane Ouattara dont le beau-fils, Loïc Folloroux, 35 ans, n'est autre que le directeur Afrique d'Anthony Ward (1). Pure coïncidence, il va sans dire. Quant aux producteurs et aux commerçants ivoiriens… qui s'en soucie ? L'objectif est plutôt de les « étouffer » !

Etouffer consiste à faire perdre la respiration par asphyxie, en d'autres termes à tuer.

Mais qui va-t-on tuer ? Laurent Gbagbo ou la Côte d'Ivoire ? Qui sera le tueur ? Et pourquoi ? N'y a-t-il pas d'autres alternatives ? Ou s'agit-il d'imposer coûte que coûte Alassane Ouattara quel que soit par ailleurs le résultat sincère du scrutin ? Et cela sans attendre les conclusions de la mission de l'Union africaine.

Supposons une minute qu'après vérification Alassane Ouattara n'ait pas gagné les élections ? Cela relèverait-il du domaine de l'impossible ou carrément de la divagation ? D'où vient cette certitude inébranlable concernant la victoire d'Alassane Ouattara ? De la proclamation des résultats par le Président de la Commission électorale indépendante (CEI) ? On sait qu'il n'y avait pas consensus au sein d'une CEI qui était par ailleurs forclose. De la certification par le Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies ? Sa précipitation et le non-respect des procédures ont malheureusement entaché sa certification. D'où un doute légitime dans l'esprit de beaucoup. Tant qu'un doute nous habite, un seul doute, il serait ignominieux de laisser un pays frère se faire « étouffer ».

La certitude inébranlable en l'infaillibilité des arbitres, qui plus est arbitres auxiliaires, et donc en la victoire au sortir des urnes d'Alassane Ouattara (ou de Laurent Gbagbo d'ailleurs) est une proposition indubitablement absurde et, pis encore, dangereuse, voire suicidaire puisqu'elle maintient les deux protagonistes dans des positions maximalistes.

Est absurde ce qui n'est pas acceptable par la raison et par le bon sens : la stratégie de l'étouffement financier est absurde parce que si Alassane Ouattara arrive avec le soutien de la France à étouffer (tuer) la Côte d'Ivoire, il n'aura rien à gouverner si ce n'est un champ de ruines. En outre, à supposer que Laurent Gbagbo ait pris en otage la Côte d'Ivoire, tuer un otage qu'on veut libérer ne fait pas du prétendu preneur d'otage l'assassin. L'assassin est bien celui qui aura tué (étouffé) avec préméditation et impéritie. Ensuite, si Alassane Ouattara n'y parvient pas et que le pays réussit à survivre à la tentative d'asphyxie, aucun Ivoirien ne voudra alors le voir arriver au pouvoir. Jamais ! Car on a beau se dire que tout est permis à qui veut arriver au pouvoir, il est des actions que l'on ne doit pas entreprendre contre son pays et ses concitoyens. Je me souviens de ce que me confiait Me Abdoulaye Wade au Sénégal au lendemain des élections de 1993 qu'il était convaincu d'avoir remportées, après que le Conseil constitutionnel ait proclamé son adversaire vainqueur : « *Je ne franchirai jamais les grilles du Palais en marchant sur les cadavres des Sénégalais* ».

Est absurde ce qui n'est pas conforme aux lois de la cohérence et de la logique rationnelles : la stratégie de l'étouffement est absurde parce que les sanctions ne feront pas la différence entre les producteurs de cacao pro-Ouattara et ceux qui s'opposent à lui. Pareil pour les fonctionnaires privés de salaires. Ne préfèreront-ils pas tous un recomptage des votes ou une nouvelle élection à un étouffement ? Qui plus est, ces banques qui auront fermé vont perdre la confiance de leurs clients quelle que soit par ailleurs l'issue du contentieux électoral.

Absurde aussi parce que les millions de Sénégalais, Maliens, Nigérians, Burkinabè, etc. qui vivent en Côte d'Ivoire vont souffrir de ces sanctions. Peut-être même vont-ils être obligés de quitter leur terre d'adoption. Il est facile de prédire pour qui ils vont voter lors de prochaines échéances électorales dans leurs propres pays si les décisions prises par leurs chefs d'Etat respectifs venaient à asphyxier le poumon économique de l'Afrique de l'Ouest.

Absurde, quand tu nous tiens !

Laurent Gbagbo est accusé d'être un usurpateur et pour le faire partir on veut asphyxier le pays. Or il affirme détenir des preuves sur les irrégularités qui ont entaché le scrutin. Saddam Hussein affirmait ne pas détenir d'armes de destruction massive. On lui a dit « prouve-le », ce qui est absurde car la charge de la preuve incombe toujours aux accusateurs. Laurent Gbagbo dit qu'il a des preuves de fraudes qui ont dénaturé le verdict final ; on lui dit littéralement « on s'en fiche » et, comble d'absurdité, on s'apprête à étouffer son pays alors qu'il suffirait de vérifier si ces preuves sont tangibles ou pas.

Et le jaillissement de l'absurde ne s'arrête pas là.

La sanction, c'est ce qui normalement frappe le délinquant mais encore faut-il qu'on nous dise quelle loi a été enfreinte. Il y a un simple contentieux électoral et le Conseil constitutionnel du pays s'est prononcé et a investi Laurent Gbagbo. La communauté internationale n'ayant aucune compétence pour désigner un Président en Côte d'Ivoire pas plus qu'au Gabon (2), Alassane Ouattara est donc en fait un Président « autoproclamé », ayant lui-même sollicité vainement l'investiture du Conseil constitutionnel, et ce faisant, il continue de violer la loi ivoirienne depuis trois mois. Mais c'est Laurent Gbagbo qui se fait sanctionner ! Et qui plus est, c'est lui qui se ferait spolier en acceptant le recomptage des voix puisqu'il est déjà le Président investi par la plus haute instance juridictionnelle qui soit !

Mais que voulez-vous, c'est décidément à un véritable déferlement d'absurdités auquel nous assistons en Côte d'Ivoire.

Toute cette absurdité m'horripile et me laisse perplexe.

Ce qu'on oublie complaisamment c'est que la moitié de l'électorat a voté pour Laurent Gbagbo. Et qui sait ce que ferait l'électorat PDCI si les élections étaient à refaire aujourd'hui, échaudé qu'il est par la découverte de la réalité de l'axe RDR-rebelles. D'autant plus que chaque fois que le chef politique des rebelles ouvre la bouche, il fait perdre à Alassane Ouattara de sa crédibilité. Ne se rend-il donc pas compte que les chefs d'Etat africains sont « allergiques » aux rebelles ? Je mets d'ailleurs au défi la communauté internationale d'exiger de nouvelles élections entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara pour solder enfin le contentieux électoral et mettre fin à ce « festival de l'absurde » !

Sauf si l'objectif délibéré était de conduire le pays à la guerre, guerre civile cette fois, afin de justifier l'intervention extérieure ! A ce moment-là, ce qui paraît absurde aujourd'hui sera logique et rationnel demain.

Pathétique de cynisme et de myopie !

En attendant, il est évident que ce qui se joue en Côte d'Ivoire aujourd'hui est d'une importance capitale pour le devenir de nos enfants en Afrique ; alors donc cela nous interpelle tous. A nous de savoir relever le défi à l'entame du deuxième cinquantenaire de nos indépendances.

Pierre Sané, *ancien Secrétaire général d'Amnesty International et ancien Sous-directeur général de l'UNESCO, est président d'Imagine Africa*

Investig'Action 8 mars 2011

Burkina Faso : La jeunesse se soulève !

Suite de la page (17)

Devant ces constats horribles, où est la presse française prompte à intoxiquer, hier sur le Rwanda et aujourd'hui sur la Côte d'Ivoire ? Mais cette question n'est pas une demande d'ingérence armée ou humanitaire-humanitariste dans les affaires africaines. Elle est plutôt une invitation à sortir du jeu des connivences d'intérêts ligués contre l'avenir des peuples d'Afrique et celui de leurs jeunesses.

A ce niveau, les silences, les amalgames, la confusion des genres et les manipulations médiatiques ou diplomatiques restent à l'évidence des signes d'accompagnement de la politique d'étouffement social que le régime Compaoré impose à tout un peuple. Grand ami africain de la France, Blaise Compaoré est depuis octobre 1987, l'épine dorsale de la Françafrique, après avoir décapité, le processus révolutionnaire du capitaine Thomas Sankara qui, on le sait, n'arrangeait pas les affaires du néocolonialisme franco-africain et de l'impérialisme.

Non content d'imposer la désespérance sociale aux Burkinabè, Blaise Compaoré est devenu aujourd'hui le cheval de Troie de la France dans la crise ivoirienne. Ancien putschiste armé contre la démocratie chez lui-même, il est missionné par Sarkozy pour défendre celle-ci en Côte d'Ivoire ; c'est-à-dire régler une crise d'élections formelles par les moyens de la guerre contre la volonté et la souveraineté de la nation, de l'Etat et des institutions ivoiriennes.

Une telle mission au contenu de classe les plus réactionnaires, si elle aboutissait, serait un précédent dangereux pour l'Afrique, en termes d'ingérences armées, occidentales, futures dans les affaires africaines. Les régressions politiques et sociales qui en résulteraient, conforteraient bien de convictions racistes qui, par clichés coloniaux et inepties culturelles occidentales, prétendent que « l'Afrique n'est pas encore rentrée dans l'Histoire. »

« La bonne blague pour justifier de nouvelles missions civilisatrices en Afrique ! »Bien sûr, ce jeu pervers auquel Blaise Compaoré se prête, vise deux objectifs politiques mesquins : faire diversion sur ses propres échecs à domicile et pérenniser dans le même mouvement, les intérêts de l'impérialisme français et occidental au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire et ailleurs dans la sous-région. Et il vaut mieux à ce niveau qu'il échoue. Sa réussite dans ce pari compromettrait gravement la paix et l'avenir commun de nos peuples.

Aussi, l'Afrique consciente des enjeux en cours a la responsabilité de rappeler à Blaise Compaoré qu'il ne peut continuer de se tromper de combat ; et c'est ce que lui dit la jeunesse burkinabè à Koudougou, à Ouahigouya, à Poa, à Ouagadougou malgré les balles assassines de sa police. Pour la énième fois, celle-ci tire sur la colère sociale à main nue, à un moment où il est plus qu'urgent pour le régime de se préoccuper de la question sociale en interne à domicile.

La jeunesse reste en droit de se dresser contre l'impunité, la corruption et l'affairisme clanique prédateur que son pouvoir a institués en système ; et qui le minent. Elle est en droit de rejeter le chômage et la précarité de masse qu'on lui propose comme plan d'avenir.

Aussi, l'intensification de la répression et la fermeture des école ou des universités, depuis le mardi 22 février, ne sauraient tenir lieu de réponses à cette jeunesse en quête de sens à sa vie, de réalisation de soi, de reconnaissance et d'émancipation par le travail, la culture… ; ni aux masses qui aspirent à l'accès aux soins de santé, à l'alimentation et à l'eau potable, à un système éducatif et scolaire désaliéné, à l'habitat décent et aux services publics de qualité, … ; en somme tout l'inverse de ce qu'elles vivent de nos jours.

Les fausses promesses faites, lors des mascarades électorales, n'y ont jamais rien changé. Dans la réalité, les travailleurs des villes et des campagnes rament à trouver des solutions aux problèmes de l'existence quotidienne : se nourrir, se loger, se soigner, se vêtir, se déplacer ou se cultiver tout simplement. A aucun de ces niveaux, le bilan du régime en place depuis 1987, n'est glorieux. Seules les couches dominantes qui accaparent les ressources par les moyens de l'Etat s'en sortent.

La corruption, les assassinats extrajudiciaires, le clientélisme prédateur ont achevé de miner les institutions et de cadenasser nombres de consciences individuelles. La jeunesse, confrontée à la précarité et au chômage de masse, n'a plus foi en l'avenir. Au quotidien, les travailleurs des villes et des campagnes sont tenus à la gorge par les exigences des plans d'ajustement structurels imposés par le FMI. Dans ce décor de ruine, le régime continue de laminer et d'intimider une opposition politique éparpillée, tenue en cage par lui, ou acculée à jouer, pour l'extérieur, les rôle de faire valoir à une façade démocratique décrépie.

Derrière cette façade délavée, le régime, même usé jusqu'à l'os, conserve encore l'abominable énergie qui lui reste : celle des répressions brutales contre les travailleurs, les scolaires et les étudiants ou les opposants politiques ; bref, contre le peuple Burkinabè qui, face à un pouvoir socialement malfaisant, n'a jamais désarmé dans ses luttes pour l'émancipation.

Source : çan'empêchepasNicolas 28 février 2011

Fenêtre Culturelle

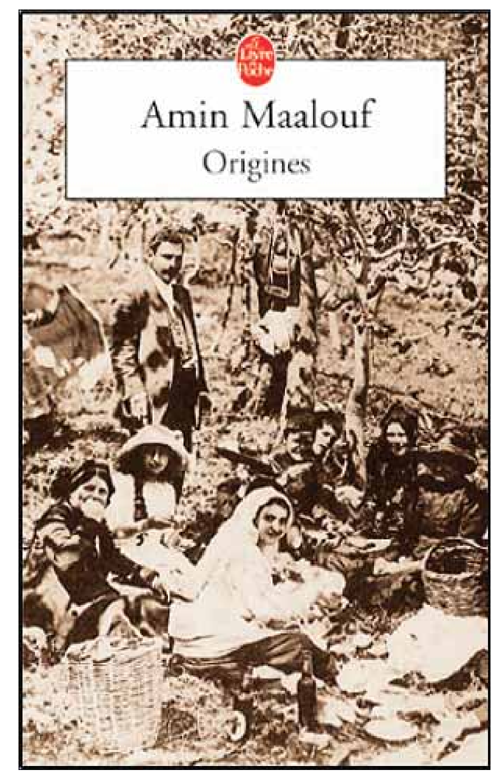
De la prose aux vers

Origines
Un roman d'Amin Malouf
Éditions Grasset & Fasquelle, 2004

Un Extrait

Ayant refermé à double tour la porte de la maison familiale, j'éprouvai, à mon corps défendant, une tiède sensation de bien-être. La nuit n'était pas encore tombée, et par la haute baie vitrée du séjour parvenait une clarté rosâtre. Je retrouvai deux très vieux fauteuils Morris, jumeaux aux coussins rougеs qu'autrefois je chérissais et que j'avais oubliés depuis. Je déplaçai l'un d'eux pour aller m'asseoir face à la mer, lointaine et basse mais que j'aurais aperçue à l'horizon si l'horizon n'était pas aux nuages.

Je restai là sans bouger, insensible au froid humide, les yeux fixes, et par moments clos. Il fut un temps où l'avenir, pour moi, était indissociable de ce lieu. Jamais je ne supporterais, croyais-je, de vivre loin de ce pays, loin de ce village, loin de cette maison ! Je n'excluais pas entièrement d'aller passer quelques mois en France ou en Amérique si l'envie m'en prenait un jour ; de là à m'établir ailleurs, non merci !



Sans doute y avait-il eu, dans ma vaste famille, une propension à partir ; mais le phénomène se limitait aux oncles, aux cousins, aux grands-oncles. Mes ancêtres directs - mon grand-père, et tous ceux qui les avaient engendrés - étaient toujours restés dans leurs pierres. C'est ainsi, d'ailleurs, que la grande maison nous était revenue : nous l'avions méritée parce que nous n'étions pas partis. À présent, elle est à moi, bien à moi, peut-être même les gens du village lui accolent-ils mon prénom.

Mais moi, je n'y viens plus. Au cours des vingt dernières années, je n'y ai pas dormi la moindre nuit, et je l'ai rarement visitée. La dernière fois, c'était il y a sept ou huit ans. De nombreuses personnes m'accompagnaient, elles étaient toutes entrées avec moi, elles avaient fait le tour, elles étaient ressorties aussitôt, et avec moi. J'avais eu le sentiment de m'être cherché moi-même d'une pièce à l'autre et de ne m'être pas trouvé.

Pour cette seconde visite, j'étais seul. Déterminé à ne pas me hâter, et à n'être chassé ni par le froid, ni par la faim, ni par aucune tristesse.

Quand la clarté du ciel se fut estompée, je me souvins subitement de l'emplacement du tableau électrique, sous l'escalier intérieur qui menait à l'étage. J'y actionnai une manette, et fus presque surpris de constater que le courant n'était pas coupé. Je me dirigeai ensuite vers la chambre de mes parents, et ouvris le placard désigné par ma mère ; pour découvrir, derrière les habits accrochés, derrière la rangée des escarpins, une malle debout contre le mur - deux épaules de cuir qui faisaient face aux miennes. J'étais attendu !

Je tirai la malle de sa redoute et la traînai jusqu'au lit parental sur lequel je la hissai péniblement puis l'ouvris comme un livre ; avant de me déchausser pour m'asseoir en scribe devant elle, le dos calé par un gros coussin contre le mur, et me promettant de ne plus bouger avant l'aube.

Je commençai par sortir les vieux papiers l'un après l'autre en les prenant craintivement par les coins entre mes doigts arqués comme une pince. Les vingt ou trente premiers, je les lus in extenso, en consignant soigneusement sur mon carnet, chaque fois qu'il était possible de le faire, la date, l'auteur, le destinataire. L'état de conservation, et un résumé du contenu ; mais au bout de deux heures, au vu de la masse restante qui paraissait inentamée, je dus me résigner à ne plus parcourir les documents qu'en diagonale, et sans plus prendre aucune note, me concernant de les répartir .

Je baissai les bras. Et peut-être à cause de la fatigue, ou peut-être à cause de la faim, peut-être aussi à cause des journées de deuil, je me mis à pleurer. J'avais soudain envie de disparaître à l'instant même sans laisser de trace. J'avais le sentiment de porter un fardeau trop pesant, dont les ancêtres s'étaient déchargés l'un après l'autre dans cette malle, et dont moi seul n'aurais jamais le lâche courage de me défaire.

Moi qui étais venu chercher en ce lieu une clé pour ma porte, je voyais se dresser devant moi mille portes sans clé. Que faire de cet amas de vieux papiers ? Je ne pourrai jamais rien écrire à partir de cela ! Et, ce qui est pire : tant que ces reliques encombreront ma route, je n'écrirai rien d'autre non plus.

Actualités Artistiques et Littéraires

Cette année encore, le festival de jazz de Port-au-Prince, qui se déroule depuis plus de trois ans sur plusieurs sites à la capitale haïtienne ainsi qu'à Pétion Ville s'est déroulé avec la participation de plusieurs groupes venus d'un peu partout. Cette activité financée par le ministère haïtien de la culture ainsi que par certaines ambassades étrangères en Haïti, convoque à chaque édition plusieurs dizaines de spectateurs. Invitée par le groupe *Dizwikara,* la chanteuse haïtienne Chantal Drice a montré au public une nouvelle facette de son art. La plupart des commentaires qui nous parviennent laissent croire qu'elle dispose d'outils suffisants pour se faire un nom dans ce genre de musique.



Chantal Drice et Pierre-Rigaud Chéry au festival de Jazz de Port-au-Prince, 2011)

Le band-leader de la formation musicale ***Chandèl*** qui réside à Miami, Mario Morose a enregistré une version carnavalesque pour l'édition 2011 intitulé *Afterchock* en rapport avec le tremblement de terre qui a détruit plusieurs villes d'Haïti le 12 janvier 2010. Cette musique chantée en duo avec la chanteuse Carly François Mariano sonne comme un satyre de la politique en Haïti, peut être joué en toutes circonstances. Nous reviendrons avec des commentaires plus détaillés dans un prochain numéro.





Mario Morose et Carly François Mariano

Par Prince Guetjens

Poursuivons encore un peu dans la critique de celui qui vit dans une grande ville comme New York où la vie culturelle est intense, mais qui ne prend pas le temps de regarder autour de lui, disons mieux qui n'ont pas le temps de voir autour de lui. Nous avions soutenu qu'il était en train de rater le meilleur, parce que l'expérience esthétique est toujours aussi bien libération *de* quelque chose que libération *pour* quelque chose, ainsi qu'il ressort déjà de la théorie aristotélicienne de la *catharsis*.

C'est bien malheureux parce que rien ne peut mieux servir d'amortisseur au rythme de travail trépidant dans un système capitaliste, qui s'appuie sur une forme d'esclavage moderne pour favoriser l'accumulation du capital, qu'une forte consommation de culture.

Si l'on s'en tient à la thèse d'Hans Robert Jauss (1972) exposée dans son ouvrage traduit sous le titre de *Petite Apologie de l'expérience esthétique,* on pourrait soutenir que la libération par l'expérience esthétique peut s'accomplir sur trois plans. La conscience en tant qu'activité productrice crée un monde qui est son œuvre propre ; la conscience en tant qu'activité réceptrice saisit la possibilité de renouveler sa perception du monde ; enfin - et ici l'expérience subjective débouche sur l'expérience intersubjective - la réflexion esthétique adhère à un jugement requis par l'œuvre, ou s'identifie à des normes d'action qu'elle ébauche et dont il appartient à ses destinataires de poursuivre la définition.

Il y a longtemps que les stratèges du système ont compris la nécessité de rendre la beauté (au sens le plus large du terme) accessible à une grande partie de la population. Cette volonté se manifeste à travers la politique des Musées qui ouvrent leur porte gratuitement au moins un jour par mois ou par semaine au grand public, mais aussi en permettant aux artistes certaines fois de s'approprier l'espace public pour se montrer.

Regards Critiques

Vidho Lorville : De l'autre côté du réel tactile

On ne peut nier le fait que les différentes avancées opérées au niveau de la recherche sur le plan artistique au cours de ces deux derniers millénaires aient un impact important sur la facture de l'art moderne et contemporain. Cependant, il est clair que dès le début du XXe siècle avec les découvertes de Braque et de Picasso qui furent moins les produits d'une réflexion théorique, que d'un travail pratique assidu et d'une intuition prodigieuse. Mais aussi par le renversement provoqué par les aquarelles du maître Russe Kandinsky, inscrites dans une démarche très différente de la tendance naissante de l'art abstrait géométrique.

Il m'a paru important de déblayer le terrain avant de poser les balises, d'une analyse que je veux objective, de deux des plus récentes toiles de l'artiste peintre Vidho Lorville, qui réside et travaille à New York depuis plus de cinq ans.

Vidho appartient à cette catégorie de créateurs, évoluant dans la tessiture contemporaine, qui croit dur comme fer que l'art a été donné à l'homme pour traquer la vérité à travers les formes, et qu'aucune frontière dans l'univers sensoriel ne devrait délimiter le territoire qui leur était imparti. C'est à travers ces lentilles parmi d'autres qu'il faut tenter l'approche des œuvres de cet artiste qui s'écarte un tantinet de la contingence. Les deux tableaux soumis à notre appréciation et que nous allons regarder ensemble, vont nous dire davantage sur l'orientation de ce pinceau longtemps apprivoisé par la magie de tenter le saut dans le rêve, au lieu de représenter le pâle reflet de quelque chose d'autre qui existe déjà, ou tout simplement d'évoluer



La répartition de la chaleur se réalise à partir d'un agencement de couleurs, partant du rouge vers le blanc, en passant par l'orange et le jaune sans relais. (sans - titre # 2)

de l'autre côté du réel tactile.

Des bâtonnets, dans une grande variété de couleurs affublées, pour certains d'entre eux, d'un visage stylisé ou d'un masque, s'entassent à n'en plus finir dans un espace délimité par les rebords d'un cadre, semblant s'ouvrir sur nulle part. Dans cette agglomération d'êtres vivants par les artifices de l'art, se frottant les uns contres les autres, formant un collectif qui absorbe l'individu, tout pouvoir a été délégué aux couleurs pour créer le mouvement. La flamme qui part du milieu de la foule semble émerger du frottage des énergies qui s'y confondent. Sans apparemment chercher à se soumettre à certains principes d'harmonie des couleurs, le décalage du froid au chaud dénonce une solide formation académique. Dans cet amoncellement de couleurs dans des ordres différents, un jet vert dégoulinant sur un fond blanc, peut provoquer un fond rosé sur les rebords ; bien que cette nuance n'existe pas en réalité, et pourtant l'œil la voit. Elle résulte donc de la présence du vert, le rouge étant le complémentaire du vert. C'est ce qu'on appelle depuis Chevreuil, *la théorie optique des contrastes simultanés.* (sans - titre # 1).

Des lueurs chaudes s'entrechoquent et se contrastent au contact parfois timide de la lumière et de l'ombre, qui soutiennent par endroits la présence tumultueuse de taches bleues, ocres brunes et vertes. Ce brasier qui ressemble à un magma postérieur à la fondation de quelque monde, ou à ce qui se passe à l'intérieur d'un volcan en activité, que seul l'art a la capacité de montrer distribue de l'énergie à tout regard qui s'y risque. Et la répartition de la chaleur se réalise à partir d'un agencement de couleurs, partant du rouge vers le blanc, en passant par l'orange et le jaune sans relais. (sans - titre # 2).



Dans cet amoncellement de couleurs dans des ordres différents, un jet vert dégoulinant sur un fond blanc peut provoquer un fond rosé sur les rebords ; bien que cette nuance n'existe pas en réalité, et pourtant l'œil la voit. Elle résulte donc de la présence du vert, le rouge étant le complémentaire du vert (sans - titre # 1)

La peinture de Vidho s'offre comme un miroir grossissant, qui renvoie des lambeaux du Moi de chaque spectateur dans sa direction. Elle ne déforme ni n'aplatit ce qu'elle reçoit. En parfaite harmonie avec son temps et avec des prétentions d'avoir un pied dans l'instant d'après, la palette de Vidho revendique avec force détails une abstraction qui ne tourne pas totalement le dos à certaines figures naturelles. Même si elle ne se donne pas à les représenter. Cette démarche qui accorde davantage d'importance à la spontanéité qu'à l'académisme, à l'authenticité des émotions qu'à l'universalité sémiologique offre une certaine affinité avec les premiers travaux de la Section d'Or conduite par le Tchèque Kupka et le Français Delaunay.

La peinture de Vidho inspire une jouissance pareille à celle, née de la reconnaissance de l'autonomie de l'art, prônée au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Une jouissance qui se situe dans ces hauteurs où planait jadis la notion de jouissance dont on ne peut presque rien retrouver dans l'emploi qui est, aujourd'hui, fait du mot.

Prince Guetjens
Critique d'art